

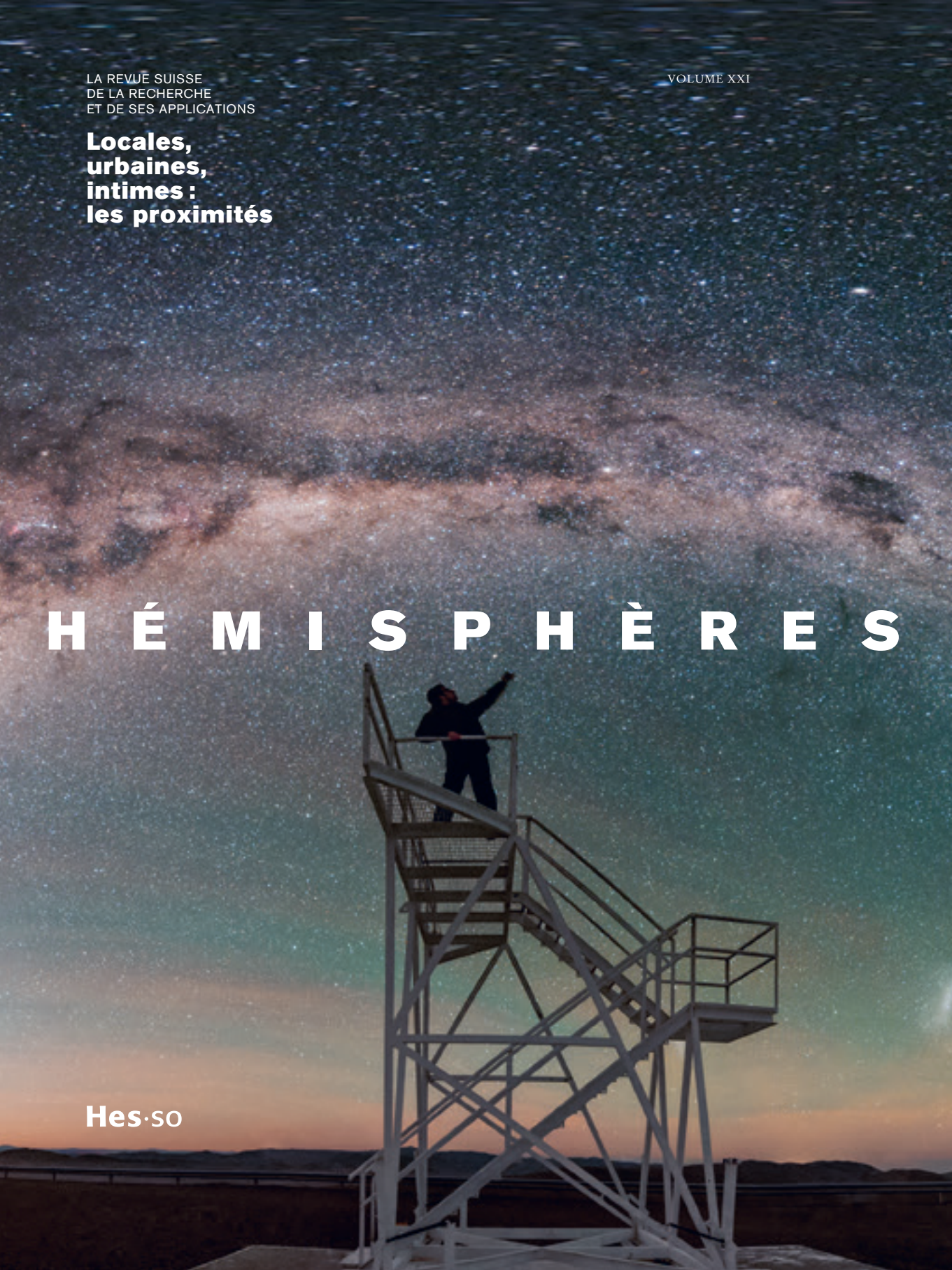
LA REVUE SUISSE
DE LA RECHERCHE
ET DE SES APPLICATIONS

VOLUME XXI

**Locales,
urbaines,
intimes :
les proximités**

H É M I S P H È R E S

Hes·so



Zoom rapproché

La perception de la ville est de plus en plus influencée par les services de géolocalisation. C'est ce qu'a voulu interroger l'artiste allemand Aram Bartholl avec son projet Map, qui consistait en des installations dans l'espace public représentant le pointeur de géolocalisation de Google Maps. Leur hauteur de 9 mètres correspond à la taille de ce marqueur rouge au zoom maximal de la carte.



En 2016, une équipe de quatre astrophotographes et vidéastes s'est rendue à l'observatoire astronomique du Cerro Paranal, situé à 2635 m d'altitude dans le désert d'Atacama au Chili. Leur objectif consistait à capturer des vues saisissantes de l'Univers en ultra haute définition et en format *fulldome*, idéal pour une utilisation dans des spectacles de planétarium. Sur la gauche de l'image, on aperçoit les télescopes constitutifs du Very Large Telescope.

Locales,
urbaines,
intimes:
les proximités

ÉDITEUR: HES-SO – HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE
UNIVERSITY OF APPLIED SCIENCES AND ARTS WESTERN SWITZERLAND

VOLUME XXI



SOMMAIRE



RÉFLEXION

8 | Insaisissable proximité

GRAND ENTRETIEN

14 | Carlos Moreno

PORTFOLIO

18 | En symbiose avec les volcans

ÉCONOMIE

20 | Les monnaies locales, efficaces mais mal vues
par l'État

SANTÉ

24 | Maladies psychiques : le fardeau
des proches aidants

ARTS

29 | Ces artistes qui rusent pour changer le monde

INGÉNIERIE

34 | L'idée de proximité fait son chemin
dans la gestion des territoires

SEXUALITÉ

38 | L'intimité 2.0 explorée par les jeunes

THÉÂTRE

42 | La friche, entre voies ferrées et chats errants

PORTRAITS

48 | Cinq façons de vivre la proximité

INNOVATION

52 | Un laboratoire au plus proche des besoins
des seniors

MICROTECHNIQUE

57 | Produire moins cher en Suisse, c'est possible

SOCIAL

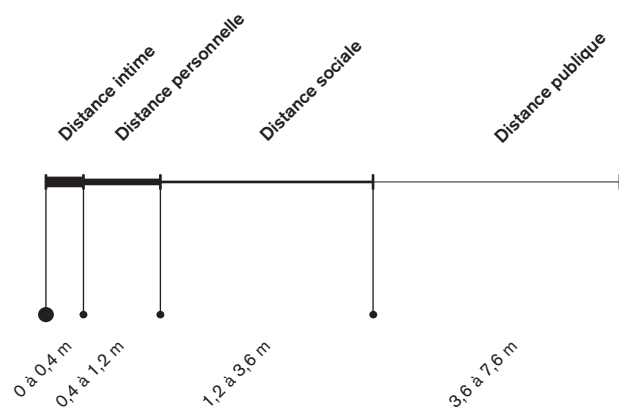
62 | Les nouveaux défis des travailleurs sociaux
de rue

MUSIQUE

66 | Les fifres, une tradition locale venue d'ailleurs

PANDÉMIE

69 | Crise sanitaire : mieux vaut être pauvre
dans un pays égalitaire**75 – 91 |** Focus sur six recherches**92 – 94 |** Actualités HES-SO



Davantage que les étals de fruits et légumes locaux du marché – que j’apprécie beaucoup par ailleurs – la proximité m’évoque le lien social. Cette notion subjective – car chacune et chacun aura sa propre définition du proche et du lointain – m’apparaît comme une valeur essentielle que j’essaie d’appliquer à mes relations au quotidien : faire attention à l’autre, avoir de l’empathie, me montrer solidaire au sein d’une communauté.

Durant l’année qui vient de s’écouler, marquée par la pandémie de Covid-19, nous avons souvent ressenti un manque de contacts physiques. L’enseignement à distance nous a permis de maintenir les cours dans un contexte déterminé par la distanciation sociale. Il a représenté un formidable outil de résilience pour les hautes écoles, évitant aux cursus d’être interrompus. Nous allons certainement en retirer des enseignements utiles pour le futur. Mais les cours donnés par écrans interposés ont aussi montré leurs limites. Dans certaines situations, les apprentissages sont fortement dépendants d’une relation en présentiel. C’est en particulier le cas de nos formations axées sur la pratique. Apprendre des gestes de soin ou des techniques artistiques à distance peut parfois relever de l’impossible. Les étudiant·es, tout comme le corps enseignant, ont aussi souligné le rôle crucial joué par les contacts sociaux pour leur équilibre psychique.

É D I T O R I A L

La proximité humaine, plus essentielle que jamais

Luciana Vaccaro, Rectrice de la HES-SO

La proximité géographique représente une valeur ontologique de la HES-SO. Résultant d’un choix politique avisé, elle permet à nos hautes écoles d’être ancrées dans les régions de Suisse romande, au plus proche des étudiant·es et des réseaux socio-économiques locaux. Il s’agit d’un atout qui favorise l’égalité des chances, tout comme la créativité de nombreux projets. Il suffit de voir la qualité des initiatives issues de notre communauté en lien avec la pandémie. Parmi elles, je peux citer une plateforme solidaire qui a permis de soutenir les commerçantes et les commerçants romands grâce à des bons, diverses applications créées dans le domaine de la santé mentale ou dans celui de la pédagogie, des recherches sur l’âgisme ou un site permettant aux physiothérapeutes de continuer les soins à domicile en toute sécurité.

Dans ce numéro 21 de la revue *Hémisphères*, vous découvrirez des articles illustrant les nombreux liens entre proximité et créativité. Ils vous feront plonger dans l’univers des monnaies locales (p.20), de l’art contemporain (p.29), d’un laboratoire vivant (p.52) ou de la gestion des territoires (p.34). Je vous souhaite, chères lectrices et chers lecteurs, une agréable lecture de ce dossier. ◀

Plus on s'essaie à définir le proche, plus il s'éloigne. Référentiel, idéologie ou valeur, la proximité s'est invitée dans tous les discours sans revendiquer d'appartenance politique. Ce mot-valise permet aussi d'interroger nos vies virtualisées.

Insaissable proximité

TEXTE | Geneviève Ruiz

Depuis le début des années 2000, la proximité fait partie de notre quotidien à travers les discours médiatiques et politiques, mais aussi par des institutions comme la justice ou la police. Élu « mot de l'année » par le quotidien *Libération* en 2002, souvent brandie comme une nécessité, elle suscite un assentiment généralisé. La proximité, nouvelle solution à tous les problèmes ? Analysée de plus près, la notion apparaît pourtant très relative. « La proximité se définit surtout par ce à quoi elle s'oppose, la distance, explique Rémi Lefebvre, politologue à l'Université de Lille et auteur de *La proximité en politique*. Elle désigne un système d'écarts d'ordre géographique, temporel, social ou affinitaire. On peut considérer que son succès est à la hauteur de son indétermination et de sa plasticité. Il s'agit d'une idéologie molle. » Si le terme n'est que rarement défini par les personnes qui l'emploient, il

se réfère généralement à quelque chose de positif. Il évoque une myriade d'impressions qui vont des fêtes de quartier conviviales aux produits locaux, en passant par des relations sociales harmonieuses et des politiques publiques plus efficaces.

Il n'y a pas si longtemps, la proximité n'était pourtant pas si bien connotée. « Jusque dans les années 1990 dominaient les idées d'égalité et d'intérêt général, précise Rémi Lefebvre. L'État providence voit les choses d'en haut, de manière globale. La proximité évoque le clientélisme, le favoritisme, le provincialisme. Elle n'est en aucun cas associée à la modernité. » Pour le politologue, l'exaltation de la proximité pourrait être le révélateur d'une perte de substance de l'idéologie d'intérêt général et de la remise en cause d'une certaine technocratie distante, synonyme

jusqu'il y a peu d'efficacité et d'impartialité. Toute politique publique doit désormais prendre en compte les particularités locales ou individuelles, être en lien avec le terrain. Le signe d'un éclatement de la société, fragmentée en de nombreuses entités et identités ? « Le succès de la proximité est certainement en lien avec la montée de l'individualisme, observe Rémi Lefebvre. Il révèle aussi la transformation de la citoyenne et du citoyen en clients dont les particularités doivent être prises en compte. Dans ce contexte, tout discours trop généralisant ou englobant est disqualifié. » Mais, parallèlement au développement du référentiel proximitaire, on assiste à une virtualisation massive des services administratifs dans le monde occidental. « Il y a une sorte de mouvement dialectique entre mise à distance et proximité, qui mène à des contradictions, constate le politologue. Les politicien·nes n'ont jamais autant parlé de proximité et cherché à rendre visibles leurs contacts avec la population. Mais dans une société urbaine de masse, ils rencontrent au maximum 5% de leur électorat au cours de leur mandat. Et lorsqu'on parle avec des policières et des policiers, ils n'aiment pas être trop proches des populations avec lesquelles ils travaillent. »

Le local ne se limite plus à la proximité spatiale

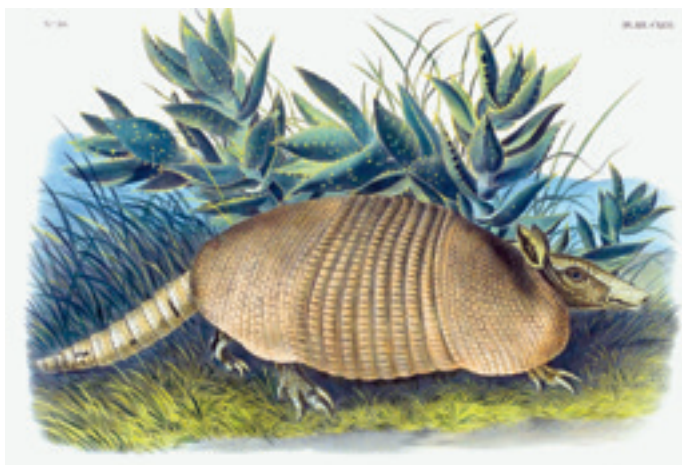
La valorisation du niveau local et des ancrages territoriaux constitue un élément essentiel du rapport au monde véhiculé par la proximité. Dans un contexte de globalisation, où tout le monde est saturé d'informations, où le temps s'accélère, le proche devient une valeur refuge. « Le local sert de repère, on a l'impression de pouvoir encore le maîtriser, souligne Rémi Lefebvre. La télévision surfe sur ce créneau, avec des émissions comme *Rendez-vous chez vous* diffusée sur France 3, qui part à la découverte des territoires locaux. On assiste à l'encensement d'une sorte d'imaginaire villageois, alors qu'une part croissante de la population vit dans des grandes villes dans des ensembles d'habitations anonymes. Et avec la mondialisation, de moins en moins de choses se jouent au niveau local. »

Cynthia Ghorra-Gobin, directrice de recherche émérite au CNRS et auteure du *Dictionnaire des mondialisations*, considère qu'on assiste parallèlement à un renforcement politique du niveau local dans le monde occidental. Elle donne notamment l'exemple de l'organisation C40 Cities Climate Leadership Group¹, qui rassemble 94 des plus grandes villes du monde. Mais ce qu'elle observe surtout, c'est une transformation du niveau local, désormais directement connecté à des flux et à des réseaux mondialisés. « Il y a tout d'abord les individus, de plus en plus nombreux à avoir des parcours et des identités transnationaux et qui ne sont plus enracinés dans un seul territoire. Et les pouvoirs locaux développent des stratégies pour s'insérer dans les flux mondiaux et les attirer. » Les individus et les territoires sont donc à la fois locaux et globaux. Le local ne se limite plus à une échelle géographique, il se définit aussi par sa connectivité. « À l'image de l'agriculteur qui vend ses produits sur les réseaux sociaux, le local est transformé aussi par les nouvelles technologies », souligne Cynthia Ghorra-Gobin. Les réseaux virtuels, les actions et relations à distance qu'ils permettent, entraînent une déterritorialisation. Les lieux s'effacent au profit d'un espace-temps illimité. Jusqu'à ce que les discours sur la proximité les revendiquent et les réinvestissent, en accordant à la proximité spatiale le pouvoir de créer du lien social, au niveau du quartier ou du village. Le lien entre proximité physique et sociale fait pourtant débat depuis longtemps chez les urbanistes, qui ont étudié les habitats promouvant la mixité sociale. Ils arrivent le plus souvent à la conclusion que le voisinage ne produit pas forcément des liens sociaux. Les réseaux de relations tissées par les êtres humains au fil du temps sont trop complexes pour être réduits à la seule dimension spatiale.

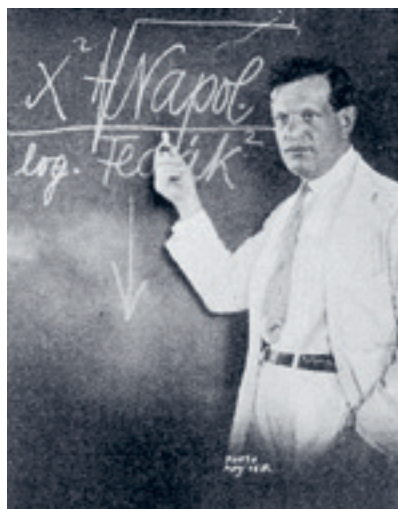
Une ère de repli sur soi

Rémi Lefebvre estime que l'omniprésence de la proximité dans les discours reflète paradoxalement un idéal qui devient de moins en moins atteignable dans notre société : celui de tisser des relations proches. Il est rejoint en cela par Vincent Cocquebert, journaliste et auteur de *La civilisation du cocon*. Il y constate que, déjà avant la pandémie, le temps passé à

¹ Barcelone, Bombay, Montevideo ou Vancouver : ces villes ont en commun de faire partie du C40 Cities Climate Leadership Group, organisation créée en 2005 par l'ancien maire de Londres Ken Livingstone pour lutter contre le réchauffement climatique. Elle réunit 94 des plus grandes métropoles du monde d'une cinquantaine de pays. Ces villes représentent 600 millions d'habitants et 25% du PIB mondial.



Certaines espèces de tatous ne donnent naissance qu'à des quadruplés issus du même ovule. Ce processus par lequel plusieurs embryons se développent à partir d'un seul œuf fécondé est appelé polyembryonie. Il s'agit d'une adaptation évolutive qui favorise la survie de l'espèce, car la femelle tatou ne peut porter qu'un œuf à la fois.



Les six degrés de séparation est une théorie conçue par l'écrivain hongrois Frigyes Karinthy (1887-1938) en 1929. Également appelée théorie des six poignées de main, elle évoque la possibilité que toute personne sur la Terre peut être reliée à n'importe quelle autre à travers une chaîne de relations individuelles comprenant au plus six maillons. Suite à la croissance massive des réseaux sociaux, le degré de séparation aurait diminué jusqu'à 4,74 degrés, comme le montre une étude espagnole réalisée sur les 721 millions d'utilisateurs de Facebook en 2011.



Avec environ 44'500 habitants/km², Dhaka, la capitale du Bangladesh, est la ville la plus densément peuplée au monde. Totalisant plus de 21 millions d'habitants, cette agglomération est la 13^e mégapole au niveau mondial. Selon le gouvernement, au moins 1'418 personnes viennent s'ajouter à la population quotidiennement.



Cette visualisation a démontré pour la première fois la violation des inégalités de Bell, théorème établi par le physicien nord-irlandais John Stewart Bell (1928-1990). En mécanique quantique, l'intrication quantique se réfère à un phénomène dans lequel deux particules forment un système lié et présentent des états quantiques dépendant l'un de l'autre, quelle que soit la distance qui les sépare.

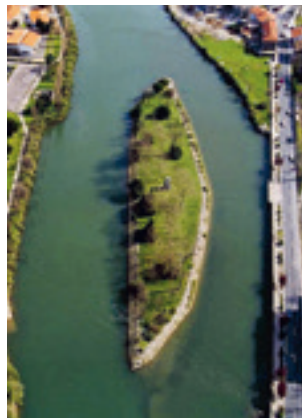
« Une des meilleures choses au monde, la proximité d'une amitié lointaine. »

Edgar Morin, *Le vif du sujet*, 1969



Ce graffiti, intitulé « Mon Dieu, aide-moi à survivre à cet amour mortel », a été réalisé en 1990 sur un morceau du mur de Berlin par l'artiste de rue russe Dmitri Vrubell. Il est inspiré d'une photographie prise le 7 octobre 1970 lors d'une rencontre entre le dirigeant de l'URSS, Léonid Brejnev, et le dirigeant de la RDA, Erich Honecker, à l'occasion du 30^e anniversaire de la RDA. Le baiser fraternel socialiste, donné sur la bouche que dans de rares cas, représentait une forme de salutation spéciale entre les dirigeants socialistes.

L'île des Faisans mesure 6'820 m². Elle est située près de l'embouchure de la Bidassoa, un fleuve côtier du Pays basque. À cheval sur la frontière franco-espagnole, ce territoire est le seul au monde à posséder le statut de condominium, c'est-à-dire qu'il est administré alternativement par deux États, la France et l'Espagne.



Définitions

FOGO

Cet acronyme provient de « Fear of going out », soit la peur de sortir de chez soi. Il a pris de l'importance durant la pandémie car il est en lien avec la difficulté à renouer avec sa vie sociale après le confinement.

GLOCALISATION

Contraction de « globalisation » et de « localisation », ce néologisme s'inspire du concept japonais *Dochakuka*, qui désigne l'adaptation des techniques agricoles à des contextes locaux. Il émerge dans les années 1990 pour décrire l'adaptation d'un produit ou d'un service à chaque lieu ou culture où il est en vente.

LOCALISME

Doctrine qui privilégie les réseaux locaux, notamment en termes de consommation ou de participation politique. L'un des objectifs de ce mouvement, en lien avec l'agriculture biologique, est la diminution de l'empreinte carbone due aux transports des personnes et des marchandises.

PROXÉMIE

L'un des concepts majeurs de la proxémie, néologisme créé par l'anthropologue américain Edward T. Hall dans les années 1970, est la distance physique qui s'établit entre deux individus en interaction : elle varie selon les cultures, les lieux ou le type de relation (intime, personnelle, sociale ou encore publique).

PROXIMITÉ

Du latin *proximitas*, qui signifie « voisinage », la proximité est un mot polysémique : il sert à qualifier la situation de quelqu'un ou de quelque chose qui se trouve à peu de distance ou à relever le caractère de ce qui est proche dans le temps. La proximité désigne encore les liens entre deux personnes, notamment de parenté.

PROXIMOLOGIE

Ce concept a été lancé il y a une vingtaine d'années par Hugues Joubin, alors qu'il dirigeait un programme de recherche soutenu par Novartis sur les proches de personnes malades. Il considère la proximologie comme une science centrée sur la relation entre les personnes malades et leurs proches, à la croisée de la médecine, de la sociologie, de la psychologie et de l'économie.

domicile avait crû pour la majorité de la population : « L'injonction de notre époque n'est plus d'aller à la conquête du monde et à la rencontre d'autrui. Les nouvelles technologies, couplées à une idéologie dominante de risquophobie, entraînent à une domiciliation croissante de nos activités. On est en quête de son monde intérieur, de bien-être et de sérénité. » Grâce aux outils virtuels, chacune et chacun se crée son propre univers, son *safe space*² hors de toute micro-agression quotidienne due aux autres. « La société est désormais perçue comme brutale et on lui préfère l'entre-soi, par ailleurs favorisé par les algorithmes, indique l'auteur. C'est sans doute pourquoi les mesures de confinement ont été acceptées aussi facilement par une majorité de la population. Nombreuses ont été les personnes qui ont même loué cette pause et qui sait si elles souhaiteront en sortir. »

Les « skypéros » vont-ils perdurer indéfiniment après la pandémie ? Ces moments de partage où chacun reste chez soi et apparaît lissé à l'écran vont-ils devenir préférables à une réunion physique ? Il est possible que ces pratiques sociales persistent au-delà des risques de contagion, parallèlement aux réunions traditionnelles en présence, à l'image du télétravail. Pour l'anthropologue des cultures numériques Nicolas Nova, professeur à la Haute école d'art et de design de Genève – HEAD – HES-SO, l'absence des corps ne nuit pas forcément à la qualité d'un échange. Mais elle montre ses limites pour certaines activités ou réunions sociales. Peu de couples imaginent un mariage exclusivement en ligne et la plateforme Zoom ne permettra jamais de jouer au foot. Mais peut-on vraiment développer une proximité virtuelle équivalente à une relation en présence ? « Durant mes recherches, j'observe que de nouveaux rituels et des exigences sociales se développent au niveau des comportements en ligne. Les relations y sont plus cadrées par les possibilités technologiques, et bien sûr par les algorithmes. Mais à ce stade on ne peut pas énoncer de généralités sur les comportements ou l'intensité des liens, tant il y a de diversité. » Ce que l'anthropologue remarque par contre, ce sont les inégalités entre les individus quant à la capacité de gestion des outils numériques : « Certaines

personnes arrivent facilement à se plonger dans une activité sociale physique après une session d'écran, alors que d'autres n'arrivent plus à s'en décoller. » Comme, à l'extrême, ces jeunes qui ne sortent plus de leur chambre et peinent à tisser des relations sociales dans la vie « réelle ». Car si les outils virtuels permettent de créer ou de maintenir des liens, ils permettent aussi d'éviter certaines confrontations, coïncidences ou inconforts induits par la proximité spatiale. ◀

Tisser des liens familiers avec un territoire

Le spécialiste en urbanisme du XX^e siècle Nicolas Mémain a travaillé trois ans sur le tracé du GR2013 – sentier de randonnée de 365 kilomètres traversant la métropole de Marseille – avec une équipe composée notamment d'artistes marcheurs. Qualifié de « meilleur nouveau sentier du monde » par le *National Geographic*, il traverse des paysages contrastés, composés pêle-mêle d'autoroutes, de rivières, de zones pavillonnaires, de collines ou de supermarchés. « La plupart de ces lieux ne génèrent pas d'images faisant le buzz sur les réseaux sociaux, explique Nicolas Mémain, qui fait office de guide sur ce parcours. Tout est laid et inintéressant, du moins selon les catégories avec lesquelles nous appréhendons les paysages. » Questionner ces a priori qui font que nous qualifions un paysage de « beau », « intact », « ennuyeux », c'est l'un des objectifs de ce projet de randonnée périurbaine, qui reflète une tendance croissante reproduite dans d'autres villes européennes, mais qui pour l'instant trouve plutôt des adeptes parmi des architectes, des spécialistes en histoire de l'art ou des personnes retraitées. Pourtant, l'ambition du GR2013 est bien d'inviter l'ensemble de la société à questionner sa relation au territoire, à la randonnée ou au tourisme.

« Les paysages de nature intacte et culturellement beaux sont en voie de disparition, explique Nicolas Mémain. Alors pourquoi ne pas s'ouvrir à la découverte d'une autre sorte de beauté proche de chez soi, alors que nous sommes tous en plein questionnement sur l'empreinte carbone liée à nos loisirs ? » Marcher, c'est une manière de tisser des liens de proximité là où l'on se trouve. On passe de l'observation de plantes sauvages qui prolifèrent entre les dalles de béton à l'histoire des grands ensembles de logements construits dans les années 1960. Pourquoi est-on gêné par cette ligne à haute tension, pourquoi cette centrale nucléaire en pleine campagne provençale nous heurte-t-elle ? La posture des périrandonneurs n'est pas moralisatrice, elle cherche plutôt à accompagner la marcheuse ou le marcheur dans son cheminement intérieur, à se poser face à la vérité des paysages actuels et à en déchiffrer la poésie. Au final, Nicolas Mémain parle d'un « sentiment de liberté intense retrouvé », dans ces territoires qui ne se laissent enfermer dans aucune catégorie.

² À l'origine, les *safe spaces* (espaces sûrs) ont été créés par le psychologue américain Kurt Lewin (1890-1947), pour que des patronnes et des patrons puissent partager leurs expériences. Le concept a ensuite été utilisé dans l'éducation pour permettre aux enfants de se réconforter dans une pièce, puis dans le domaine militant, afin que les personnes souffrant de discrimination puissent s'exprimer librement. Les *safe spaces* se seraient désormais étendus à toute la société, en reflétant une nouvelle dynamique qui nous pousse à éviter les conflits et la confrontation à l'altérité.

La loi de proximité

Étudiée par tous les journalistes durant leur formation, la loi de la proximité est un principe qui structure les choix des sujets qui feront l'actualité. Selon elle, les informations ont plus ou moins d'importance suivant leur proximité géographique, temporelle, affective, pratique ou utilitaire avec le public. Si une information cumule les proximités, elle grimpe dans la hiérarchie d'intérêts.

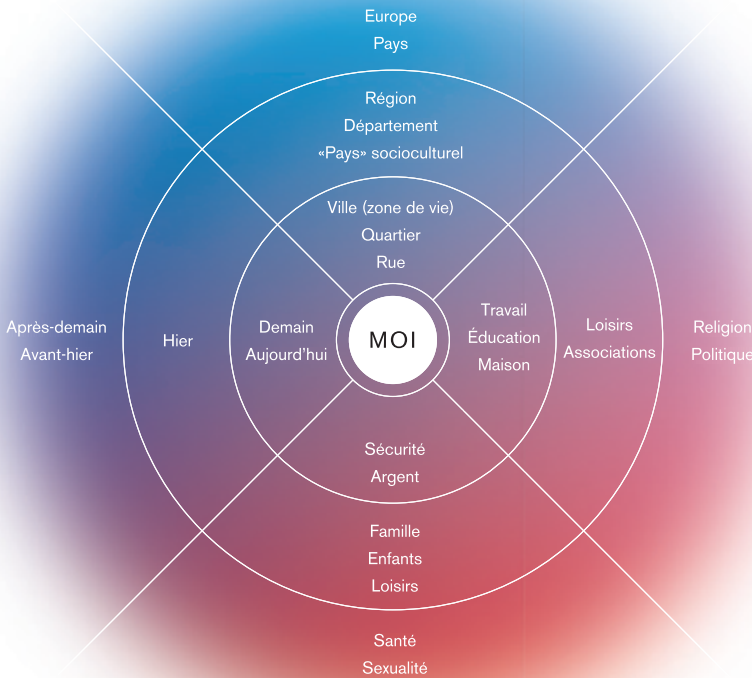
TEXTE | Geneviève Ruiz INFOGRAPHIE | Sébastien Fourtouill

GÉOGRAPHIE

CHRONOLOGIQUE

VIE EN SOCIÉTÉ

PSYCHO-AFFECTIF



La métropolisation du monde a englouti les sociabilités, remplacé les proximités par la promiscuité, livré nos vies quotidiennes à une surenchère de mobilité forcée. C'est pourtant à partir des villes que le monde pourrait recommencer à respirer. Tel est le pari de Carlos Moreno, porte-drapeau des nouvelles urbanités.

Dans la « ville du quart d'heure », le centre, c'est vous

TEXTE | Nic Ulmi ILLUSTRATION | Alexandre Pointet

Où va-t-on, en quinze minutes ? Partout, si on se trouve dans la ville idéale imaginée par Carlos Moreno. Partout, non pas parce qu'on irait très vite ou que la ville en question serait très petite, mais parce que tout ce dont nous aurions besoin serait placé dans un rayon de 1 à 5 kilomètres de distance. Tel est le modèle de la « ville du quart d'heure » préconisé par cet acteur à large spectre des « nouvelles urbanités », entrepreneur dans les technologies de la *smart city*, directeur scientifique de la chaire Entrepreneuriat Territoire Innovation à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, conseiller en « villes intelligentes » de la maire de Paris, Anne Hidalgo. Mais comment réalise-t-on un tel miracle urbanistique ? La réponse passe par une « défétichisation » de la mobilité, par des bâtiments qu'on rend systématiquement polyvalents et par la prise en compte du fait que la distance métrique, c'est-à-dire mesurable,

ne fait pas tout. Pour réhumaniser la vie dans les villes (c'est-à-dire la vie tout court, puisque dans quelques décennies les villes abriteront, selon les projections, la quasi-totalité de l'humanité), il faut ouvrir un éventail de nouvelles proximités.

Dans votre nouveau livre *Droit de cité. De la « ville-monde » à la « ville du quart d'heure »*, vous ouvrez une fenêtre sur votre histoire personnelle. Cela donne envie d'en savoir plus, en vous demandant comment se sont forgées, au fil de votre vie, votre relation à la ville et votre volonté de renouveler la dialectique de la distance et de la proximité.

Je suis né il y a 62 ans dans ce qui à l'époque était une petite ville à 3'000 mètres d'altitude dans la cordillère des Andes, en Colombie. Mon père était d'origine paysanne, lui

Bio express

1959 Naissance en Colombie

1979 Arrive en France en tant que réfugié politique

1981 Commence à travailler dans la robotique industrielle à l'Université Paris-Sud

1995 Crée l'équipe Systèmes distribués adaptatifs et réactifs (SyDRA) à l'Université d'Évry-Val d'Essonne

1998 Crée la start-up Sinovia, active dans le domaine des technologies pour la ville intelligente et durable, sur le campus d'Évry-Val d'Essonne

2010 Chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur

2017 Cofondateur et directeur scientifique de la Chaire ETI, Entrepreneuriat, Territoire, Innovation, à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2019 Médaille de la prospective de l'Académie d'architecture

2020 Le concept de la « ville du quart d'heure » est adopté par la maire de Paris, Anne Hidalgo, et par le réseau mondial des villes C40



et sa mère avaient eu un lopin de terre dont ils avaient été chassés par la violence du processus d'expropriation des terres qui a sévi dans le pays dans les années 1950. Comme des millions d'autres paysans, mon père est devenu alors un urbain malgré lui. Pour gagner sa vie, il a dû ensuite migrer à nouveau vers la capitale, Bogota, puis vers d'autres villes du pays. J'ai le souvenir qu'à chaque fois qu'on arrivait quelque part, il essayait d'avoir un potager, un poulailler, un lapin... Mais la pression de la vie urbaine devenait de plus en plus incompatible avec ses habitudes.

Je viens donc d'une famille de sept enfants, tous nés urbains, mais avec un père qui a toujours gardé le goût de la terre et l'envie de renouer avec la nature. J'ai vécu ainsi dans une dichotomie entre la ville qui nous a happés et envoûtés, d'une part, et d'autres repères, enracinés dans un autre mode de vie, qu'on se bat aujourd'hui pour retrouver face au sentiment d'une perte d'humanité dans le processus de construction des métropoles.

À 15 ans, je me suis engagé dans un mouvement de contestation – y compris les armes à la main, parce que l'Amérique latine de l'époque était ainsi – dont le combat portait sur la propriété de la terre et sur les droits des communautés indiennes. Une bataille qu'on a perdue. C'est ainsi que j'ai dû quitter le pays à l'âge de 20 ans et que je me suis retrouvé comme réfugié politique à Paris, une grande capitale mondiale dans l'effervescence urbaine des années 1980, qui n'avait rien à voir avec l'environnement pour lequel je m'étais battu.

À partir de là, vous passez de ce tiraillement entre ville et campagne à la quête d'une synthèse entre vie métropolitaine et proximités réinstaurées...

Le déclic s'est produit lorsque je me suis mis à voyager un peu partout dans le monde, et en particulier lorsque j'ai visité la Mongolie. Après avoir passé du temps dans le désert de Gobi, la région avec la plus faible densité de population de la planète, où vivent des nomades aux traditions fortes, j'ai eu un choc

brutal en arrivant dans la capitale, Oulan-Bator, avec ses blocs de béton, son habitat vertical qui cassait les sociabilités, son taux de pollution parmi les plus élevés au monde.

Le déclic est donc venu de la rencontre avec ces contrastes, avec ces contrées qui luttèrent contre leur métropolisation en gardant des réminiscences d'autres modes de vie, et en même temps du constat que le processus qui conduit une partie croissante de l'humanité à vivre dans des métropoles est irréversible. J'ai compris ainsi que la respiration du monde ne pouvait venir que des villes et que notre seule chance de résilience implique que nos villes se transforment à une échelle humaine. De là est parti mon processus de réflexion sur la manière d'humaniser la vie urbaine.

Cette réhumanisation passe par une réflexion sur les proximités, dont vous soulignez la nécessité de toujours parler au pluriel.

Les proximités, en effet, peuvent être de plusieurs natures : spatiale, physique, temporelle, sensorielle, affective... Aujourd'hui, elles se présentent également sous la forme d'une ubiquité engendrée par l'hyper-connectivité numérique, qui produit des impressions de voisinage dans un espace « non métrique », comme dirait le philosophe Michel Serres, c'est-à-dire où les distances mesurables ne jouent plus aucun rôle. Je pense donc qu'il faut absolument aborder les proximités à partir d'une approche multidimensionnelle. Malheureusement, il y a souvent une grande confusion dans l'usage du terme « proximité », avec une tendance à le considérer uniquement comme une notion spatiale, ou à assimiler proximité et promiscuité, qui sont évidemment des choses complètement différentes. Vous connaissez la phrase d'Albert Camus selon laquelle « mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde ». Il en va ainsi pour les proximités. Bien sûr, il y a une composante métrique, spatiale, qui se traduit pour moi dans la revendication d'une densité urbaine que j'appelle organique, permettant à la fois de ne pas subir la promiscuité et d'avoir une masse critique qui facilite la création du

lien social. Mais si on veut que les nouvelles proximités soient heureuses, il faut les aborder, plus largement, en lien avec leur capacité à remplir les fonctions sociales qui correspondent à nos besoins. À travers mon travail, j'ai défini ainsi six fonctions clés : habiter, travailler, s'approvisionner, se soigner, s'éduquer et s'épanouir. Ces fonctions se trouvent au cœur de la « ville du quart d'heure » et de son élargissement aux environnements moins denses, le « territoire de la demi-heure ».

L'accès aux lieux qui remplissent ces six fonctions, dites-vous, ne devrait pas passer par une mobilité améliorée, mais au contraire par une « démobilité » qui renverse les termes de l'équation.

Comment fonctionne ce retournement ?

J'ai formulé cette idée en 2015, lors de la Conférence de Paris sur les changements climatiques (COP21), en disant que si les villes veulent contribuer à diminuer les émissions de CO₂, elles doivent s'attaquer à la mobilité non pas tant en la rendant plus propre, ou en développant des transports en commun qui vont plus vite et plus loin, mais en questionnant l'utilité des déplacements. J'ai commencé alors à étudier les corrélations entre le bâti et les besoins sociaux qui déclenchent ces déplacements, et j'ai réalisé qu'une part énorme de ce bâti est monofonctionnelle, dédiée à un seul usage, et qu'elle n'est donc utilisée que pendant une petite fraction du temps où elle pourrait servir. Ce qui représente un vrai gâchis.

Je me suis donc dit que, plutôt que d'aller plus vite et plus loin, il vaudrait mieux utiliser les ressources disponibles à proximité, évitant ainsi des déplacements inutiles. La démobilité qui en résulterait et que je préconise ne signifie donc pas qu'on assignerait les gens à résidence, mais qu'on diminuerait ces déplacements obligés, quittant la mobilité subie pour aller vers une mobilité choisie.

Mon paradigme de changement du modèle urbain se situe ainsi à la convergence de trois aspects. Le premier est le chrono-urbanisme, qui travaille sur la manière de changer

le rythme de vie dans nos villes. Le deuxième est la topophilie, l'« amour des lieux », un sentiment d'appartenance et un lien affectif avec la ville qui conduit à s'y investir en prenant soin du bien commun. Et le troisième est la chronotopie, qui consiste à voir comment un lieu peut changer de fonction au fil des heures, des jours et des périodes de l'année.

Y a-t-il des exemples d'expériences concrètes allant dans cette direction ?

J'ai été très fier lorsque la maire de Paris, Anne Hidalgo, a fait voter en décembre 2020 au Conseil de Paris une toute première mesure liée à la mise en place de la ville du quart d'heure, à savoir l'ouverture des écoles le week-end pour autre chose que des activités pédagogiques. Jusqu'ici, et depuis l'instauration de l'instruction obligatoire par Jules Ferry à la fin du XIX^e siècle, les écoles n'ouvraient le week-end que pour accueillir les bureaux de vote lors des élections, éventuellement pour des réunions de parents d'élèves. Aujourd'hui, après un délai d'expérimentation de janvier à avril 2021, la Ville de Paris a lancé un appel à projets pour une ouverture des écoles à des activités liées au voisinage, au quartier.

Comme Paris, d'autres villes européennes, telles que Milan, Dublin ou Valence, ont lancé des projets qui reprennent le modèle de la « ville du quart d'heure » au cours de 2020, année pandémique.

Est-ce une coïncidence ?

En 2016, lorsque j'évoquais ce nouveau paradigme pendant la COP21, on me disait : ton idée est super, mais elle ne pourra pas se réaliser, parce qu'on ne travaillera jamais près de chez soi. Vous voyez que cinq ans après c'est le contraire qui se passe : on est obligé de travailler très près de chez soi, même trop ! Du coup, la démobilité est devenue une chose dont tout le monde s'est mis à parler... Sur un plan plus général, le C40 – une organisation qui rassemble une centaine des plus grandes villes du monde et qui vise à lutter contre le changement climatique – a adopté le concept de la « ville du quart d'heure » pour que la relance post-pandémique aboutisse à des villes réhumanisées. ◀



Portfolio

TEXTE | *Geneviève Ruiz*

IMAGES | *Cris Toala Olivares*

En symbiose avec les volcans

Le Tungurahua en Équateur, le Stromboli en Italie, le Sinabung en Indonésie ou le Laki en Islande : cela fait sept ans que Cris Toala Olivares, photographe équatorien établi en Hollande, sillonne le monde pour capter « la connexion entre les volcans et les personnes qui habitent à leur pied ». Tout est parti d'une rencontre avec une femme indigène, alors qu'il photographiait l'éruption du Tungurahua, l'un des volcans les plus actifs des Andes, en 2014. Pas vraiment stressée par l'événement, elle lui conta alors que les légendes traditionnelles associaient les volcans à l'amour. « J'ai été fasciné par la relation forte qui unissait ces communautés aux volcans, à la fois source de fertilité et de destruction, raconte le photographe. Elles sont complètement conscientes des risques auxquels elles sont exposées, mais elles s'y adaptent et les acceptent. Même lorsque le gouvernement souhaite l'interdire, elles retournent sur leur lieu de vie après une éruption. »

Au cours de ses périples, le photographe, a saisi des volcans éteints, des volcans qui explosaient, pendant que d'autres produisaient de l'énergie géothermique ou inspiraient les artistes, comme c'est le cas en Corée du Nord, où le mont Paektu symbolise les origines de la nation. Il a rencontré des communautés d'ingénieur-es, de vignerons, de pêcheurs... « J'ai pu observer des points communs universels entre ces populations, dont la plupart sont marginalisées. Face à ces forces de la nature, l'être humain se sent petit, il se reconnecte à son essence et oublie les classes sociales. »

Pour Cris Toala Olivares, photographier c'est transmettre un message au monde. Se considérant comme une sorte de Christophe Colomb des temps modernes, il n'hésite pas à dormir à même le sol dans les cahutes des paysans indonésiens durant plusieurs semaines. Il s'imprègne de son environnement, de la lumière, de la culture, dans une posture non normative. Prendre une seule image peut lui demander une dizaine de jours. « Ce que ces personnes qui vivent si près des volcans ont à nous dire, c'est que le risque est le sel de leur vie. Elles ne craignent pas les énergies de la nature, mais vivent en symbiose avec elles. »



De plus en plus de régions lancent leur devise complémentaire. Solution sociale en période de crise ou réponse aux excès de la mondialisation, elles peuvent revitaliser des territoires vulnérables.

Les monnaies locales, efficaces mais mal vues par l'État

TEXTE | *Lionel Pousaz*

¹ Le farinet est une monnaie locale lancée à Sion en 2017. Des billets pour un montant de 500'000 francs avaient été imprimés. Alors que leur graphisme, avec des montagnes et des animaux, faisait la part belle au patrimoine local, le nom de la monnaie faisait référence au faux-monnayeur Joseph-Samuel Farinet (1845-1880), originaire de la vallée d'Aoste et symbole de résistance face à l'autorité.

Nous sommes en 1932, l'Europe est em-
pêtrée dans la Grande Dépression. La petite
ville autrichienne de Wörgl est asphyxiée par
les dettes et le chômage. L'activité économique
s'est embourbée. Pour sortir de l'ornière, le
maire Michael Unterguggenberger met en
œuvre une idée novatrice : des bons pour ac-
quitter les paiements sur le territoire de la
municipalité. Une sorte de devise, et surtout
l'ancêtre des monnaies locales. Avec cette ini-
tiative, le maire veut favoriser la circulation des
capitaux dans sa commune et relancer son
économie. Pour financer le projet, il puise dans
les caisses étriquées de la municipalité – elles
contiennent à peine 40'000 schillings contre
1,3 million de dettes. Il convertit cette somme
en monnaie fondante : au départ indexée sur la
devise nationale, elle perd 1% de sa valeur
chaque mois. Les bons servent à financer des
travaux d'infrastructure qui emploient des

chômeuses et des chômeurs locaux. Parce que
leur valeur diminue constamment, on s'em-
presse de les dépenser dans les commerces et les
services de Wörgl, qui acceptent de jouer le jeu.
Cette monnaie circule 13 fois plus vite que la
devise nationale. Les capitaux s'échangent plus
longtemps entre les mains des résidentes et des
résidents avant de fuir vers les centres urbains.

Le succès est total. En une année, le chô-
mage est résorbé ; les recettes de la municipalité
sont décuplées, de 2'000 à 20'000 schillings. Avec
une mise initiale de 40'000 schillings, le maire a
financé des travaux estimés à plus du double.
Mais le gouvernement autrichien voit d'un
mauvais œil cette violation de ses prérogatives.
En 1933, il met un terme à l'« expérience de
Wörgl ». Cela n'empêchera pas l'initiative de
figurer dans les manuels d'histoire et d'inspirer
nombre de projets. L'eusko du Pays basque,

COURTESY OF THE ARTIST AND A GENTIL CARIOCA



l'ithaca hour aux États-Unis, le défunt farinet¹ en Valais et le léman sur les rives du lac éponyme: les monnaies locales puisent toutes leur origine dans les bons de Wörgl.

Des monnaies utiles en cas de crise économique

Il y a deux leçons à retenir de cette histoire, selon Emmanuel Fragnière, professeur à la HES-SO Valais-Wallis – Haute École de Gestion – HEG. D'une part, les monnaies locales sont souvent mal vues par les États et, d'autre part, elles peuvent s'avérer efficaces en cas de crise économique: « Les gouvernements laissent faire les monnaies locales pendant les périodes de turbulence, puis ils les tuent le plus souvent, explique-t-il. Aujourd'hui, alors que les États font déjà face à une perte de souveraineté avec les GAFA, les monnaies locales empiètent un peu plus encore sur leur territoire. » Selon le chercheur, les devises alternatives représentent avant tout des outils pour essuyer les tempêtes financières. Il cite la crise grecque de la dette publique, en 2008-2010: « Le pays a lancé avec succès des monnaies locales, des initiatives d'autant plus nécessaires que l'euro prend très mal en compte les particularismes régionaux et nationaux. » Pendant cette même période, aux

États-Unis, la crise des *subprimes* a donné naissance à de nombreuses devises alternatives – dont 19 pour la seule Californie ! Depuis, l'État de la côte Ouest, ainsi que New York ont voté des lois censées favoriser leur usage.

Emmanuel Fragnière plaide en faveur de l'inscription des monnaies locales dans les plans de crise gouvernementaux. Les autorités pourraient concevoir à l'avance des devises complémentaires, prêtes à être déployées en cas de besoin dans les territoires les plus vulnérables. « L'État devrait au moins encourager ces initiatives. Mais il fait généralement le contraire. » Autre application d'urgence des devises alternatives, les conflits et les désastres humanitaires. Emmanuel Fragnière pense plus particulièrement aux camps de personnes réfugiées. « Pour la Croix-Rouge, les échanges dans les camps représentent un enjeu logistique. Là aussi, le concept peut avoir du sens. » Mais les monnaies locales ne se résument pas à une solution de crise. On en compte plus de 2'500 dans le monde – le phénomène est en augmentation depuis une vingtaine d'années. La plupart se veulent au service d'un idéal social, écologique ou de proximité. On veut favoriser l'épicerie du coin, revitaliser les centres désertés des villages ou contrecarrer, autant que faire se

Cette œuvre de l'artiste brésilien Rodrigo Torres est basée sur une reconfiguration des éléments ornementaux présents sur des billets de banque de divers pays. Elle a été obtenue au moyen d'une série de découpes et de collages minutieux. Il s'agit, pour l'artiste, de mélanger les économies et les cultures à travers le langage universel de l'argent.

peut, l'hégémonie de la grande distribution et des géants de l'e-commerce.

Un outil de redynamisation des territoires

Souvent, ces monnaies ont pour but de dynamiser des régions où la fuite des capitaux est devenue un mal chronique. En Suisse, c'est la situation du canton de Neuchâtel. Un statut que Nicolas Babey, doyen de l'Institut du management des villes et du territoire de la HE-Arc Gestion – HES-SO, n'hésite pas à qualifier de « paradoxe » : « En valeur de biens exportés, Neuchâtel occupe la deuxième position en Suisse avec son industrie ultraspécialisée, souligne-t-il. Mais ça ne l'empêche pas d'être l'un des cantons les plus pauvres du pays. » Un comble dû à une longue histoire de délocalisations et de fusions-acquisitions qui ont vidé de leur sang les fleurons économiques de la région. Un déclin plutôt qu'une crise, marquée dès les années 1990 par quelques séismes, comme le rachat de l'assurance La Neuchâteloise, un employeur aussi massif qu'emblématique pour le canton, démantelé par son concurrent d'outre-Sarine Winterthur Assurances.

Comment limiter cette lente hémorragie ? Une partie de la solution repose sur la circulation locale de la monnaie, selon Nicolas Babey : « En théorie, 1 franc dépensé dans le canton devrait produire environ 2,50 francs avant de partir. L'enjeu, c'est de faire en sorte que cet argent circule le plus longtemps possible sur le territoire local avant de filer chez Digitech, Amazon ou une multinationale zurichoise. » Le chercheur travaille en ce moment avec plusieurs villes de l'Arc jurassien sur un projet de mobilité impliquant la monnaie locale. Delémont, Bienne, Neuchâtel, Le Locle et Orbe sont partenaires du projet. Le but, comme celui de toutes les devises locales : favoriser les « cycles courts » – de la consommation aux services et commerces, puis aux fournisseurs de la région. L'approche de Nicolas Babey est originale : il compte notamment convertir les pendulaires en consommateurs locaux, en distribuant des devises complémentaires via... les tickets de

parking. « En règle générale, vous payez 2 francs votre place. On vous retourne une fraction de la somme sous forme de bons à dépenser dans les commerces du centre-ville. »

L'idée est venue au chercheur en étudiant la pendularité dans les centres urbains de l'Arc jurassien. Ces travailleurs consomment peu sur place, mais ils représentent un peu plus du tiers du trafic automobile en ville de Neuchâtel. À Delémont, ils sont même plus nombreux que les résidents eux-mêmes. « Les pendulaires constituent un gisement potentiel pour réalimenter les villes en flux financiers », observe le chercheur. La ville de Neuchâtel compte plus de 1'000 places de parc payantes sur le domaine public, qui rapportent en moyenne 2'800 francs par an – soit presque 3 millions en tout. Les marges sont suffisantes pour alimenter une monnaie locale. « D'ordinaire, les commerçantes et les commerçants des centres n'aiment pas que vous touchiez aux places gratuites, mais avec notre projet ils pourraient voir les choses différemment, poursuit Nicolas Babey. J'ai hâte de recueillir leurs réactions. »

Des échecs en lien avec l'engagement de la population

Dans le petit monde en pleine croissance des devises locales, l'échec est toutefois courant. En 2019, les Suissesses et les Suisses en faisaient l'expérience avec la disparition du farinet. La devise complémentaire valaisanne était retirée de la circulation après deux ans et demi d'existence. Un revers dû au manque d'engagement de la population et des commerçants, mais aussi à l'absence de nécessité, selon Emmanuel Fragnière : « Généralement, les gens ne s'engagent pour une monnaie locale que s'ils la considèrent comme une question de survie. Ce n'était pas le cas du farinet. » Plus rarement, c'est l'aspect culturel qui prime, comme avec la livre de Bristol en Angleterre. Cette monnaie locale britannique connaît un certain succès depuis son lancement en 2013, avec une circulation annuelle supérieure à 5 millions de livres sterling. « Ce projet repose sur un soutien communautaire fort, d'esprit un peu baba cool, où tout le monde met la main à la pâte », précise Emmanuel Fragnière.

Les arguments rationnels n'expliquent donc pas à eux seuls la destinée des monnaies – locales ou non. Le chercheur valaisan s'intéresse tout particulièrement à leur dimension ethnographique : « On parle de valeur d'attachement. C'est une notion bien plus importante qu'il n'y paraît. C'est grâce à l'attachement au dollar, même quand sa valeur chute, que les États-Unis peuvent continuer de faire fonctionner la planche à billets. Cela leur confère un énorme avantage. »

Cette notion d'attachement plaide en faveur des monnaies physiques, estime Emmanuel Fragnière. Une thèse qui peut sembler anachronique, alors que de nombreuses devises locales récentes reposent sur le tout électronique – comme l'abeille à La Chaux-de-Fonds : « À mon sens, c'est une erreur, même si cela allège les aspects administratifs. Les devises physiques sont inscrites dans nos schémas mentaux depuis plus de 2000 ans. » Et de citer le tenino, la monnaie locale américaine en bois. Lancé une première fois dans la foulée de la Grande Dépression, pratiquement en même temps que les bons de Wörgl, il est réapparu en 2020 à la faveur de la pandémie. Difficile de faire plus tangible que le bois...

À chaque grande crise économique, les monnaies complémentaires – pas forcément locales – font leur apparition. Certaines, comme le wir, destiné aux entrepreneurs suisses, continuent de s'échanger depuis les années 1930. De nouvelles devises vont-elles émerger dans le sillage de la pandémie ? Pendant les premiers mois de semi-confinement, on n'a jamais autant parlé de cycles courts, d'achats directs à la ferme et de proximité... Une belle occasion a été manquée pour Emmanuel Fragnière : « Malgré nos intentions, la pandémie a plutôt fait les affaires de LeShop et d'Amazon. Les monnaies locales auraient pu faire une différence. Mais il n'est pas trop tard pour se préparer à la prochaine crise. Les régions ont besoin de protection et de résilience. »

TROIS QUESTIONS À

Rafael Matos-Wasem

Pour cet expert du tourisme durable de la HES-SO Valais-Wallis, les monnaies locales ont un potentiel intéressant dans le tourisme.

Les monnaies locales ont-elles aussi un avenir dans le tourisme ?

RMW Aujourd'hui, la pandémie offre une opportunité de s'éloigner du tourisme industriel. Les monnaies locales peuvent contribuer à ce recentrage. Je songe aux pays du Sud, où il y a un problème de fuite des capitaux. L'argent dépensé par les touristes repart vers le Nord. Souvent, les seuls bénéfices pour les habitantes et les habitants sont les emplois peu qualifiés. Dans ce contexte, les monnaies locales peuvent jouer un rôle positif. Il faut favoriser des cycles courts, faire en sorte que l'argent reste plus longtemps sur place et qu'il profite aux fournisseurs régionaux. L'obstacle, ce sont les gouvernements. Les monnaies alternatives représentent un risque d'évasion fiscale. Elles font aussi concurrence aux devises nationales. Malgré cela, ces dernières années, il y a eu quelques succès. Je pense à l'eusko, au Pays basque, même s'il n'a pas été créé pour les touristes à l'origine. C'est la monnaie locale française la plus importante. Les billets sont aussi sûrs que l'euro en termes de protection et le cours est à parité. On peut aussi en acheter sous forme virtuelle, sur un smartphone, et payer avec des codes QR. Cette monnaie est promue dans les offices du tourisme, elle rencontre un certain succès auprès des visiteurs soucieux d'éthique.

Ce concept a-t-il sa place dans une industrie mondialisée ?

Dans l'industrie du tourisme, les monnaies locales peuvent reterritorialiser sans enfermer. Le but, c'est que les visiteurs soient des acteurs, plutôt que des consommateurs qui achètent des souvenirs *made in China*. Mais, encore une fois, cela s'adresse à une catégorie particulière. Ce sont des touristes qui reviennent, qui s'intéressent à la culture ou à la gastronomie locales. Si vous ne faites que passer deux jours au Pays basque, vous hésitez à acheter des euskos au risque de ne pas avoir assez de temps pour vous en défaire.

La Suisse pourrait-elle s'en inspirer ?

La Suisse ne fait pas face aux mêmes problèmes de fuite de capitaux que les pays du Sud, mais nous avons des chaînes hôtelières qui dirigent les flux vers les métropoles. À l'image de ce qu'on a fait au Pays basque avec l'eusko, il aurait été intéressant d'intégrer davantage le farinet au secteur touristique.

S'occuper d'une personne souffrant de schizophrénie, de troubles bipolaires ou de dépression peut épuiser. Longtemps ignorée, la situation des proches dans le domaine psychiatrique est désormais prise au sérieux. Des recherches développent des outils pour les soutenir.

Maladies psychiques : le fardeau des proches aidants

TEXTE | *Geneviève Ruiz*

Le diagnostic de la schizophrénie de son fils a représenté un tsunami dans la vie de Monique Corbaz et de sa famille. C'était il y a douze ans. Alors âgé de 22 ans, Simon se voit contraint de renoncer à ses projets d'études et sa vie sociale se réduit comme peau de chagrin. « Il est resté deux ans sur le canapé et souffrait de terribles hallucinations, raconte Monique Corbaz, éducatrice spécialisée de profession et très engagée dans la vie associative de son quartier Sous-Gare à Lausanne. Il ne pouvait plus voir de journaux. À un âge crucial de construction sociale et identitaire, tout semblait stoppé. Ce rôle de proche aidante m'est alors tombé dessus. » Malgré les difficultés du quotidien, désormais rythmé par les thérapies et les prises de médicaments, cette mère de quatre fils adultes et grand-mère de trois petits-enfants insiste : « Le proche aidant n'est pas un "pauvre aidant". Il n'y a rien de pire que la victimisation. Nous avons dû faire face

à de nombreuses épreuves. Mais cela nous a fait grandir. Et Simon a toujours su garder une forme d'optimisme et d'autonomie dans son combat pour "faire avec" la maladie. »

Son fils réside actuellement en foyer protégé. De son côté, Monique Corbaz a accepté le poste de présidente de l'association l'îlot au début de l'année 2020, qui soutient les proches aidantes et les proches aidants dans le domaine psychique. « L'îlot propose notamment une écoute téléphonique et des soirées d'échanges. Ce soutien offert par des proches expérimentés à d'autres proches est essentiel. À cet égard, nous sommes en train de concrétiser un projet de formation de "pair-aidance" pour les proches et cela me tient particulièrement à cœur. Je souhaite également m'engager contre la stigmatisation liée à la maladie mentale. Elle est à la source de souffrances, pour l'entourage également. »



La photographe Sirli Raitma, originaire d'Estonie et vivant à Londres, est devenue proche aidante lorsque sa mère Eha, souffrant d'épilepsie et de dépression, est venue vivre chez elle en 2015. Pour la distraire, cette spécialiste de portraits en costume lui propose de poser pour elle avec des tenues dénichées dans des vide-greniers. C'est ainsi qu'est née une saisissante série de portraits, qui a permis à Eha de partager de beaux moments avec sa fille et de gagner en confiance.

Beaucoup d'émotions douloureuses

Cette stigmatisation fait partie des nombreux éléments qui composent le « fardeau » typique des proches aidants dans le domaine de la santé mentale. « Les proches se sentent coupables, ils ont peur que le malade ou eux-mêmes soient exclus de la société, précise Shyhrete Rexhaj, professeure à l'Institut et Haute École de la Santé La Source – HES-SO à Lausanne. Ils peuvent eux-mêmes souffrir des représentations véhiculées dans notre société, comme la violence présumée des malades. » La chercheuse explique que ce

fardeau spécifique se compose également de multiples éléments objectifs et subjectifs : il y a tout d'abord les conséquences directes du comportement du proche malade. Il peut s'agir de dépenses excessives, d'objets cassés, de la nécessité pour le proche de baisser son temps de travail, de l'isolement social. Les aspects subjectifs résident surtout dans les émotions douloureuses : tristesse, difficultés relationnelles, conflits, impression d'impuissance ou que la personne ne se remettra jamais, que les efforts ne servent à rien.

« Cet ensemble de facteurs fait que le proche aidant peut s'épuiser physiquement et psychologiquement. Il peut être désespéré. C'est pourquoi il a besoin d'un soutien spécifique. » En plus de l'appui d'associations comme l'îlot, il est nécessaire de développer une aide professionnelle, qui démarre dès le diagnostic de la maladie. « Les études montrent que plus on attend, plus la situation du proche peut se dégrader », indique Shyhrete Rexhaj.

Avec une équipe de chercheur-es, Shyhrete Rexhaj mène depuis 2019 le projet « Ensemble », soutenu par le Fonds national suisse. Son objectif consiste à développer une boîte à outils destinée aux proches aidants dans le domaine psychique : « Nous avons inclus 160 proches aidants de toute la Suisse romande, qui ont été divisés en deux groupes, l'un bénéficiant des outils du programme Ensemble et l'autre pas dans un premier temps. Nous avons des personnes de tous les âges qui s'occupent de proches souffrant de différents types de maladies. La durée de leur aide varie de cinq à quarante-deux ans. »

Les proches au centre de l'attention

Alors que, jusqu'à présent, les soutiens aux proches aidants offerts par les professionnel·les de la santé étaient axés sur le malade ou la compréhension de la maladie, Ensemble leur place au centre de l'attention. Le proche vient seul aux cinq séances qui permettent de faire le point sur sa situation et ses besoins, puis de trouver des solutions et éventuellement l'aiguiller vers les bons

Un diagnostic qui enferme dans la maladie

Davantage que pour les maladies physiques, le diagnostic d'une maladie mentale est stigmatisant. Parce qu'elle est invisible, parce que les symptômes sont complexes à identifier, mais aussi parce que, durant longtemps, la notion de rétablissement était inexistante en psychiatrie. « J'ai rencontré des patientes et des patients qui me disaient qu'ils auraient préféré avoir un cancer, raconte Audrey Linder, sociologue et adjointe scientifique à HESAV – Haute École de Santé Vaud – HES-SO, qui consacre sa thèse à la notion de rétablissement en santé mentale. Le rétablissement a commencé à se faire un chemin en Suisse romande il y a une quinzaine d'années, particulièrement au sein de la psychiatrie communautaire. Cette notion vient brouiller la frontière nette qui existait entre "fous" et "non-fous". » Ces limites établies entre les patients et les autres participent à leur enfermement dans un diagnostic. Souvent, la personne est perçue uniquement à travers sa maladie. Cela invalide et invisibilise sa parole et peut avoir des conséquences dans ses relations avec son entourage. « Le proche aidant peut avoir tendance à interpréter tous les signes comme des symptômes de la maladie. Il arrive à tout le monde de pleurer ou d'être en colère, mais ces émotions chez la personne malade vont susciter l'inquiétude du proche quant à une possible dégradation de sa santé mentale », explique la chercheuse. Il

y a un risque que le malade ne se sente plus compris et cela peut provoquer des conflits.

Dans ce contexte, la notion de rétablissement, qui provient de mouvements d'usagers et d'usagers de la psychiatrie aux États-Unis, permet aux patients et à leur entourage d'envisager des perspectives optimistes. Mais le chemin est encore long pour qu'elle s'impose. « Le problème, c'est qu'en raison de la stigmatisation, de nombreuses personnes rétablies taisent leur parcours de malade, souligne Audrey Linder. Il n'existe donc pas beaucoup de modèles. » Mais les choses évoluent. Depuis 2013, des associations d'usagers romandes ont initié la formation de « pairs praticiens en santé mentale » en collaboration avec la Haute école de travail social et de la santé Lausanne – HETSL – HES-SO. Destinée à des personnes qui ont avancé dans leur rétablissement, elle vise à leur donner des outils professionnels pour exercer un rôle médiateur dans le système de soins. « Leur prise de distance avec leur expérience leur permet de comprendre les deux mondes, celui des patients et celui des professionnel·les », précise Audrey Linder. La posture des pairs praticiens fait non seulement progresser l'idée de rétablissement en santé mentale, mais démontre que le parcours de la maladie peut permettre d'acquérir des compétences utiles à la psychiatrie.

services. Il s'agit d'accueillir la personne dans une atmosphère bienveillante et non jugeante afin qu'elle se sente en confiance. Différentes techniques spécifiques comme des questionnaires ou des cartes peuvent la soutenir dans l'expression de ses émotions, de ses besoins ou de son fonctionnement social. D'autres outils permettent d'améliorer la communication avec la personne malade. « Le point fort du programme est l'individualisation du soutien, indique Shyhrete Rexhaj. Nous réfléchissons ensemble, avec la personne, à des solutions pour améliorer sa qualité de vie et mieux gérer son rôle de proche aidant, afin qu'il n'envahisse pas tout. »

Monique Corbaz, qui a participé à Ensemble, raconte que « d'habitude mon fils est toujours au centre des préoccupations. Me retrouver moi-même sous les projecteurs m'a fait un grand bien ! » Surtout, ces séances



Le point fort du programme d'aide aux proches aidants développé par Shyhrete Rexhaj est l'individualisation du soutien. Il s'agit de réfléchir ensemble à des solutions pour améliorer sa qualité de vie et mieux gérer son rôle de proche, afin qu'il n'envahisse pas tout.

FRANÇOIS WAVERE | LUNDI13

Les ambulanciers confrontés aux maladies psychiques

Les urgences vitales ne forment plus la partie la plus importante du métier d'ambulancier. En 2018 dans le canton de Vaud, 87% de leurs interventions concernaient des patientes ou des patients non urgents, soit dont le pronostic vital n'était pas en jeu. Dans 11% des cas, aucun transport à l'hôpital n'a eu lieu. « Il s'agit d'un changement de paradigme pour notre profession, explique Thierry Spichiger, chercheur et enseignant à l'École supérieure d'ambulancier et soins d'urgence romande – ES ASUR au Mont-sur-Lausanne, qui collabore à plusieurs projets de recherche sur les interventions des ambulancières et des ambulanciers en collaboration avec l'Institut et Haute École de la Santé La Source – HES-SO. Les interventions deviennent de plus en plus complexes et reflètent aussi les évolutions de la société, comme le vieillissement de la population. La moitié des patients ont 65 ans ou plus, et ils souffrent souvent

de polymorbidité. » Autre chiffre parlant : 7% des interventions concernent désormais des maladies psychiques, ce qui équivaut au même pourcentage que les détresses respiratoires.

Ces évolutions posent un certain nombre de questions aux ambulanciers : leur formation, consacrée historiquement à la gestion des urgences vitales, est-elle encore en phase avec la réalité du terrain ? Cette situation participe-t-elle à leur démotivation, eux qui quittent la profession en moyenne après une dizaine d'années ? « Il faut s'adapter à ces nouvelles évolutions, affirme Thierry Spichiger. Les protocoles de décisions pour les urgences vitales ne sont pas efficaces lorsqu'on se retrouve face à une personne âgée avec un passé médical complexe et des troubles cognitifs, qui a chuté dans son salon et dont les signes vitaux se trouvent dans une zone grise. Face à ce genre de cas, un ambulancier peut passer près

de deux heures pour évaluer la situation et organiser la suite de la prise en charge en considérant les besoins et les souhaits du patient, comme de son entourage. Il doit souvent s'appuyer sur un proche aidant qui lui indiquera quels traitements prendre la personne, qui est son médecin traitant ou son infirmier à domicile, afin de décider s'il faut aller aux urgences ou pas. » Car emmener une personne aux urgences lorsque ce n'est pas indispensable peut stresser inutilement cette dernière, mais a aussi des répercussions sur tout le système de santé en termes de coûts et de disponibilité des ressources hospitalières.

Pour prendre ce genre de décision, l'ambulancier doit collaborer avec l'ensemble du système de santé, ce qui n'était pas dans ses habitudes jusqu'à présent, lui qui faisait plutôt figure d'électron libre. Il doit aussi développer une nouvelle palette de compétences sociales. « Les

interactions avec le patient et ses proches sont différentes lorsqu'on se trouve en situation d'urgence vitale, précise Thierry Spichiger. On doit aller vite, parler parfois de directives anticipées dans un contexte très aigu émotionnellement et médicalement. Dans le cas d'un patient en psychiatrie ou d'une personne âgée, il est essentiel de créer un lien de confiance, également avec les proches. Il faut les intégrer dans les soins, obtenir leur consentement pour certains gestes et négocier parfois. Ce tact dans l'intervention ne s'acquiert qu'après plusieurs années de pratique. » On l'aura compris, le métier d'ambulancier se trouve face à des défis dont les réponses se situeront probablement à l'interface entre la formation et la redéfinition d'une profession somme toute assez jeune, puisqu'elle ne s'est structurée en Suisse qu'autour des années 1980.

l'ont aidée à améliorer son soutien en termes qualitatifs. Elle a pu détendre la communication avec son fils et mieux gérer ses propres émotions. « Cette prise de recul m'a aussi permis de valoriser mon rôle de mère, qui doit rester le principal, confie Monique Corbaz. Je

privilegie davantage les moments relationnels et délègue par exemple les aspects financiers à une curatelle administrative. Je considère que cela ne relève pas de mon rôle et que cela permettra mieux à Simon de voler de ses propres ailes à l'avenir. »

TROIS QUESTIONS À

Annie Oulevey Bachmann

Pour Annie Oulevey Bachmann, la société doit reconnaître le travail des proches aidants, jusque-là invisibilisé. Cette professeure à l'Institut et Haute École de la Santé La Source – HES-SO à Lausanne a coordonné un projet de recherche national baptisé « Pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans les professions de la santé : place, intégration et soutien des proches aidants » (PePA), qui vient de faire l'objet d'une publication.

Pourquoi la recherche s'intéresse-t-elle aux proches aidants ?

AOB Diverses évolutions de notre société font qu'il y a de plus en plus de personnes en situation de proche aidance. Cela s'explique par le vieillissement de la population, le virage ambulatoire des hôpitaux, ainsi que par les progrès de la médecine. Ces tâches de soins au conjoint victime d'un AVC, à un enfant handicapé ou à une voisine souffrant d'Alzheimer, sont souvent effectuées par des femmes. Pendant longtemps, cet investissement de temps colossal n'était pas reconnu. Cette invisibilité est caractéristique du travail des femmes, considéré comme « naturel ». Une prise de conscience de l'apport de cette « armée de l'ombre » a débuté il y a vingt ans. Elle est liée à l'essor des études de genre qui visibilisent le travail des femmes. La recherche en sciences infirmières a aussi joué un rôle car elle dispose des savoir-faire pour aborder une problématique interdisciplinaire comme celle des proches aidants.

Qu'apporte la recherche aux proches aidants ?

Leur rôle est désormais considéré comme un métier pour lequel il faut se former afin de limiter les risques d'épuisement physique et psychique. Une proche aidante me confiait récemment qu'elle se sentait comme sur une bicyclette, qu'elle ne devait jamais arrêter de pédaler. Certains proches doivent diminuer leur temps de travail. D'autres ne se sentent pas compris par les professionnel·les de santé. Tous ces éléments font qu'il est nécessaire de développer une expertise pour orienter les politiques



FRANÇOIS WAVRE | LUNDI 3

publiques, former les professionnel·les de la santé et bien entendu soutenir les proches aidants. L'objectif est de créer une alliance entre le système de santé et les proches aidants. Parmi les outils développés par la recherche, on trouve des protocoles de soins incluant des proches, des dispositifs leur permettant de partir en vacances ou encore de mieux gérer leur rôle au niveau émotionnel. Faut-il que je m'occupe des finances de ma fille handicapée mentale, que je fasse la toilette intime de ma maman ? Les proches aidants doivent apprendre à évaluer leur situation pour demander du soutien.

Le rôle de proche aidant reflète-t-il des valeurs de proximité présentes dans notre société ?

Quand on s'intéresse aux proches aidants, qui se trouvent partout autour de nous et dans toutes les classes sociales, on se rend compte que la plupart des êtres humains sont animés par une profonde capacité d'aider leur prochain. Pour la plupart des proches aidants, aider s'est imposé comme une évidence. Cette situation a pu s'installer petit à petit avec une maladie qui a pris de l'importance, ou arriver brutalement suite à un accident. Mais à chaque fois, je constate les innombrables ressources développées par les personnes, qui leur permettent de réaliser ce qui relève de l'impossible. Ce travail n'est ni prestigieux, ni valorisé dans notre société qui promeut d'autres modèles de réussite. Mais la grande majorité des proches aidants s'y investit sans regret et n'échangerait sa place pour rien au monde.

Benoît Antille se penche depuis plusieurs années sur les œuvres d'artistes ancrés dans des communautés locales. Cet enseignant à la Haute école d'art et de design – HEAD – Genève et à la HES-SO Valais-Wallis – École de design et haute école d'art – EDHEA observe l'émergence de nouveaux professionnel·les liés à l'économie de ces projets.

Ces artistes qui rusent pour changer le monde

TEXTE | Marco Danesi

D'où vient votre intérêt pour l'art public et les approches de proximité des artistes dits « ruraux » ?

Mes premières recherches dans ce domaine, qui datent de 2013, avaient pour objet des dynamiques *top-down* liées aux politiques culturelles avec une vision simpliste centrée sur l'instrumentalisation de l'art par ces mêmes politiques. Cherchant à dépasser cette approche plutôt abstraite, j'ai commencé à m'intéresser aux pratiques des artistes sur le terrain, dans une approche *bottom-up*.

Il faut dire aussi que la thématique de l'art de proximité, de l'art public, est très à la mode. En lien avec l'écologie, le développement durable, l'art en milieu rural n'est plus du tout en marge de l'art contemporain. On voit d'ailleurs apparaître de nouveaux professionnel·les liés à l'économie de ces projets. Ces derniers savent

manier la rhétorique adéquate pour décrocher des financements et construire des carrières.

Est-ce un problème ?

C'est l'une des grandes ambiguïtés de ces pratiques engagées. Destinés à donner du sens au réel, voire à le changer, ces projets parfois finissent par valoriser surtout leurs autrices ou auteurs au sein du monde de l'art. Je ne remets pas en cause la bonne foi des artistes que j'ai suivis pour mes recherches. Adam Sutherland, établi dans le nord rural de l'Angleterre par exemple, s'engage pour porter des projets avec des communautés qui ignorent tout de l'art contemporain. C'est une vocation de foi.

Sur cette ligne de crête entre l'utopie et les intérêts politiques et économiques, comment les artistes s'en sortent-ils ?

L'artiste est devenu un *problem solver*.

Benoît Antille relève que les pratiques artistiques engagées localement ne sont pas exemptes d'ambiguïtés : destinées à donner du sens, voire à modifier le réel, ces projets finissent parfois surtout par valoriser leur auteur.



THIERRY PAREL

On lui donne de l'argent pour être utile, pour valoriser une communauté, un territoire, souvent marginalisé ou délaissé. Quand, en parlant de ces projets, on évoque l'instrumentalisation de l'art, on se place dans la logique de son autonomie. Mais si on abandonne cette logique, cette question n'a plus lieu d'être. La vraie question concerne les stratégies, les ruses si l'on veut, mises en place par les artistes pour réaliser leurs visions à la croisée d'intérêts parfois contradictoires avec lesquels il faut dialoguer et négocier. Cela dit, instrumentalisation ou pas, dans ces projets il peut se manifester une forme d'exploitation des artistes, réduits dans les pires des cas à des travailleuses et travailleurs précaires.

Qu'est-ce qui distingue ces pratiques de l'événementiel ?

On se trouve dans une zone grise. Quand Curdin Tones transforme une fontaine en jacuzzi dans un village grison, pour la directrice de l'Office du tourisme, c'est du pur événementiel qui s'adresse aux touristes et visiteurs des lieux. Pour l'artiste, c'est une expérience qui met en jeu traditions et usages locaux intégrant les habitantes et les habitants de la région. En

réalité, tout est affaire de collaboration autour d'un projet. Quand on collabore, chacun travaille avec ses grilles de lecture, ses attentes. Ces projets doivent répondre aux intérêts multiples des actrices et des acteurs impliqués. Si on prend la participation, devenue incontournable dans ce genre d'entreprise, elle renvoie aux utopies artistiques des années 1960, avec sa connotation politique mais aussi aux diktats du marketing et du management. En ce sens, ces artistes travaillent bel et bien sur une ligne de crête. Curdin Tones n'a aucun problème avec ça.

Est-ce que ces artistes sont des opportunistes ?

La question se pose. On reproche par exemple à Adam Sutherland de travailler sur le rural et de participer à des événements artistiques très *trendy*. Mais ce qui est intéressant chez lui, c'est qu'il utilise l'art et ses événements pour apporter de la plus-value, même financière, dans le village où il a développé ses projets.

Ces artistes ne sont donc pas naïfs, ils savent tirer parti des institutions et des ressources à disposition.

Les artistes engagés dans des communautés ou dans des terroirs sont réellement animés par une forme d'idéalisme sans être naïfs. Ils connaissent les règles du jeu. Mais ce qui est essentiel pour eux, c'est de vivre comme des artistes en accord avec un regard sur le monde qui donne du sens à tout ce qu'ils font, qui met en valeur l'environnement sur et avec lequel ils agissent. Ces artistes remplacent la création par la créativité. La création, c'est une production. La créativité, c'est une compétence, un potentiel. Ces projets sont des pratiques de l'existence dans une vraie confrontation avec des gens, des collectivités, des terroirs. Je suis convaincu que nos sociétés ont besoin de ces formes de transcendance. Et ces artistes-là possèdent ce pouvoir. ■



© PHOTO S. CHALMEAU

La « Patate chaude » est une œuvre de l'artiste Nicolas Floc'h réalisée en 2012 pour l'association Entreprise pour l'Insertion, qui soutient les personnes en difficulté sociale à Rennes, en France. Celle-ci leur propose notamment des travaux de maraîchage et d'entretien des espaces verts dans ses jardins. Elle souhaitait y installer un lieu de sociabilité et de repos où tous le personnel pourrait se retrouver. Nicolas Floc'h

a choisi de travailler avec une forme organique et des matériaux de construction rappelant la terre. L'œuvre est devenue un signal pour le site, visible depuis la route départementale. La réalisation de la « Patate chaude » s'est faite dans le cadre des Nouveaux Commanditaires, un groupe d'artistes international qui définit les rôles et les responsabilités d'acteurs qui mènent ensemble une action artistique.





Politiques, ingénieur-es et économistes s'engagent sur le terrain du local.

À la fois difficile à saisir et indispensable, cette notion s'impose comme une solution aux débordements de la mondialisation.

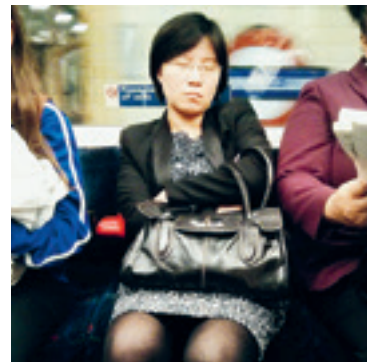
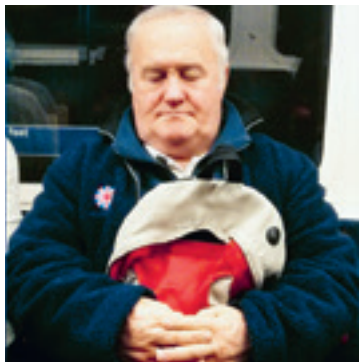
L'idée de proximité fait son chemin dans la gestion des territoires

TEXTE | *Lionel Pousaz*

À première vue, tout le monde s'entend sur l'idée de proximité territoriale. Qu'on la mentionne au détour d'une conversation, et on évoque immédiatement des images de marché paysan, d'épicerie participative ou d'association de résidents. La notion s'impose de plus en plus comme un remède face aux excès de la globalisation : « commerces de proximité », « proximité géographique », « campagne de proximité »... Mais le terme a beau être de plus en plus utilisé, il ne se laisse pas facilement définir. A priori, la proximité est spatiale. Sur un territoire donné, on ne mesure toutefois pas le proche et le lointain comme une simple distance. Les routes, les voies de chemin de fer, les évolutions sociales font que certaines campagnes d'il y a vingt ans sont aujourd'hui considérées comme des banlieues-dortoirs. Plus que l'espace, c'est souvent le temps qui compte. Le coût des transports joue également un rôle.

La proximité est une question d'infrastructures, soumise à des facteurs économiques.

La proximité est aussi subjective. Les supermarchés en périphérie urbaine sont-ils encore des commerces de proximité – si on les compare aux géants de l'e-commerce, le point de vue se défend – ou les échoppes de quartier entrent-elles seules dans la définition ? Aux considérations géographiques se superposent des critères politiques et culturels. On l'aura compris, la proximité est une notion à la fois ancrée dans le territoire, sujette aux appréciations individuelles et collectives, aux progrès technologiques et aux fluctuations de l'économie. Cela ne l'empêche pas d'être de plus en plus au centre des préoccupations des ingénieur-es et chercheur-es impliqués dans le développement territorial. Nous leur avons donc posé la question.



ANDREA BALDO

Avec sa série «The great Yawn», le photographe italien basé à Barcelone Andrea Baldo souhaite documenter l'évolution des comportements liée à l'expansion des mégapoles. Avec ces images, il montre des pendulaires qui font la sieste dans le métro londonien. Les longues

distances qu'ils doivent parcourir pour se rendre au travail impliquent un changement radical des habitudes quotidiennes, qui comprend souvent une privation de sommeil chronique.

S'intéresser aux émotions pour prévenir les conflits territoriaux

Pour Florent Joerin, directeur de l'Institut d'ingénierie du territoire à la Haute École d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud – HEIG-VD – HES-SO, la proximité se comprend surtout à travers les rapports au territoire. « Quand une zone industrielle, un espace agricole et un milieu naturel sont proches les uns des autres, ils entretiennent des relations plus ou moins commodes. Un exemple type, c'est le conflit entre agriculture et protection des milieux naturels. » L'institut de Florent Joerin travaille notamment sur des solutions techniques pour faciliter la cohabitation. Par exemple, quand une zone résidentielle est traversée par un cours d'eau sujet à des crues : « On peut imaginer toute une série de mesures pour que l'humain et la nature coexistent, par exemple des systèmes d'évacuation, des normes de construction ou des zones tampons. »

Mais la technique seule ne suffit pas. Les émotions des habitantes et des habitants – lorsqu'il faut raser un espace de promenade pour une infrastructure routière, transformer leur quartier – conduisent à des tensions. Aujourd'hui, l'ingénieur.e ne peut plus démarrer un projet sur la seule base d'une étude d'impact ficelée entre spécialistes. La population doit être partie prenante. « Il faut anticiper les conflits, explique Florent Joerin. Pour ce faire, nous devons créer des espaces de dialogue positif. » En la matière, on a dépassé le stade de l'improvisation et des comités impromptus. Ces dernières décennies, les bureaux spécialisés ont mis au point des « dispositifs » pour formaliser la participation de la population. Les étapes sont bien définies, du diagnostic initial à la résolution du problème, en passant par l'exploration des solutions possibles. « Le Canton de Genève a créé un marché et un savoir-faire en rendant la démarche obligatoire pour tous les plans de quartier », explique Florent Joerin. Actuellement, de nombreuses communes suisses déploient leur plan climat en suivant les mêmes procédés participatifs. En 2017, Florent Joerin

a été mandaté par l'État de Genève pour résoudre un conflit relatif à une bretelle d'autoroute. La nouvelle infrastructure doit connecter une zone industrielle et assurer des flux quotidiens de 10'000 futurs employés et employés supplémentaires. Largement de quoi perturber l'environnement des habitants, qui se sont opposés au projet. « Grâce au processus participatif, les parties prenantes ont pu parvenir à un compromis en enterrant une portion de la route pour qu'elle ne fasse pas barrière aux promeneuses et promeneurs, ainsi qu'à la faune, raconte Florent Joerin. Il a fallu maintenir le dialogue et l'écoute, conjuguer les divers corps de métier de l'ingénierie, mais aussi de l'agriculture et des sciences naturelles. C'est un projet qui nous a marqués, parce que l'ingénierie civile est historiquement peu sensible aux dimensions d'acceptabilité sociale et qu'il a permis de faire émerger un nouveau champ de compétences. »

Les communes redécouvrent les atouts locaux

Pour Nicolas Babey, doyen de l'Institut du management des villes et du territoire de la HE-Arc Gestion – HES-SO à Neuchâtel, la notion de proximité sert à répondre de manière transversale à des problèmes économiques et environnementaux. « Depuis les années 1970, la Confédération soutient les activités d'exportation à haute valeur ajoutée, explique-t-il. Elles devaient bénéficier à tous par effet de ruissellement. Le concept fonctionne bien à l'échelle du pays et plutôt mal au niveau des régions. » Pour le géographe, il est temps d'introduire la notion de proximité dans ces modèles. En Suisse, l'industrie d'exportation représente 20% des emplois, contre 50% pour les services aux ménages. C'est donc dans ce dernier domaine qu'il faut mener un effort de relocalisation : « Ce secteur est celui qui a le plus souffert au niveau local avec l'e-commerce et l'allongement géographique de la circulation des marchandises. Un commerce local, c'est au moins le dernier maillon de la chaîne de valeur qui reste sur les lieux et crée de l'emploi. »

Pour relocaliser une partie des services, les régions et municipalités périphériques

ne sont pas dénuées d'atouts. Exemple avec le bois dans le canton du Jura. « Il y a des projets de chauffage à distance alimenté en essences locales, pour remplacer la plupart des chaudières actuelles qui carburent au mazout. À Delémont, des plans de quartier exigent des constructions en bois de la région. Avec de simples décisions politiques, on peut littéralement créer de l'économie de proximité. » Ces solutions ne sont pas seulement intéressantes du point de vue de l'emploi, mais aussi de l'environnement. Plutôt que d'importer du pétrole du Moyen-Orient ou des arbres de Roumanie, les municipalités peuvent opter pour des mesures quasi neutres en émissions de CO₂. « Plus on explore les solutions de proximité, plus on observe ce genre de mariage heureux entre économie et environnement. »

Trop souvent, les communes n'auraient pas conscience de leurs ressources, surtout au niveau législatif, constate Nicolas Babey. De plus, les projets de valorisation requièrent une coopération à plusieurs niveaux et se heurtent fréquemment à des administrations cloisonnées. « La bonne nouvelle, c'est que de nombreuses municipalités suisses ont vraiment de quoi faire, avec d'importants actifs fonciers. Nous pensons sérieusement à mettre en place des cours qui leur sont destinés. » Avec son fédéralisme extrême, parfois décrié pour sa lenteur, la Suisse bénéficie d'atouts uniques pour revaloriser la proximité. Les communes disposent d'une grande latitude de décision. Les citoyennes et les citoyens ont l'habitude d'être consultés à plusieurs niveaux de décision. Les débordements de la mondialisation, l'allongement géographique – accéléré par la pandémie – et les instabilités géopolitiques seront peut-être des facteurs déclencheurs, pour que la dimension spatiale ne reste pas, selon les mots du géographe français André Torre, la « grande oubliée » de l'analyse économique et sociale. ◀

Parts de marché des circuits de distribution dans le canton de Genève, 2018

71 %	Grandes surfaces alimentaires
21 %	Magasins de moins de 1'000 m ²
4 %	Commerces non sédentaires (marché, halles, ventes directes)
3 %	Grandes surfaces non alimentaires
1 %	Vente à distance

SOURCE : ENQUÊTE PROXICONSO – AID OBSERVATOIRE – 2018

Consommation locale : les enjeux d'une définition

Il n'existe pas d'interprétation universelle du concept de consommation locale. « Un travail de définition reste à faire, estime Antoine Besson, maître d'enseignement à HEPIA – Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève – HES-SO. Les frontières nationales ne sont pas de bonnes limites. Habitant proche de la frontière française, je consomme davantage local avec un reblochon d'Arbusigny (F) acheté dans une fromagerie du coin qu'avec de l'emmental bernois. » L'agronome ajoute qu'un lieu géographiquement proche à vol d'oiseau, mais compliqué d'accès, est moins judicieux qu'un endroit plus éloigné, bien desservi par un transport public. « S'intéresser aux kilomètres alimentaires est important. Mais il faudrait aller plus loin dans la démarche et y ajouter le moyen de transport. Le train est moins polluant que le camion, qui l'est moins que l'avion. » En outre, la localisation devrait être indissociable de la saisonnalité. Il s'agit aussi d'intégrer la filière des prix qui permettent de payer correctement les producteurs. « Les circuits courts sont ce vers quoi il faut tendre, précise Antoine Besson. La Fédération romande

des agricultures contractuelles de proximité représente un bel exemple. Les fermes qui y sont affiliées proposent des paniers et des cornets à emporter ou vendent leurs produits au marché. » Pour l'instant, la vente directe en circuit court représente moins de 5% de parts de marché en Suisse. Il ne faut pas oublier que notre pays ne se suffit pas à lui-même, car il ne produit qu'une calorie sur deux. Le reste est importé. « Passer au commerce de proximité nécessiterait une transformation drastique de notre société, relève Antoine Besson. Et cela entraînerait la disparition des grands supermarchés sous leur forme actuelle. »

Par Virginie Jobé-Truffer

Sites de rencontre, réseaux sociaux, sexting : le virtuel prend une place croissante dans la vie intime des jeunes. Au point de modifier leur rapport à la sexualité ? Pas fondamentalement, même s'ils découvrent de nouveaux possibles.

L'intimité 2.0 explorée par les jeunes

TEXTE | *Patricia Michaud*

Emma a 18 ans. Depuis un an, elle est en couple avec Alex, qu'elle a rencontré via l'application Tinder. Après avoir flirté durant quelques semaines – en personne et sur WhatsApp –, ils ont décidé d'un commun accord de rendre leur relation officielle... et intime. Depuis, Emma passe quelques soirées par mois dans la chambre d'étudiant d'Alex. Dans le tram du retour vers le domicile de ses parents, elle échange avec son copain des textos affectueux. Et les soirs où il ne leur est pas possible de se voir, les jeunes amoureux s'envoient parfois des photos les montrant respectivement dans des postures suggestives.

Les nouvelles technologies prennent une place croissante dans la vie intime des adolescentes et des adolescents, ainsi que des jeunes adultes en Suisse. Au point d'intervenir à tous les stades de la sexualité, des rencontres à la

communication, en passant – dans certains cas – par l'acte sexuel lui-même. « C'est clairement l'une des évolutions les plus marquantes dans la sexualité des jeunes, parallèlement au fait qu'ils ont davantage tendance à expérimenter que leurs aînées et aînés », note Myrian Carbajal. La professeure à la Haute école de travail social Fribourg – HETS-FR – HES-SO avertit que ces transformations ne s'accompagnent pas d'un changement notable dans les représentations que se font les jeunes de la sexualité. « Les réseaux sociaux sont le reflet de notre société, dans laquelle les images traditionnelles de ce qu'est la 'bonne' sexualité, ou de ce que l'on attend respectivement des hommes et des femmes en matière de sexualité, sont solidement ancrées. »

Même son de cloche du côté de sa collègue Annamaria Colombo Wiget, également pro-



« Infinite Tenderness » est un travail photographique de l'Américaine Peyton Fulford réalisé en 2016 sur le rapport au corps des adolescents et leurs connexions. Peyton Fulford a grandi au sud des États-Unis dans une communauté de baptistes pratiquants. Elle n'a pas osé exprimer son orientation sexuelle différente avant ses 21 ans.



fesseuse à la HETS-FR: « On entend beaucoup parler de libéralisation des mœurs, notamment en lien avec l'utilisation accrue des nouvelles technologies. Mais cela ne veut pas dire que les jeunes ont une sexualité débridée. Au contraire! Peut-être parce qu'ils sont davantage livrés à eux-mêmes, ils ont tendance à faire de l'autocontrôle. » Les deux chercheuses, qui ont mené une étude et publié plusieurs articles sur le sujet, parviennent à la conclusion qu'en voulant correspondre aux attentes sociales et être reconnus comme femme ou homme en devenant, les jeunes Suissesses et Suisses renforcent – un peu malgré eux – les normes existantes dans la société en lien avec la sexualité. Ils contribuent de la sorte à maintenir des modèles dominants sur les réseaux sociaux.

Le sexting gagne en importance

Parmi les utilisations que font les adolescents et jeunes adultes des nouvelles technologies en lien avec la sexualité, le sexting est fortement médiatisé depuis quelques années. Cette pratique, qui consiste à échanger de manière électronique des contenus (textes, photos, vidéos, audios) à caractère sexuel, ne cesse de gagner en importance, si l'on en croit diverses études. Chercheuse auprès d'Unisanté et auteure d'une thèse de doctorat sur le sexting chez les adolescents, Yara Barrense-Dias précise qu'en soi, cette pratique n'est pas problématique et que, dans la majorité des cas, « il s'agit d'un échange consentant ». Mais parfois – notamment dans plusieurs affaires qui ont fait grand bruit – des contenus sont utilisés comme moyen de harcèlement et de pression, ou transmis à des personnes tierces sans autorisation. « Là aussi, on constate que les nouvelles technologies ne changent pas grand-chose sur le fond, mais plutôt sur la forme, analyse Myrian Carbajal. En raison de leur effet multiplicateur, les réseaux sociaux amplifient les conséquences possibles d'un acte à caractère sexuel. »

Actuellement, on estime à 12% la part des 12-19 ans qui ont déjà envoyé un « sexto » en Suisse, dont environ 7% pour les 12-15 ans et 23% pour les 18-19 ans. Chez les 24-26 ans, la part grimpe à plus de 50%. Parallèlement,

« l'âge moyen du premier rapport sexuel en Suisse, soit environ 17 ans, est stable depuis les années 1980, rappelle Annamaria Colombo Wiget. Je suis donc encline à dire que les réseaux sociaux sont un lieu de plus où se joue la socialisation sexuelle des adolescents, selon des règles similaires aux relations en présentiel. » Mais alors, quel rôle le partage électronique de contenus joue-t-il exactement ? « Certains jeunes parlent de "préliminaires 2.0", note Yara Barrense-Dias. Il semblerait que ceux qui pratiquent le sexting soient sexuellement plus actifs que les autres. Mais il faut préciser qu'en général, le sexting a lieu dans le cadre d'une relation de couple plus ou moins formelle, où il ne remplace pas les relations physiques ou la proximité corporelle. »

Une nouvelle proximité sexuelle

On peut émettre l'hypothèse qu'en période de confinement lié à la pandémie de Covid-19, « le sexting ait encore gagné en importance et soit, dans certains cas, passé de "préliminaire 2.0" à "substitution 2.0" », relève Yara Barrense-Dias. Reste que les premières études menées auprès des jeunes en période de *lockdown* ont montré qu'ils ne se contentent pas d'une vie en ligne et aspirent à un retour au présentiel. Même s'il s'agit d'une proximité qui diffère un peu de celle que connaissaient leurs parents. « Les jeunes ont une vie "réelle" qui se prolonge par une vie virtuelle. Ils ne font pas une séparation nette entre les deux. » Annamaria Colombo Wiget estime aussi que le confinement constitue un intéressant baromètre: « On entend souvent dire que les jeunes se contentent d'une vie virtuelle et de contacts via les réseaux sociaux. Si c'était le cas, pourquoi souffriraient-ils autant d'être privés de rapports en présentiel ? » De l'avis de la chercheuse, « ce qui a changé avec les nouvelles technologies, c'est l'ajout d'un espace, d'une possibilité, celle d'être ensemble différemment ». C'est peut-être justement cela, la nouvelle proximité sexuelle. La manière de créer du lien se renouvelle, mais le besoin de contacts étroits reste inchangé. ◀

TROIS QUESTIONS À

Clothilde Palazzo-Crettol

Les femmes et les hommes abordent-ils de la même manière le relationnel et l'intimité? Non, et ces différences sont socialement construites, explique Clothilde Palazzo-Crettol, professeure à la HES-SO Valais-Wallis – Haute École de Travail Social – HETS et spécialiste des questions de genre.

Les femmes et les hommes ont-ils un rapport identique à la proximité physique?

CPC Non, les femmes et les hommes ont un rapport différent à la proximité, qui se manifeste tout au long de la vie et dans tous les domaines. En ce qui concerne les relations au sein de la famille, on constate par exemple que les femmes prodiguent la plupart des soins corporels des enfants en bas âge. Cette tendance persiste malgré les évolutions sociétales. Au niveau professionnel, il n'est un secret pour personne que le travail de *care* est assumé en grande majorité par les femmes. Toujours en lien avec le monde du travail, on observe que les femmes qui ont des fonctions managériales – et qui assument de les exercer différemment des hommes – sont généralement davantage à l'écoute de leurs collaboratrices et collaborateurs, avec lesquels elles sont très connectées. Je citerais aussi le domaine de l'amitié: les femmes entretiennent beaucoup plus le lien que les hommes.

Sans oublier bien sûr le couple, sur lequel de nombreux chercheurs se sont penchés, arrivant à la conclusion que les femmes sont davantage dans l'expressif et les hommes dans l'instrumental. C'est le cas même après des dizaines d'années d'union! Il est important de préciser que ces différences résultent de constructions sociales et d'une socialisation différenciée. Des travaux ont notamment montré que la masculinité dominante empêche – dans une certaine mesure – les hommes d'exprimer la proximité relationnelle ou affective.

Pourquoi, en Suisse romande, les femmes se font-elles la bise et les hommes se serrent-ils la main?

Là aussi, ces rites d'interaction résultent d'une construction sociale et historique. Dès l'enfance, les femmes sont sensibilisées à l'importance de l'intimité, du contact physique. Pourtant les choses ne sont pas immuables: dans certains milieux, par exemple culturellement et socialement élevés, les hommes se font de plus en plus la bise. Et dans certains autres pays, les hommes sont beaucoup



BERTRAND REY

plus affectueux entre eux qu'en Suisse. C'est une thématique particulièrement intéressante en période de crise sanitaire. Est-ce que le fait de ne plus pouvoir se faire la bise en raison de la pandémie et de devoir la remplacer par un coup de coude est synonyme de plus grande égalité entre hommes et femmes? J'en doute, car ce sont seulement les gestes à connotation féminine qui disparaissent...

Les comportements sont-ils moins genrés chez les jeunes?

Très médiatisée, la hausse de la violence entre jeunes filles pourrait le faire croire. Mais de là à dire qu'elles sont devenues aussi violentes que les garçons, il y a un pas qu'il ne faut probablement pas franchir. Et une fois encore, on ne peut pas parler d'égalité puisqu'il s'agit d'une masculinisation des comportements relationnels des filles, qui ne s'accompagne pas d'une féminisation de ceux des garçons.

Le paysage peut-il être davantage que décor et scénographie ? Peut-il devenir acteur et personnage ? Maria Da Silva, metteure en scène, et Nicolas Dutour, paysagiste, ont investi la friche de Prilly-Malley près de Lausanne pour tester des formes théâtrales comme réponse à cette interrogation.

La friche, entre voies ferrées et chats errants

TEXTE | *Marco Danesi*

À main gauche, Maria Da Silva. Elle est metteure en scène et dramaturge, formée à La Manufacture – Haute école des arts de la scène de Lausanne – HES-SO. Elle avoue un intérêt marqué pour la transmission, la médiation, la pédagogie. Elle veut « rompre avec la séparation entre la scène et la salle au théâtre ». À main droite, Nicolas Dutour. Il est architecte et paysagiste HES. Le paysage, à ses yeux, n'est pas qu'un outil d'aménagement mais une expérience sensible, collective et participative. Il l'aborde « dans ses dimensions esthétiques, artistiques, pédagogiques, plutôt qu'en espaces fonctionnels ».

Au point de rencontre entre théâtre et paysage, la paire mène l'enquête sur et dans une friche urbaine. À Malley, à la frontière de trois communes – Prilly, Renens et Lausanne, dans le canton de Vaud – les deux complices

explorent un territoire incertain, indécis, polymorphe, à la fois terrain vague et lieu d'activités artisanales, industrielles, sociales et culturelles. Il s'agit d'en saisir, susciter, capter la vocation théâtrale. Le paysage est-il davantage que décor et scénographie ? Peut-il se muer en acteur et personnage ? Peut-il jouer la comédie ? Autrement dit, l'appréhension d'un paysage, en tant que milieu, peut-elle aboutir à des formes dramaturgiques ? Pour répondre à ces questions, il est cependant nécessaire de se décentrer, « d'aller vers et faire avec », résume Maria Da Silva. Les deux chercheurs ont ainsi façonné une méthode les affranchissant des conventions, des contraintes de la scène, qui réduisent le paysage à un faire-valoir, à une toile de fond. Une méthode, qui les rapproche de leur objet d'étude, destinée à tester des formes d'écriture théâtrale du paysage et avec le paysage.

MARIA DA SILVA

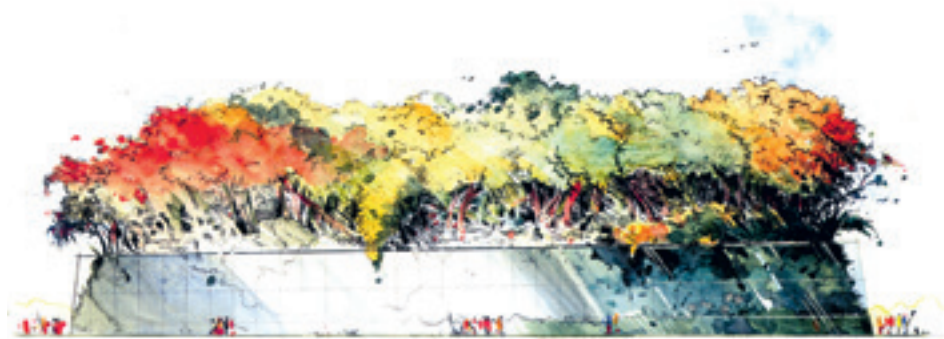


Maria Da Silva et Nicolas Dutour ont décidé d'aborder le paysage de la friche Prilly-Malley dans ses dimensions esthétiques, artistiques et pédagogiques, plutôt qu'en espace fonctionnel.

NICOLAS DUTOUR



Le jardinier paysagiste Gilles Clément, en collaboration avec l'artiste Claude Courtécuisse, a appliqué son concept de tiers-paysage au parc Matisse, un jardin public situé à Lille. Il y a notamment conçu l'île Derborence, représentée ci-contre : une forêt inaccessible et livrée à elle-même sur 2500 m², perchée sur un socle de béton de 7 mètres de haut.



COURTESY @ CLAUDE COURTECUISSÉ

Cette recherche s'est faite en partenariat avec le Théâtre Kléber-Méleau et la Ville de Renens. Hors les murs et *in situ*, elle s'inscrit dans le prolongement du travail développé au sein du collectif Dénominateurs Communs, fondé par Maria Da Silva et Nicolas Dutour. Dans ce cadre, ils abordent la pratique scénique dans le paysage lors de laboratoires, workshops et projets créatifs, où le corps interagit avec le territoire. C'est le cas notamment de *1203, une odyssée de l'espace* qui s'est déroulé en juin 2019, à Genève, lors de la Biennale interstellaire des espaces d'art.

Les richesses botaniques et culturelles des friches

En guise de fondement théorique de leur recherche, les deux auteurs ont fait appel au concept de « tiers-paysage », développé par Gilles Clément. Ce paysagiste et essayiste français se réfère au tiers état de l'Ancien Régime¹, et non pas au tiers-monde, pour désigner des espaces tels que friches, bords de route, rives, ou talus de voies ferrées. En marge, délaissés, dépourvus de définition précise, ces derniers présentent, selon Gilles Clément, une diversité biologique supérieure aux champs et forêts entretenus par les êtres humains.

Or, c'est bel et bien cette richesse, à la fois botanique, vivante, humaine, et surtout proche, qui est dans le viseur de Maria Da Silva et de Nicolas Dutour. « À première vue, la friche de Malley n'est pas soumise au pouvoir, n'est pas un lieu de pouvoir. C'est un lieu anarchique avec des enjeux sociaux, politiques et économiques, explicite la metteure en scène. On y

trouve un théâtre, une déchetterie, les services industriels de la ville, un centre d'hébergement d'urgence, notamment. Par ailleurs, des projets urbanistiques d'envergure sont prévus dans ce secteur névralgique de l'agglomération. Alors, nous voulons faire émerger cette diversité et sa valeur esthétique, dramaturgique, sans imposer notre point de vue ni, dans un premier temps, chercher à transformer ce lieu. »

Promenades en immersion

Première étape : « faire l'éponge ». Les chercheurs partent à la découverte de la friche de Malley. Ils s'imprègnent du lieu. Lors des promenades en immersion, ils notent tout, dessinent, photographient, emportent des objets trouvés, enregistrent des sons. Ils ébauchent une première cartographie impressionniste du site. Ces matériaux disparates dégagent « une sensation d'hostilité et d'empêchement, l'omniprésence des déchets, la manifestation du sacré et de la transgression. Tout est à hauteur des voitures et des camions qui circulent dans le périmètre. Nous observons des personnes migrantes qui stationnent le long de la ligne de chemin de fer, des oiseaux qui nichent dans les arbres, des chats errants qui se fichent des barrières et des plantes qui prennent racine le long des grillages. »

Deuxième étape : se documenter. Maria Da Silva et Nicolas Dutour rassemblent des données, des informations. Ils consultent des rapports, des archives. Plongent dans les articles de presse, les émissions TV et radio, les sites internet. Visitent les bâtiments sur place (déchetterie, théâtre, foyer, etc.). Ils interrogent des personnes familières et expertes de la friche. Ils constituent

¹ L'Ancien Régime désigne le régime politique qui a prévalu en France de la fin du XVI^e siècle jusqu'à la Révolution française. La population y était divisée en trois ordres, soit la noblesse, le clergé et le tiers état. Ce dernier, représentant la majorité de la population, payait des taxes disproportionnées par rapport aux deux autres ordres.

un corpus éclairant les enjeux sociaux, économiques, politiques, urbanistiques. Troisième étape: résider. La paire s'installe sur le site dans un véhicule aménagé en camping-car. Ils continuent à cette occasion de récolter des objets, de saisir des impressions (images, sons, odeurs...). Ils rencontrent des usagers et des usagers, les font se rencontrer. Ils jouent avec les imprévus. Ils traînent, ils s'ennuient même. Ils appréhendent Malley dans ses facettes informelles, invisibles, nocturnes. Ils découvrent, selon Nicolas Dutour, «un espace très fragmenté».

Une veillée pour accueillir la poésie de Malley

Au sortir de cette période consacrée à l'appréhension du site, Maria Da Silva et Nicolas Dutour s'attellent à une première tentative d'écriture dramaturgique de la friche de Malley. Ce sera une veillée. «Lors de notre résidence, précise Nicolas Dutour, nous avons remarqué que la nuit était peuplée, qu'il se passait beaucoup de choses, que ce lieu était un refuge pour les vivants. Nous avons alors proposé de vivre l'expérience de la nuit sur place.» L'idée est «d'être confronté à la réalité du territoire pendant douze heures, de 19h à 7h», indique-t-il. «Nous avons fixé un canevas dramaturgique – entrer, résider dans le paysage et sortir – mais qui laisse aussi une place à l'aléatoire», détaille encore Maria Da Silva. Les deux seront à la fois guides, accompagnants, compagnons qui «orchestrent cette expérience partagée, intégrant le public à la recherche». Finalement, suggère la metteuse en scène, «il s'agit de susciter ce trouble qui naît à la frontière de la réalité et de la fiction, et d'accueillir avec humilité la poésie qui se dégage de la friche».

La météo et la pandémie de Covid-19 ont bouleversé les plans du duo. La veillée, prévue en octobre 2020, a été renvoyée à une date ultérieure. Elle aurait dû se dérouler dans le cadre de l'inauguration de Malley en quartiers, manifestation consacrée à l'histoire récente des anciens abattoirs municipaux de Lausanne-Malley, fermés en 2002 et démolis en 2015. En attendant, un article, restituant la recherche, est en cours de préparation. ■

Un espace hybride entre le théâtre et l'auditoire

L'intelligence artificielle se trouve au cœur du travail de Nicolas Zlatoff, metteur en scène, intervenant à La Manufacture – Haute école des arts de la scène de Lausanne – HES-SO, ainsi que docteur ès sciences de l'Institut national des sciences appliquées en France. Dernier avatar de cet intérêt: la machine actoriale. L'équipe que Nicolas Zlatoff a rassemblée sur un plateau du Théâtre Arsenic de Lausanne répète en ce début de printemps 2021 quelques «protocoles scéniques» destinés à rendre compte des recherches conduites depuis une année autour de ce *chatbot* théâtral, ou agent de conversation au croisement de l'être humain et du robot. Ce projet a été soutenu par le programme Spark du FNS, conçu pour des projets présentant un concept peu conventionnel, mais basé sur des idées prometteuses.

Le pari de Nicolas Zlatoff consiste à formuler des propositions scéniques susceptibles de donner à voir et à approcher les expériences qu'il a menées. «C'est beaucoup mieux qu'un exposé traditionnel, ex cathedra avec PowerPoint», assure le metteur en scène. L'espace est à la fois scène et auditoire. On se retrouve au théâtre et à la Faculté. C'est une représentation et une leçon d'anatomie où l'on dissèque le mystère de l'actrice ou de l'acteur. On découvre que la machine actoriale, un réseau neuronal informatique, a avalé des milliers d'ouvrages, documents, publications, archives en tout genre, afin d'apprendre à générer des textes. Sur le plateau, elle se matérialise en une série de projections d'écrans où l'on peut suivre à la fois les actions en cours et le cerveau de la machine à l'œuvre.

Les relations entre les comédiennes et les comédiens et la machine se développent par paliers didactiques de plus en plus complexes. On passe des instructions chorégraphiques exécutées par les comédiens à des tentatives de cocréation. L'exploration d'une proximité possible, aussi fascinante qu'inquiétante, entre l'homme et l'agent conversationnel devient «hybridation» chez Nicolas Zlatoff. De cette manière, la machine et les comédiens se retrouvent à la fois acteurs, partenaires, prothèses se greffant les uns sur les autres et façonnant par bribes une créature théâtrale inouïe. La restitution scénique de l'expérience assume alors la rencontre incertaine, déroutante, de deux mondes entre maîtrise et irruption de l'aléatoire. Le public, davantage qu'un spectateur-témoin, est invité à participer. Le metteur en scène n'hésite pas à s'adresser à la salle. Il suggère des points de repère, invite à la réflexion, clarifie le propos. Les personnes présentes questionnent, commentent, histoire d'approfondir leur compréhension des investigations menées par l'équipe. On en sort étonné, émerveillé, ouvert à l'inconnu théâtral, que les protocoles de Nicolas Zlatoff ont piégé, ici et là.





Nous avons tous besoin de proximité.
Une retraitée très active, un cuisinier
historien, une designer devenue
forgeronne, un serial entrepreneur
et une enseignante en soins infirmiers
racontent cette valeur retrouvée.

Cinq façons de vivre la proximité

TEXTE | Sabine Pirolt IMAGES | Hervé Annen



« J'accepte les mandats bénévoles qui peuvent enrichir mes liens sociaux »

C'est dans le salon-salle à manger de son deux-pièces que Monique Bolognini nous reçoit. Radieuse dans son pull-over jaune, cette retraitée active raconte sa jeunesse. Un père qui travaille chez Kodak, une mère secrétaire, elle se lance dans des études de sciences politiques. Sa devise ? Créer des liens : « J'ai toujours aimé les relations sociales. Je me suis investie dans des associations d'étudiant-es. Par la suite, j'ai été membre du Conseil communal de Lausanne et de Pully. »

Ancienne responsable de l'Unité de recherche du Service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent-e du canton de Vaud, elle a consacré beaucoup de son temps libre à créer de la proximité dans le quartier où elle vivait avec sa fille unique, son mari étant décédé jeune d'un cancer. « Dans les années 1980, beaucoup de familles avaient emménagé dans le quartier des Bossons à Lausanne.

Nous nous arrangeons pour garder les enfants et avons créé une halte-garderie. » Lorsque sa fille a 19 ans, elle emménage dans les habitations regroupées des Liaudes, dans les hauts de Pully. « J'ai fait partie du groupe qui a élaboré le projet. Aujourd'hui encore, nous gérons tout nous-mêmes, du fonds de rénovation à l'entretien des lieux. » La retraite venue, la Vaudoise a continué à cultiver des liens de proximité, histoire de « rester vivante et de se sentir utile ». Depuis quinze ans, elle participe aux activités d'Innovage Suisse romande, une association de seniors qui mettent bénévolement leurs compétences à disposition de projets d'utilité publique. « J'interviens dans des associations proches de chez moi, en collaboration avec d'autres seniors. » Et quand cette grand-mère ne garde pas son petit-fils, elle travaille à La Main Tendue, une vingtaine d'heures par mois.

Monique Bolognini
78 ans
Retraitée active
Pully

« Je suis hyper-implantée dans ma région »

Pousser la porte de la forge de Chexbres, c'est plonger dans un monde hors du temps. Enclumes, collections de pinces et de marteaux, stocks de barres en métal, le regard ne sait plus où porter. Non loin de l'impressionnante cheminée où crépite un feu, une jeune femme en bleu de travail. Ici, la patronne, c'est elle. Bertille Laguet raconte comment tout a commencé. « Il y a cinq ans, je ne savais même pas que le métier de forgeron existait. » Née dans le Jura français, elle se lance dans des études d'ingénieure avant de bifurquer vers le design. Elle obtient son Bachelor en design industriel à l'ECAL/École cantonale d'art de Lausanne – HES-SO en 2012, et se met à son compte. « Dur ! J'ai dû faire des jobs alimentaires. »

Le père d'un ami lui présente Philippe Naegele, le forgeron de Chexbres, à l'occasion du traditionnel apéro du village. « L'odeur, l'atmosphère, tout m'a fascinée dans sa forge. J'ai demandé si je pouvais essayer une journée. Le lendemain, à 17h, je posais mon premier portail. Au bout d'un an, le forgeron m'a dit : "Soit tu dégages, soit tu reprends la forge". » Elle accepte le défi. Pour cette artisan, la proximité n'est pas un concept : 90% de ses clients se trouvent entre Lausanne et Clarens. « Je suis hyper-implantée dans cette région viticole. Les jeunes vignerons viennent avec de vieux outils, ils me demandent de refaire les mêmes. » C'est également elle qui a fait les armes et les couronnes de la Fête des vignerons 2019. « Je suis aussi le cordonnier du village. On vient me trouver pour souder



un panier en métal, réparer un pied de canapé... » Design et ferronnerie, la jeune femme apprécie l'alliage de ses deux activités. « Je crée les produits de A à Z. Pour une designer, c'est un rêve. »

Bertille Laguet est lauréate de nombreux prix et ses créations ont été exposées de Milan à Mexico, en passant par Miami. Et quand elle ne forge pas, elle danse le swing, une autre passion.

Bertille Laguet
Forgeronne et designer
32 ans
Chexbres



« Mon hyperactivité est devenue une force »

Être au four et au moulin. L'expression est faite pour Nicolas Fontaine, serial entrepreneur établi à Sierre. « C'est quelqu'un d'hyperactif. Il a 1'000 idées à la seconde, raconte Aurélie Nanchen, sa partenaire de projets, alors que nous patientons pour le rencontrer. Sa motivation n'est pas le profit personnel. Il fait des choses pour rassembler les gens. » Quand Nicolas Fontaine arrive, il annonce la couleur : « Lorsque j'étais petit, j'ai été diagnostiqué hyperactif. Aujourd'hui, j'en ai fait une force. » Un père infirmier en psychiatrie, une mère active dans une garderie, Nicolas Fontaine grandit à Nuvilly (FR). Son CFC de jardinier en poche, vient le temps du service militaire chez les grenadiers, à Isone (TI), où il se fait des amis valaisans. Son armée terminée, il s'installe à Sierre. À ses yeux, le Valais est une terre d'opportunité. En 2013, Nicolas Fontaine travaille comme paysagiste pour un patron ; un an après, il se met à son compte avec un collègue, à qui il finira par vendre ses parts. En 2016, il crée

Dionysia, avec Aurélie Nanchen. Ils recyclent de vieux fûts en mobilier. Puis le duo lance l'association Satellite. En découlent l'atelier partagé Les Communs, le centre culturel et social le Stamm – qui comprend un repair-café – et des jardins communautaires. « On a six projets en tout. Il faut de tout pour plaire à tout le monde. » Actuellement, le jeune homme planche sur une ferme urbaine de 10'000 m². « Je cours, j'écris à tout le monde, je vois des politicien-nes. » Pour gagner sa vie, il a rejoint PuraWorka – espace de coworking – et fondé Workshop 4.0, PME active dans la robotique, l'impression 3D, la découpe et la gravure laser. Le fameux Roboclette, c'est lui. Il est même allé jusqu'à Las Vegas avec, au Consumer Electronics Show. Au fait, qu'est-ce qui fait courir ainsi Nicolas Fontaine ? « L'envie de faire ! »

Nicolas Fontaine
Serial entrepreneur
29 ans
Sierre



« La proximité prend toute son importance lors des phases importantes de la vie »

Rencontrer Boukar Falta en sortant de l'ascenseur à la Haute école de santé Fribourg – HedS-FR – HES-SO, c'est prendre une bouffée de printemps en plein visage. Robe à fleurs et énergie communicative : le parcours de cette Vaudoise reflète son dynamisme. Un père militaire, une mère enseignante, Boukar Falta a grandi au Cameroun. À 19 ans, son bac en poche, elle rejoint sa maman à Bâle, qui y avait épousé un Alémanique. « Je rêvais de faire médecine, mais je ne remplissais pas les critères. » Durant ses vacances, elle travaille à l'hôpital de Bâle : « J'observais les infirmières. Elles étaient plus proches de ma vision des soins. » Elle a trouvé sa voie. En 2008, trois mois après son diplôme à l'Institut et Haute École de la Santé La Source à Lausanne – HES-SO, elle accouche de son premier enfant. Elle se remet au travail dans une institution pour des personnes souffrant de troubles neurodégénératifs, avant de travailler à l'hôpital de Nyon. « J'aime la proximité que l'on trouve dans un petit hôpital. On

sait qui travaille dans quel service. » En 2011, elle se lance dans un Master en sciences infirmières tout en travaillant comme assistante d'enseignement à la HES de Genève. Elle écrira son mémoire enceinte de son deuxième enfant. Si sa mère l'a soutenue après la naissance de son premier enfant, c'est une amie qui l'aidera pour le deuxième. « La proximité prend toute son importance lors des phases importantes de la vie : la naissance et la mort. Sans ce soutien, je ne m'en serais pas sortie. » Désormais, alors que Boukar Falta enseigne à la HES de Fribourg, toute la famille vit dans un village de la Glâne où elle découvre les bienfaits du voisinage. « Un grand-papa emmène ma fille à l'école avec son petit-fils, et les enfants vont jouer spontanément les uns chez les autres. Je suis heureuse que mes enfants grandissent dans cet environnement. »

Boukar Falta
40 ans
Maître d'enseignement
en soins infirmiers
Fribourg



« Il faut cuisiner les choux de Bruxelles avec amour »

Joyeux et accueillant, le cuisinier Philippe Lignon nous emmène admirer le jardin potager de l'Alimentarium de Vevey, à deux pas du lac Léman. « Ici tout est local. On est au taquet. Regardez, les choux de Bruxelles sont prêts. Il faut les cuisiner avec amour. » Et de pester contre le budget helvétique consacré à l'alimentation. « 7%, c'est n'importe quoi ! Où sont les priorités ? Quand je pense à la publicité de certaines grandes

surfaces qui font moins 30% sur de la viande étrangère ! On flingue la production locale et c'est de la mauvaise qualité. » On l'aura compris, Philippe Lignon est aussi militant. Son combat ? Les produits du terroir.

Ce cuisinier professionnel habite à Sarzens, un village de la Broye vaudoise. C'est dans cette région rurale qu'il a retrouvé un peu de sa Camargue natale. Le quin-quagénaire en a gardé l'accent chantant et l'amour des chevaux. Il pratique régulièrement l'attelage. « Je suis le roi du monde en balade. » C'est dans le restaurant de ses parents que Philippe

Lignon grandit. « En rentrant de l'école, je mangeais vite et après j'aidais en cuisine. » Il en fera son métier. Après son apprentissage dans le lycée hôtelier de Nice, il part pour Hambourg dans un restaurant gastronomique. Son parcours passera ensuite par l'armée, chez les parachutistes au Liban. De retour en France, une connaissance lui parle d'une place en Suisse. Il devient ensuite professeur à l'École hôtelière de Lausanne – EHL – HES-SO durant vingt-six ans : « Plus de 100 cultures se côtoient, c'est un vivier incroyable. » Un monde cosmopolite qu'il décidera de quitter en 2016, pour éviter

de devenir... « un vieux con ». Aujourd'hui, sa fonction à l'Alimentarium ne l'empêche pas de lancer de nouveaux projets. Dans son collimateur : la production d'un ketchup moins sucré et celle de saucisses locales. Sa prochaine création ? « Un pesto à base de pain sec pour sensibiliser les gens au gaspillage. »

**Philippe Lignon
55 ans
Responsable Food
Expérience de
l'Alimentarium
de Vevey**

À Lausanne, le senior-lab fait collaborer des chercheur-es, des entreprises et les autorités publiques avec une communauté de seniors. Son objectif est de les faire participer à toutes les étapes de développement de nouveaux services et produits.

Un laboratoire au plus proche des besoins des seniors

TEXTE | Geneviève Ruiz ILLUSTRATION | Pawel Jonca

¹ La notion de *silver économie* est apparue il y a vingt ans pour désigner l'ensemble des marchés économiques liés aux personnes âgées de plus de 60 ans. Cette population, en croissance et plus riche que par le passé en moyenne, est considérée comme offrant des opportunités économiques dans le tourisme, la santé, la culture ou les services financiers.

Les 150 membres de la communauté du « senior-lab », un laboratoire vivant situé à Lausanne, ont deux points communs : être à la retraite et avoir envie de contribuer au développement de produits et services innovants. Pour le reste, ils forment un groupe diversifié en termes de résidence – ville ou campagne –, de genre – il y a tout de même plus de femmes que d'hommes –, de parcours de vie ou d'état de santé. « L'hétérogénéité est une caractéristique des 65 ans et plus, précise Rafael Fink, collaborateur scientifique qui anime cette communauté. Ils présentent plus de différences entre eux que les autres catégories d'âge. » Mais qu'attend exactement de ce groupe le senior-lab, une entité issue de trois hautes écoles de la HES-SO (ECAL / Ecole cantonale d'art de Lausanne, Institut et Haute École de la Santé La Source et Haute École d'Ingénierie et de Gestion du Canton de

Vaud – HEIG-VD) ? « La communauté participe à toutes les étapes des innovations, de la définition des problématiques aux séances de brainstorming, en passant par les phases de test, explique Nathalie Nyffeler, professeure à la HEIG-VD, experte des questions de marketing et innovation et membre du comité de pilotage du senior-lab. Cette participation intense des futurs usagers et usagers nous permet de rester au plus proche de leurs besoins et de s'assurer que notre innovation sera adoptée. » Car dans ce domaine, il y a beaucoup de flops. De nombreuses entreprises se cassent les dents sur les marchés potentiels de la *silver économie*¹.

« Une des explications réside dans le fait que les départements marketing sont souvent composés de personnes qui n'ont pas de contact avec les seniors et peuvent partager



La participation intense des futurs usagers au senior-lab permet de rester au plus près de leurs besoins et de s'assurer que les innovations seront adoptées. Illustration réalisée par Pawel Jonca pour Hémisphères.

La collaboration entre les seniors et les designers donne lieu à des discussions très riches et à des solutions originales, observe la coordinatrice du senior-lab Anna Golisciano.



FRANÇOIS WAVREA | LUNDI13

les représentations typiques que l'on se fait de cette catégorie d'âge, poursuit Nathalie Nyffeler. À savoir des personnes dépendantes et fragilisées, ou au contraire des personnes hyperactives et très en forme. Or la réalité se situe souvent dans les nombreuses nuances entre ces deux extrêmes. »

Des cafés du savoir aux promenades d'observation

Concrètement, les membres de la communauté du senior-lab se voient proposer de participer à des sondages, à des ateliers mettant en œuvre toutes sortes de méthodes participatives, notamment des « cafés du savoir ». Durant des sessions de trois heures, les chercheur-es se transforment en serveurs et évoluent de tablée en tablée pour servir des boissons, mais surtout pour animer des séances d'idées sur des thématiques : vie de quartier, santé durable, mobilité douce... Il y a aussi des promenades d'observation, durant lesquelles des chercheur-es vont effectuer un trajet en compagnie d'une ou d'un senior, depuis son appartement jusqu'à un arrêt de bus par exemple, afin de vivre en direct ses éventuelles craintes ou difficultés. « Pour arriver

à cerner au plus près les préoccupations des personnes et dessiner des solutions, nous croisons les différentes approches, qui apportent toutes des informations précieuses », indique Nathalie Nyffeler.

Parmi les projets réalisés depuis le lancement du laboratoire vivant en 2018, on peut citer la création de zones de repos dans les grands centres commerciaux. Développée en collaboration avec une grande enseigne de distribution helvétique et des designers, cette idée est née de l'identification d'un problème de fatigue face aux longues distances à effectuer. « Lors des séances, c'était riche de voir les seniors et les designers discuter en direct de la forme d'un dossier ou d'un endroit adapté où déposer sa canne, raconte Anna Golisciano, coordinatrice du senior-lab. Des univers qui n'avaient pas l'habitude de se parler ont pu trouver des terrains d'entente. » Un projet plus récent concerne un pilulier connecté, développé en collaboration avec une start-up. « Pendant les discussions, il était intéressant d'observer que les seniors ne plébiscitaient pas les fonctions permettant à leurs proches de vérifier s'ils avaient pris leurs médicaments, observe Rafael Fink. Les valeurs de liberté et d'autonomie sont importantes pour eux. »

La richesse de la participation de la communauté au senior-lab est permise par l'adaptation des méthodes participatives à ses besoins spécifiques. « Il est essentiel de créer des moments de convivialité comme des apéritifs, détaille Rafael Fink. Il faut prendre du temps pour laisser les idées venir, faire des pauses. » Penser à agrandir la police des caractères ou à augmenter le volume de sa voix peut également s'avérer crucial pour capter l'attention de tout le monde. Surtout, il est important de cultiver des liens étroits : « Il faut réserver des moments pour des conversations informelles, qui peuvent faire émerger de belles découvertes, avance Rafael Fink. Cela permet aussi de développer la confiance. Certains seniors sont plus timides que d'autres et n'ont pas toujours l'habitude de prendre la parole en public. De façon générale, je trouve passionnant d'échanger avec ces personnes qui

ont une si longue expérience de vie. Elles sont parfois moins inhibées que les plus jeunes.»

Des contributions qui bénéficient à toute la société

De leur côté, les seniors de la communauté ont des attentes diversifiées en lien avec leur participation au senior-lab, qui reflètent aussi leur hétérogénéité. Mais, de façon générale, ils apprécient les échanges, à la fois avec leurs contemporains et avec des personnes d'autres milieux. Leur motivation est souvent altruiste : contribuer à des innovations qui aideront les futures générations de seniors, mais qui bénéficient également à toute la société. Les aires de repos dans les centres commerciaux peuvent aussi servir aux femmes enceintes ou aux personnes se déplaçant avec des béquilles. Pour finir, ils

souhaitent faire entendre leur voix au sein de cette plateforme. Certains seniors sont plus impliqués que d'autres dans la communauté. « Il est important pour nous de leur laisser cette liberté, souligne Anna Golisciano. Il y a ceux qui ne répondent qu'aux sondages en ligne ou ceux qui viennent systématiquement à tout ce qui est proposé, soit à une dizaine d'événements par an. Ce noyau dur est composé d'une trentaine de personnes. » Certains sont d'anciens ingénieur-es, d'autres d'anciens politicien-nés. On y trouve une surreprésentation des personnes aux capitaux culturels et sociaux aisés, ce qui représente un défi pour le senior-lab : « Nous travaillons à inclure des personnes de tous horizons, avec des parcours de vie le plus variés possible, détaille Anna Golisciano. Notamment des personnes migrantes ou du milieu ouvrier. Nous avons

L'isolement des seniors renforcé par le confinement

Entre avril et juillet 2020, une équipe de l'Institut de recherche en Travail social de la HES-SO Valais-Wallis a souhaité saisir quels étaient les effets des mesures sanitaires liées à la pandémie de Covid-19 sur les personnes âgées de 65 ans et plus en situation de précarité et habitant le Valais romand. « Notre objectif était de comprendre à quelles problématiques elles étaient confrontées en termes de liens sociaux et d'imaginer d'éventuelles mesures de soutien », explique Elisa Fellay-Favre, collaboratrice scientifique, qui a participé à ce projet avec Marion Repetti, responsable de l'Institut, et Alexandre Santos Mella, collaborateur scientifique.

La première difficulté de cette recherche qualitative a été de contacter les personnes concernées, en particulier du fait de la situation de confinement. « Elles cumulent souvent des désavantages à divers niveaux, comme l'isolement social, des atteintes à leur santé ou des difficultés économiques, précise Elisa Fellay-Favre. Ce sont des personnes peu intégrées, il est donc

difficile de les contacter. Mais comme elles bénéficient la plupart du temps d'un soutien institutionnel, nous avons pu les trouver par ce biais. » Au final, ce sont cinq professionnel·les du domaine social ou sanitaire et 14 seniors qui ont été interviewés. Autre obstacle : le contact téléphonique, seul moyen possible en raison de la crise sanitaire. « En temps normal, nous aurions rencontré ces personnes et aurions pris du temps pour faire connaissance, indique la chercheuse. Mais nous n'avions pas le choix et le téléphone, un peu intrusif et difficile à utiliser pour certaines personnes âgées, s'est présenté comme la meilleure option, malgré ses limites pour mener des entretiens parfois délicats. »

Dans tous les cas, les entretiens ont montré que les mesures liées au Covid-19 avaient renforcé l'isolement social des personnes âgées précaires, qui, pour certaines, montraient des signes de dépression et de lassitude. « Leur rythme quotidien a été chamboulé, raconte Elisa Fellay-Favre. Pour certaines, il était difficile de ne plus entendre les cris des enfants dans la cour de récréation, pendant que d'autres n'osaient même plus aller faire leurs courses. » Car de façon générale, les personnes âgées ont souffert du flux constant de nouvelles anxiogènes

liées à la pandémie : « Les informations étaient contradictoires et changeantes. Certaines personnes ont compris qu'elles ne pouvaient plus sortir de chez elles, observe la chercheuse. La plupart ont subi des reproches de la part des plus jeunes lorsqu'elles allaient faire leurs courses. » Surtout, les entretiens ont montré un glissement de sens : à force d'être considérées comme « groupe à risque », plusieurs personnes ont compris qu'elles présentaient un danger pour la société.

Une minorité de participantes et de participants avait accès aux nouvelles technologies et les chercheuses ont vite constaté qu'elle constituait une aide précieuse. Certaines personnes discutaient de temps à autre avec leur famille et cela faisait clairement une différence, également en termes de capacités à s'informer. « Le problème, c'est que pour la majorité des personnes de notre échantillon, un accès aux nouvelles technologies n'était pas possible en raison du manque de compétences, du coût et aussi, parfois, de leur scepticisme. » Ce constat a mené l'équipe à amorcer une réflexion conjointe avec Bénévoles Valais-Wallis et Pro Senectute afin de soutenir les personnes âgées en situation de précarité dans leur accès aux nouvelles technologies et leur maîtrise de celles-ci.

aussi davantage de difficultés à recruter les personnes plus fragilisées, pour lesquelles il est ardu de se déplacer aux ateliers. Mais nous avons aussi besoin de ces profils pour atteindre nos objectifs.»

Quant à la crise sanitaire, elle a fatalement affecté les activités du laboratoire vivant. Mais des solutions ont pu être trouvées : des entretiens se sont faits en individuel ou en petits groupes, et une formation aux nouvelles technologies a permis d'organiser des rencontres virtuelles. Chargé de ce cours, Rafael Fink raconte avoir observé de grandes différences d'aptitudes parmi les aînées et les

aînés, « entre ceux qui me remettaient poliment à l'ordre en refusant mon aide et ceux qui avaient besoin d'un soutien plus important. » L'équipe du senior-lab a été plutôt impressionnée par les ressources et la créativité déployées par les aînés durant le confinement, ce qui pourrait même, à l'avenir donner lieu à quelques innovations : alors que certains souhaitent développer des applications pour faire les courses en ligne à plusieurs, d'autres réfléchissent à intégrer des jeux interactifs spécifiques pour les moins de 8 ans à Skype, afin de rester plus longtemps en contact avec leurs petits-enfants, qui se désintéressent rapidement d'une conversation virtuelle. ■

Les EMS impactés par le Covid-19

Les établissements médico-sociaux (EMS) de Suisse romande ont vécu la crise sanitaire au rythme de la crainte d'un virus qui a parfois fait des ravages auprès de leurs résidentes et résidents, de la fermeture aux visites extérieures ou des isolements en chambres. Le Covid-19 a bouleversé le quotidien des résidents, de leurs proches, des professionnel·les des soins et de toute l'organisation au sein de laquelle ils fonctionnent habituellement. « Les établissements, en fonction de leur taille ou de leurs ressources organisationnelles et financières, se sont adaptés de différentes manières, tout en respectant les mesures dictées par l'Office fédéral de la santé publique », explique Claudia Ortoleva Bucher, professeure à l'Institut et Haute École de la Santé La Source – HES-SO. « Le personnel a dû intégrer parfois rapidement de nouvelles situations et a été amené à gérer un équilibre délicat entre la protection des personnes et leur bien-être psychique ou physique. »

Car les effets des multiples mesures sanitaires ont pu être ressentis de nombreuses manières par les personnes âgées : il y avait par exemple

le report d'un traitement non urgent, mais qui affectait la qualité de vie d'un résident, une personne atteinte d'Alzheimer à un stade avancé qui pensait qu'on l'avait mise en prison par sa faute, ou encore une dame qui, par désespoir de ne plus voir ses proches, refusait de s'alimenter. Sans parler des personnes en fin de vie qui souhaitaient être entourées de leur famille. « Les membres du personnel soignant se sont parfois retrouvés très seuls pour gérer des situations complexes et assumer des choix difficiles », raconte Christine Cohen, également professeure à la HEdS La Source. Contrairement aux hôpitaux, ils ont moins la possibilité, sur place, de partager avec d'autres collègues et notamment des médecins.

Avec une équipe de la HEdS La Source, les deux professeures ont décidé de lancer le projet « Impact du Covid-19 en EMS : Santé et stratégies d'adaptation des personnes âgées et de leurs proches ». Par ce biais, elles souhaitent analyser quels ont été les facteurs de stress pour les résidents, leurs proches et les professionnel·les de santé durant la pandémie. « Nous voulons mieux comprendre à quelles situations ils ont été confrontés, quels ont été les ressentis, les interventions réalisées et leurs résultats, indique Claudia

Ortoleva Bucher. L'idée est aussi de voir quels besoins n'ont pas pu être identifiés et les conséquences. » Pour ce faire, l'équipe de recherche a lancé une collecte de données à la fois qualitative et quantitative dans une dizaine d'EMS romands au printemps 2021. Cette démarche comprend plusieurs centaines de questionnaires et des dizaines d'entretiens. « Même au niveau international, à notre connaissance, aucune étude de ce genre n'a encore été menée, souligne Christine Cohen. À terme, nous souhaiterions utiliser les résultats pour développer des recommandations afin de mieux se préparer à une prochaine situation pandémique. Il s'agit aussi de relayer le vécu des aînés et de leurs proches au niveau politique à partir d'une démarche scientifique. »

Alors que les résultats seront publiés d'ici à 2022, les chercheuses ont déjà constaté la complexité des impacts du Covid-19 dans les EMS : « Tout n'a pas été noir, confie Claudia Ortoleva Bucher. Certains résidents ont apprécié le calme et la diminution des activités communautaires, pendant que d'autres ont pu s'initier aux nouvelles technologies et maintenir ainsi des liens plus étroits avec leurs petits-enfants. Le personnel s'est montré parfois très créatif, tout comme les proches. »

Des entreprises rapatrient leur production en Suisse tout en restant compétitives. Une utopie ? Depuis quelques années, cette voie devient possible moyennant certaines innovations. Des chercheur·es accompagnent l'industrie sur cette voie dans le cadre d'un projet neuchâtelois.

Produire moins cher en Suisse, c'est possible

TEXTE | *Muriel Sudano*

Un bijou unique, fabriqué sur mesure à côté de chez soi, le tout en quelques heures. Un artisanat industriel personnalisé, au prix des grandes séries, grâce aux technologies digitales. C'est le monde qui se dessine grâce à un prototype de micro-usine développé au MicroLean Lab, un projet piloté par la Haute École Arc Ingénierie de Neuchâtel – HE-Arc – HES-SO. Idéaliste ? Pas vraiment : cette idée sert actuellement de base à plusieurs équipes de la HE-Arc et aux entreprises qui prennent part à l'aventure pour révolutionner la fabrication microtechnique helvétique. L'enjeu : une production de proximité, plus écologique, plus cohérente, mieux adaptée aux besoins et, bien sûr, pas plus chère qu'une production de masse.

Adapter les outils et les chaînes de production

L'industrie microtechnique fait partie de l'ADN de la Suisse, notamment dans le

domaine de l'horlogerie. Mais pour usiner à la perfection des pièces de 2 grammes, elle utilise des machines démesurément grandes, à la mise en œuvre complexe, longue, et donc coûteuse. Une « aberration », selon les termes de Florian Serex, responsable du MicroLean Lab, à laquelle il entend remédier : « Nous voulons montrer que la haute précision est possible sur une machine non seulement beaucoup plus petite, mais aussi capable de gérer de façon autonome chaque processus, de l'usinage de la pièce à la personnalisation d'un décor, en passant par l'évacuation des copeaux au nettoyage. » La micro-usine permettra une production entièrement automatisée, gérée par une intelligence centrale qui coordonne un réseau de blocs technologiques interconnectés : fraiseuse cinq axes, imprimante 3D, station de décolletage, par exemple, que l'on peut programmer et configurer en fonc-

La micro-usine développée par Florian Serex et ses collègues permettra une production entièrement automatisée, gérée par une intelligence centrale qui coordonne un réseau de blocs technologiques interconnectés.



FRANÇOIS WAVRE | LUNDI13

tion de la demande. « C'est un peu comme un smartphone standard dans lequel on ajoute les applications dont on a besoin », illustre l'ingénieur neuchâtelois.

Pour son collègue Max Monti, responsable Partenariats et Valorisation à la HE-Arc, le MicroLean Lab doit conduire les industriels à repenser leur production et à entrer dans une logique de proximité. La demande pour des produits locaux et personnalisés, ainsi que la difficulté croissante à trouver de la main-d'œuvre qualifiée dans les pays à faibles coûts salariaux plaident en faveur de la re-localisation. Les enjeux sont bien sûr aussi écologiques. La petite taille de la micro-usine de la HE-Arc permet d'envisager une re-localisation vers des centres urbains : en rapprochant le lieu de production du lieu d'utilisation, on évite les allers-retours de matières, mais aussi le déplacement de personnel vers les périphéries. La consommation d'énergie est également réduite d'un facteur 100 par rapport à une machine standard. Enfin, finis les stocks qui dorment, on produit ce dont on a besoin : « Grâce à une méthode de production "légère", la micro-usine pourra fabriquer

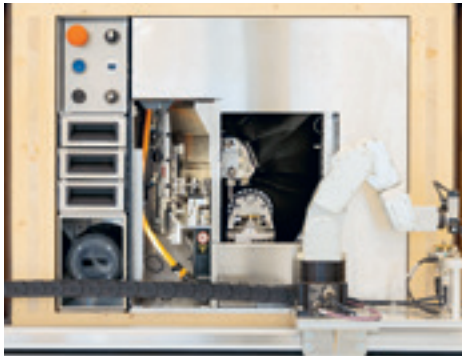
à la demande des petites séries et même des pièces uniques, à un tarif identique à celui de la production de masse, souligne Max Monti. Produire moins cher en Suisse, c'est possible. Mais il faut un outil et une chaîne de production adaptés. »

Des relocalisations qui dynamisent les territoires

Les ingénieurs de la haute école neuchâteloise ont constitué une communauté d'intérêt rassemblant plusieurs industriels de l'Arc jurassien : quatre grands groupes horlogers et une douzaine de PME. « Une belle dynamique se met en place entre nos partenaires, se réjouit Florian Serex. Ils s'organisent et discutent ensemble, même entre concurrents. Au début, nous devions les convaincre de participer. Aujourd'hui, nous redoublons d'efforts pour suivre leurs idées. » Les nouvelles technologies et la re-localisation des usines permettent de redynamiser tout un territoire. Thierry Bregnard, professeur à la HE-Arc Gestion, apporte son expertise en travaillant sur le modèle d'affaires du MicroLean Lab. Selon lui, les nouveaux outils de l'industrie 4.0¹ conduisent à des économies plus ouvertes. « On quitte l'économie de la propriété exclusive pour une économie de partage, souligne-t-il. Il faut peut-être imaginer ne plus vendre des équipements, mais les mettre à disposition dans le cadre de solutions globales et complètes. »

La micro-usine fait appel à l'automatisation plutôt qu'à une main-d'œuvre humaine, qualifiée et chère. Ses coûts d'exploitation sont donc réduits, ce qui est non seulement positif pour le porte-monnaie des clientes et des clients, mais rend aussi la fabrication accessible aux entreprises. Seul bémol à cette innovation : des métiers vont inéluctablement disparaître. « Les conséquences sur l'emploi, si cette transition est mal gérée, m'inquiètent évidemment, confie Florian Serex. Il est de notre devoir de questionner la société et les politiques pour que ces changements soient anticipés. Nous devons réfléchir à adapter les compétences, en particulier grâce à la formation continue. » Pour les ingénieurs

¹ L'industrie a connu plusieurs révolutions dans l'histoire. La première est en lien avec la machine à vapeur durant le XVIII^e siècle, pendant que la deuxième est amenée par l'électricité, la mécanique et le développement des transports. Dans le courant du XX^e siècle, la troisième révolution a lieu grâce à l'électronique et aux télécommunications. La quatrième révolution, en cours, transforme la façon dont les entreprises fabriquent leurs produits, en intégrant l'internet des objets ou l'intelligence artificielle.



SERGE-ANDRÉ MAIRE

Produire moins cher en Suisse, c'est possible. Mais il faut un outil et une chaîne de production adaptés, comme le MicroLean Lab. Cette micro-usine fonctionne à la manière d'un smartphone standard, dans lequel on ajoute les applications en fonction des besoins.

de la HE-Arc, pas question pour autant de manquer le virage 4.0 dans un pays comme la Suisse, qui dispose des ressources financières, autant que du niveau de formation et des technologies pour l'amorcer. Pour Max Monti, il s'agit de maîtriser cette nouvelle révolution industrielle, plutôt que de la subir. « Dans toute transition technologique, il y a des changements de compétences et d'affectations des ressources qui s'opèrent, rappelle également Thierry Bregnard. On

peut imaginer des transferts de compétences vers de nouveaux emplois, par exemple dans le domaine du développement durable ou de la protection de l'environnement. L'enjeu sera d'accompagner les personnes dont le métier va disparaître, en particulier les moins qualifiées. » Les trois experts restent sereins et rappellent que nous ne sommes pas obligés de tout automatiser non plus. Florian Serex conclut en souriant : « Il y aura toujours des artisans artistes chez les horlogers. » ◀





Le travail social hors murs se base sur une culture orale. Face à des situations de plus en plus complexes sur le terrain, la posture de ces spécialistes de la proximité doit être formalisée, selon Emmanuel Fridez, professeur à la Haute école de travail social Fribourg – HETS-FR – HES-SO et auteur d'une thèse sur la modélisation de l'action liée au travail de rue.

Les nouveaux défis des travailleurs sociaux de rue

TEXTE | Geneviève Ruiz

¹ «Travailleur social hors mur» est la nomenclature qui fait référence au niveau romand pour cette profession. Mais des particularités régionales existent dans l'usage courant. Dans le canton de Vaud, l'expression la plus souvent utilisée est «travailleur social de proximité». À Fribourg, on parle de «travailleur social de rue», dénomination qui fait également référence au niveau international.

Quand on dit «travailleur de rue», on pense souvent à des héros comme l'abbé Pierre ou, plus localement, à Mère Sofia ou à Jan de Haas... Des personnes qui ont œuvré en faveur des plus défavorisés dans une abnégation totale. Cela ressemble à cela, le métier de travailleur social de rue ?

Oui, cela peut y ressembler, avec quelques nuances bien sûr. Aller à la rencontre de populations marginalisées demande un engagement fort et permanent, qui comporte son lot d'incertitudes, voire de risques. La posture de la travailleuse sociale et du travailleur social hors murs (TSHM)¹ est non jugeante, non coercitive, non normative, et n'oblige pas l'adhésion des personnes qu'il contacte. Elle mobilise l'idée d'un accompagnement émanipateur et responsabilisant vers l'autonomie, par la construction d'un lien de confiance sur le long terme. Le travailleur peut aiguiller

vers des institutions. Il peut aussi informer la politique de certaines situations, dans le but de répondre à de nouveaux besoins. L'image de l'escargot permet de se rendre compte de cette posture spécifique : le TSHM porte en permanence le cadre institutionnel de son action *in situ*, il le fait vivre à travers sa présence.

Quelle est l'histoire des interventions de rue en Suisse romande ?

Des démarches vers les populations en situation de vulnérabilité ont émergé à Genève à la fin des années 1960. Elles se concentraient d'abord sur la toxicomanie et les scènes ouvertes de la drogue. Petit à petit, on a pu constater un développement de ce type d'intervention de l'ouest vers l'est de la Suisse, chaque canton développant ses propres modèles. Mais, dans le fond, la posture consistant à aller vers les plus démunies



FABRICE COFFRINI / AFP

Un groupe de mineurs non accompagnés pose devant l'Hôtel Bel'Espérance à Genève, en avril 2020. Cet établissement appartenant à l'Armée du Salut et qui reçoit habituellement des touristes, a décidé d'accueillir des personnes démunies suite à la pandémie de Covid-19 jusqu'à la fin de l'année 2021. En 2020, 535 mineures et mineurs non accompagnés ont déposé une demande d'asile en Suisse, dont plus de la moitié avaient entre 8 et 15 ans.

et démunis a toujours existé. Socrate rencontrait déjà les indigents et les indigents dans la rue au V^e siècle avant J.-C. Des démarches plus structurées sont néanmoins apparues au début du XX^e siècle aux États-Unis, en lien avec l'augmentation de la criminalité dans certaines banlieues. Ces réflexions sont arrivées en France après la Seconde Guerre mondiale, avant de se propager dans le reste de l'Europe. Ensuite, le travail social de rue s'est toujours adapté en fonction des évolutions sociales. Actuellement, il se focalise beaucoup sur les populations de jeunes qui passent sous le radar des institutions, ainsi que sur la délinquance.

Beaucoup de communes romandes ont désormais engagé « leur » travailleur social de rue. Une bonne chose ?

C'est un phénomène que nous observons depuis un peu plus de dix ans, en particulier dans le canton de Vaud, où une trentaine de communes ont engagé leur propre TSHM. Alors c'est évidemment bien que les politicien-nes tentent de faire quelque chose pour les populations marginalisées et pour les jeunes. Mais le problème de cette dispersion des travailleurs sociaux de proximité est qu'ils se retrouvent souvent dans une posture hiérarchique qui les place directement

La posture du travailleur social de rue n'oblige pas l'adhésion des personnes qu'il contacte, souligne Emmanuel Fridez. Elle mobilise l'idée d'un accompagnement émancipateur et responsabilisant vers l'autonomie, par la construction d'un lien de confiance sur le long terme.

GUILLAUME PERRET | LUNDI13



sous un politicien·ne, sans aucune interface institutionnelle. Ils doivent donc répondre à ses attentes, qui peuvent s'orienter vers une veine sécuritaire. Cela représente un gros enjeu pour notre profession.

Pourquoi est-ce que cela pose problème ?

Parce que cela peut placer le TSHM dans une posture délicate. Son travail ne vise pas à faire régner la sécurité, ni à devenir un indicateur pour la police. Il œuvre dans le lien de confiance, sur le long terme. Ainsi, il peut transmettre des informations ou faire réfléchir un groupe de jeunes en leur disant : « Attention, si vous continuez à faire autant de bruit, la police pourrait intervenir. » Mais il ne va pas leur dire d'arrêter de faire du tapage. Sa posture n'est fondamentalement pas normative, mais responsabilisante. C'est essentiel pour créer du lien avec des personnes marginalisées.

Les politicien·nes accueillent parfois les TSHM comme des « sauveurs » et attendent d'eux qu'ils résolvent des situations délicates. Cette posture peut s'avérer piégeante. Car les problèmes humains et sociaux ne se résolvent pas au moyen d'une baguette magique. Je connais des travailleurs de rue à qui des jeunes

ont commencé à confier leurs problèmes plus de sept ans après les avoir rencontrés. Et cela a par exemple permis à un braquage d'une station-service de ne pas avoir lieu, car un TSHM en qui le jeune avait confiance l'a fait réfléchir aux conséquences d'un tel acte.

On peut imaginer qu'il est difficile d'évaluer ou de contrôler les résultats d'un travailleur social de proximité...

C'est très complexe. Nous essayons de construire des outils qui vont dans ce sens. Cela va de pair avec la charte romande du TSHM, qui précise la posture de ce dernier. Ces métiers, de par leur histoire, ont été jusqu'à présent beaucoup basés sur l'oralité. Mais les évolutions récentes montrent que ce n'est plus suffisant et que nous devons poursuivre le travail sur la formalisation de ce champ d'intervention, afin de le protéger et de le faire reconnaître en coconstruisant un référentiel commun. Car lorsqu'un TSHM doit se « défendre » face aux demandes d'un politicien·ne – qui n'a souvent pas les mêmes objectifs que lui –, il n'y a actuellement pas d'interface professionnelle solide et reconnue par les différentes parties prenantes à laquelle il peut se référer. Cela le rend seul et vulnérable dans sa posture.

Et complique beaucoup son travail...

Effectivement, car il doit trouver des interstices pour assumer sa posture spécifique, ce qui est parfois difficile. Ce métier peut être assez usant. On ne compte pas ses heures, on travaille souvent le soir et les week-ends, on s'investit beaucoup dans certaines situations. Lorsqu'on y ajoute des exigences paradoxales et des contrats souvent précaires, à temps partiel et limités dans le temps, il y a sans surprise beaucoup de turnover. C'est inefficace lorsqu'on sait qu'il faut parfois deux ans pour tisser des liens dans des milieux difficiles d'accès.

Il y a donc un souci de reconnaissance de la profession ?

Vous savez, lorsque je travaillais dans les rues de Fribourg, un politicien local m'avait une fois dit : « Monsieur Fridez, vous êtes un

rigolo, vous allez boire des cafés avec les gens. Pourquoi devrais-je vous payer pour cela ? » Cela en dit long sur les préjugés et surtout la méconnaissance du travail social de proximité. Mais cela n'est pas nouveau. Durant mes recherches, je suis tombé sur un rapport des années 1970 qui disait déjà « ...Un travailleur de rue ne s'improvise pas. Il ne s'agit pas de se promener, le nez au vent, à la recherche des odeurs de haschich ou des pupilles contractées d'un amateur d'héroïne... » Mais c'est aussi aux TSHM de défendre leur profession et d'apprendre à dialoguer avec le monde politique.

Car ils ne se comprennent pas ?

Je constate souvent un fossé entre les travailleurs de rue et les politiques. Ils ne parlent pas le même langage, ne sont pas au contact des mêmes réalités. Mais cet écart n'est pas infranchissable ! À l'époque où je travaillais dans la rue, je tentais sans relâche d'argumenter face à des politicien·nes, qu'ils soient de droite ou de gauche. Je voulais leur faire comprendre les situations auxquelles je faisais face et les ressources dont j'avais besoin. Et j'ai parfois obtenu gain de cause. Il est essentiel que les TSHM acquièrent des outils et des compétences pour dialoguer avec les autorités. Nous devons développer des formations spécifiques pour eux au niveau des hautes écoles. Car leur rôle est aussi celui de lanceuses ou de lanceurs d'alerte. Ils possèdent des connaissances pointues qui leur permettent d'orienter efficacement les politiques publiques. Par exemple, une part croissante de jeunes sont tellement marginalisés qu'ils ne remplissent plus les critères pour accéder aux dispositifs d'apprentissage pour jeunes en difficulté. On doit leur apprendre à travailler avec des jobs encore plus faciles d'accès et avec des exigences adaptées. Des TSHM ont mis ce genre de programmes en place avec succès. Ils sont capables d'adapter les dispositifs aux singularités des situations des personnes. Sinon, des populations entières passent entre les mailles du filet. ◀

Tisser des liens avec les sans-abri

Le sociologue Marc Breviglieri a filmé les interventions des travailleuses et des travailleurs sociaux auprès des sans-abris lors de leurs tournées nocturnes à Paris. Ses observations de terrain ont permis à ce professeur de la Haute école de travail social de Genève – HETS – HES-SO de saisir les subtilités de l'intervention de ces professionnel·les qui doivent créer un lien de confiance avec des personnes dont les sens sont parfois altérés par le froid, l'ivresse ou le sommeil. Elles peuvent se montrer agressives ou, au contraire, totalement apathiques. « Ces interventions sont, en elles-mêmes, particulièrement délicates, car on se trouve face à une équivoque sur l'identité de l'hôte, explique Marc Breviglieri. Ici, c'est la ou le bénéficiaire qui accueille un service qui lui est offert. Mais qui accueille qui ? L'institution n'a plus le monopole de l'hospitalité, contrairement au guichet. La question de fond est donc éthique, elle touche au consentement mutuel et aux formes du non-consentement, dont le refus verbal n'est qu'une des formes. Mais alors, comment tendre vers l'horizon du consentement mutuel, lorsque l'éventualité même de l'échange interpersonnel s'est dissoute ? »

Les réponses esquissées par les travailleurs sociaux de rue se situent entre un tact professionnel subtil, un art de prendre soin et la création d'un chemin relationnel dans un mouvement dialectique entre rapprochement et éloignement. Se déplaçant en équipes qui comprennent le plus souvent une éducatrice ou un éducateur, une infirmière ou un infirmier et une chauffeuse ou un chauffeur, les maraudes créent une atmosphère permettant un consentement minimum aux soins en calmant l'humeur, en désamorçant les tensions et en se mettant sensiblement en syntonie. « La communication avec une personne sans-abri relève souvent du registre infra-langagier, indique le sociologue. Il s'agit d'un regard, d'un geste, parfois d'une expression nuancée. Les professionnelles – car il s'agit souvent de femmes – doivent utiliser leur flair

et leur sens de l'observation pour analyser rapidement une situation et un environnement, qui peut comprendre un animal domestique, des aménagements précaires, des badauds... »

La difficulté pour le travailleur social se trouvera parfois dans l'acceptation de sa propre impuissance. Comment aider lorsque tout espoir d'amélioration semble perdu ? Dans tous les cas, il doit, par sa posture, abaisser les seuils qui structurent habituellement son champ professionnel, comme les objectifs, les projets, les contrats. La temporalité de l'intervention de rue nocturne est autre, on se concentre sur le moment présent, permettre de survivre à la nuit par un soin, peut-être convaincre de se rendre dans un hébergement d'urgence. « Les professionnel·les composent en fonction des indices qu'ils reçoivent, ils construisent une enveloppe de confiance, explique Marc Breviglieri. Ils comprennent jusqu'où ils peuvent se rapprocher, tout en évitant l'emprise d'un registre paternaliste ou d'une posture misérabiliste. Les gestes de soins sont complexes malgré leur évidence : toucher la personne pour vérifier qu'elle n'est pas en hypothermie, l'aider à s'asseoir ou à articuler quelques mots pour élever à l'expression d'un besoin ce qui aurait pu rester à l'état mutique ou de cri furieux. Ce sont des compétences attentionnelles et sensibles qui sont mises en jeu. Et c'est sur ce point que l'école doit accentuer sa formation. » Car ce travail qui se réinvente tous les soirs, même dans une ville de moindre taille que Paris comme Genève, nécessite des capacités de réflexion pointues de la part des professionnel·les. D'autant plus que la population des sans-abri est extrêmement hétérogène : elle comprend des familles, des jeunes, des femmes, des personnes en bonne santé, d'autres moins, dont les trajectoires sont diverses.

Un patrimoine musical ancien, au cœur de l'identité populaire valaisanne, fait l'objet d'une étude. Il s'agit notamment pour les chercheur-es d'élucider le mystère entourant les racines de la tradition des fifres et tambours.

Les fifres, une tradition locale venue d'ailleurs

TEXTE | *Andrée-Marie Dussault*

¹ Hanns in der Gand était le pseudonyme de Ladislaus Krupski (1882 – 1947), folkloriste suisse qui a activement répertoire des musiques traditionnelles et folkloriques pendant la période d'entre-deux-guerres. De père polonais et de mère allemande, il aurait utilisé ce pseudonyme afin de gagner plus facilement la confiance de ses informateurs lorsqu'il recherchait des musiques dans des régions rurales.

Il est un survivant des instruments médiévaux, un des rares qui n'aient pas évolué. Dépourvu de toute finesse, il consiste simplement en un bout de bois percé de manière régulière, dont la tessiture se limite à deux octaves. C'est le fifre, une flûte dont la pratique est l'une des traditions populaires les plus anciennes du Valais et de la Suisse romande. Professeur d'analyse à l'HEMU – Haute École de Musique – site de Sion – HES-SO, Vincent Arlettaz se propose de démystifier les origines historiques de cet instrument fortement lié à l'identité populaire. Dans le cadre d'un projet de recherche axé sur le Valais, son équipe étudie le fifre dans une perspective à la fois historique, organologique, ethnologique et pédagogique. « La publication aura une rigueur scientifique, mais s'adressera aussi à un public large », indique-t-il. La tradition de jouer du fifre – qui touche à la fois l'identité culturelle de

la région, son histoire sociale et politique, ainsi que ses pratiques culturelles populaires – n'a pas encore fait l'objet d'une publication scientifique approfondie, fait valoir Vincent Arlettaz, lui-même hautboïste. Une seule étude sérieuse sur le sujet, menée par le folkloriste suisse Hanns in der Gand¹, est parue dans les années 1920. Elle décrit des coutumes ancestrales qui sont demeurées les mêmes jusqu'à aujourd'hui. Notamment, celle de jouer du fifre dans deux contextes particuliers : lors de la Fête-Dieu (*Corpus Domini*, soixante jours après Pâques) et du « vignolage » (le travail communautaire dans les vignes, au printemps). En effet, le chercheur souligne que la survie de l'instrument folklorique n'a jamais été en danger et qu'il est toujours bien vivant.

On sait aussi que chaque village avait sa clique de flûtistes et que le fifre était joué



Affiche de «Fifres et tambours», réalisée pour le café-concert l'Alcazar d'Hiver. Cet établissement parisien a ouvert en 1858 et disparu en 1902.



En haut à gauche, « Le Fifre », réalisé par le peintre Édouard Manet (1832-1883) en 1866. À sa droite se trouve l'un des modèles qui l'auraient inspiré : Amédée Renault, un enfant de troupe de la garde de Napoléon III.

En bas : Joueur de fifre animant le vignolage à Muraz sur Sierre, en 1942.

par les forains qui se déplaçaient au rythme de la transhumance, pour accompagner les travaux agricoles communautaires, « avec un p'tit coup de blanc ». « Or, de manière plutôt atypique concernant une région rurale, l'origine de la pratique du fifre n'est pas liée à l'activité pastorale », explique le chercheur. Elle remonterait aux mercenaires de la Renaissance ou encore à l'influence de corps de musique étrangers à l'époque napoléonienne, lorsque le Valais a été occupé par des troupes françaises et rattaché à l'État français.

« Le son aigu, perçant, qui porte loin pouvait s'entendre même durant une bataille,

indique Vincent Arlettaz. Il pouvait communiquer des informations militaires, des indications de manœuvre. » De sorte qu'autrefois, le fifre jouait un rôle beaucoup plus important que les cuivres dans la musique militaire, affirmait-il. La tradition des orchestres comptant des cuivres et des percussions – tels les fanfares ou les brass bands – s'est quant à elle, fortement développée ces cent dernières années. Comme le fifre, ces ensembles ont des origines militaires. « D'ailleurs, historiquement, les fanfares jouaient beaucoup de marches militaires », rappelle Yves Rey, chef du Service des hautes écoles du Valais, ancien Vice-recteur Enseignement de la HES-SO et tromboniste depuis trente-huit ans dans une fanfare. Chez lui, comme dans de nombreux cas, la fanfare est une affaire de famille. Et c'était encore plus le cas à l'époque. « Mes frères, mes cousins, plusieurs de mes amis y jouaient », raconte celui qui a aussi dirigé une fanfare pendant près de quinze ans. Aujourd'hui, le répertoire s'est élargi et se destine au grand public : les fanfares jouent des pièces originales, mais aussi des arrangements de musique actuelle (rock, jazz, latino, populaire...).

« Autrefois, les fanfares avaient aussi une forte connotation politique, souligne Yves Rey. Souvent, on en retrouvait deux par village. » Comme le fifre, la fanfare participe à la vie associative valaisanne et aux fêtes de village, et est encore bien en vie. Le Valais compte quelque 150 fanfares, « amateurs mais d'un excellent niveau, souligne Yves Rey. Il est d'ailleurs le canton où la qualité musicale non professionnelle est la plus élevée, avec de nombreuses premières places lors des concours nationaux. » Lorsqu'il a commencé, à 12 ans, ces ensembles étaient encore très masculins. Depuis deux-trois générations, les fanfares deviennent mixtes : désormais, dans les concours de solistes, environ 40-45% des participants sont des femmes. Au même titre que le fifre, la fanfare a un rôle de liant social important dans le développement de la communauté locale, plaide Yves Rey : « Elle est une école de vie. Elle suscite un sentiment d'appartenance, la solidarité, le partage. »

Promiscuité dans les habitations,
mais aussi davantage de comorbidités liées
aux modes de vie: les clusters de Covid-19
ont fait plus de victimes dans les quartiers
défavorisés, y compris en Suisse.

Crise sanitaire: mieux vaut être riche dans un pays égalitaire

TEXTE | *Stéphany Gardier*

Dès l'été 2020, des indicateurs ont donné l'alerte: l'impact sanitaire du virus SARS-CoV-2 était plus marqué parmi les populations déjà en situation de vulnérabilité. Ces inégalités sociales de santé ont depuis été confirmées, y compris en Suisse. Au-delà de ses seules conséquences sur la santé, le Covid-19 provoque aussi des dégâts socio-économiques majeurs qui accentuent l'écart entre les couches les plus favorisées et les moins aisées de la population. Or les experts sont formels: l'augmentation de ces inégalités conduit *in fine* à une dégradation de la qualité de vie de toutes les strates de la population. « La pandémie, qui est devenue une crise socio-économique, a mis en lumière une réalité que l'on préfère souvent ne pas voir, analyse Philippe Longchamp, chercheur à l'HESAV – Haute École de Santé Vaud – HES-SO et spécialiste en épidémiologie sociale. Le Covid-19 a placé la société face à

un miroir! Et cette crise qui dure depuis plus d'un an est en train d'amplifier les inégalités socio-économiques d'une manière inédite, à savoir en même temps et dans quasi tous les pays du globe. » Dès le début de l'épidémie, un gradient social de santé a été observé dans la plupart des pays touchés par la pandémie: « Au Royaume-Uni, il a été montré que les personnes des zones défavorisées meurent deux fois plus du coronavirus que dans les zones les plus favorisées, indique Philippe Longchamp. Ce chiffre a été retrouvé dans d'autres pays et le déséquilibre entre les couches sociales est aussi flagrant aux États-Unis, où les deux tiers des victimes du Covid-19 sont des personnes dont les revenus sont inférieurs au revenu médian. »

Des foyers dans les quartiers précaires

Ce phénomène se retrouve aussi à des échelles territoriales beaucoup plus locales,

Philippe Longchamp dénonce le mythe selon lequel la santé est une question de responsabilité individuelle. Les individus n'ont pas la santé qu'ils méritent, car ils n'ont pas tous accès à une alimentation saine, ni à un environnement permettant de faire de l'activité physique.



FRANÇOIS WAVRE | LUNDI 3

telles que les différents quartiers d'une même ville, comme le montre une étude publiée récemment dans *Frontiers in Public Health* par une équipe romande, coordonnée par Idris Guessous, des Hôpitaux universitaires de Genève, et Stéphane Joost, maître d'enseignement et de recherche à l'EPFL et professeur à l'Institut et Haute École de Santé La Source à Lausanne – HES-SO. Dès le début de la pandémie, ces chercheurs se sont intéressés à la question des inégalités sociales dans la diffusion du virus. « Rapidement, les données collectées dans le canton de Vaud ont montré que les zones précaires en milieu urbain étaient parmi celles où apparaissaient les premiers clusters de coronavirus, précise Stéphane Joost. À Genève, nous avons suivi l'évolution de clusters épidémiques plus précisément. Nous avons constaté qu'un foyer de Covid-19 avait beaucoup plus de chances de persister dans les zones défavorisées de l'agglomération. » Les données montrent qu'après deux mois, il ne reste plus que 30% des foyers infectieux dans les zones les plus aisées de la ville, contre 85% dans les zones défavorisées.

La densité de population, et par conséquent la promiscuité, caractéristique des quar-

tiers les plus précaires, favorise la diffusion du virus. Mais cet environnement de vie a aussi un impact sur l'état de santé des populations qui y vivent. « Il faut sortir du mythe de la responsabilité individuelle qui voudrait qu'on ait la santé qu'on mérite, dénonce Philippe Longchamp. On sait que de nombreux facteurs liés à l'environnement de vie des plus précaires agissent directement sur leur santé. » L'exposition plus importante au bruit, par exemple, est connue pour augmenter le risque d'hypertension ou de troubles métaboliques. S'y ajoutent le manque d'accès à de la nourriture saine, l'impossibilité de faire de l'activité physique et bien d'autres facteurs qui concourent à un état de santé moins bon que dans les zones plus favorisées. « Nous savons que le diabète et l'obésité, facteurs de risque de formes sévères du Covid-19, sont plus fréquents au sein des populations précaires, résume Stéphane Joost. L'épidémie prend alors le visage d'une "syndémie", c'est-à-dire une rencontre entre le virus et d'autres maladies chroniques, ce qui augmente son impact. »

Les sociétés inégales plus vulnérables

Le coût humain de la pandémie de Covid-19 aux USA montre bien que la seule richesse d'un pays n'est pas suffisante pour protéger efficacement les populations. « L'une des raisons pour lesquelles les États-Unis ont été touchés par le plus grand nombre de cas et de décès est qu'ils ont l'un des niveaux de santé moyens les plus faibles des grandes économies développées (...) et les niveaux les plus élevés de disparités en matière de santé », soulignait Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, dans la revue du Fonds monétaire international, publiée en automne 2020. Les États-Unis affichent un indice de Gini (voir encadré) proche de 0,4, ce qui le place parmi les pays les plus inégalitaires de l'OCDE, derrière la Turquie. En Suisse, l'index de Gini avoisine 0,3 pour les inégalités de revenus mais 0,9 pour ce qui concerne la répartition des richesses. « Les plus favorisés l'oublient souvent, mais les inégalités ont des conséquences pour toutes les couches de la société, rappelle Philippe Longchamp. Dans les États américains les plus inégalitaires, le taux de mortalité due au Covid-19 était doublé par rapport aux autres États. » Dans les

CHARLIE CLIFT



pays de l'OCDE, il a été montré qu'une augmentation de l'indice de Gini de 1% se traduit par une augmentation de la mortalité due au coronavirus de 5%. Plus généralement, quand l'index est au-delà de 0,3, une augmentation de 5% serait associée à 9% de surmortalité globale, soit quelque 6'100 décès de plus par an en Suisse. « En étant un peu caricatural, on pourrait dire que mieux vaut être pauvre dans un pays égalitaire, que riche dans un pays inégalitaire », résume Philippe Longchamp.

La réduction des inégalités sociales représente un vaste enjeu et ne peut passer que par des décisions politiques fortes au niveau des États. Mais des pistes sont envisageables à l'échelle des cantons ou des agglomérations urbaines pour lutter contre ces inégalités. Parmi elles, l'augmentation de la mixité socio-économique des villes, qui concentrent plus de 80% de la population. « Outre les

bénéfices de vivre dans un environnement social plus riche, il y aurait aussi un cercle vertueux qui favoriserait les comportements plus sains, par mimétisme avec les populations plus favorisées », rappelle Stéphane Joost. Revoir les plans d'urbanisation pour limiter la fragmentation induite par le réseau routier serait un premier pas, estime le chercheur : « Faire émerger des connexions entre les quartiers et leurs habitantes et habitants est nécessaire. Nous avons toutes et tous à y gagner ». ◀

Quantifier les inégalités

Pour étudier l'évolution des inégalités, il est nécessaire de les quantifier. Pour cela, plusieurs indices et coefficients ont été élaborés. L'indice de Gini est utilisé depuis la fin du XIX^e siècle par les sociologues pour mesurer le degré d'inégalité (de revenus, de niveaux de vie, de répartition des richesses) dans une population. Dans un système parfaitement égalitaire, l'indice de Gini vaut 0 et en cas d'inégalité extrême, il vaut 1.

Durant la pandémie de Covid-19, le photographe Charlie Clift a décidé de s'engager bénévolement dans la banque alimentaire de son quartier londonien. Alors que la fréquentation de ce lieu ne cessait de croître, il a décidé de le photographier au quotidien pour montrer notamment le travail des héroïnes et des héros qui donnent de leur temps pour soutenir leur communauté.





La proximité des uns n'est pas celle des autres. Loin d'être universelle, cette notion est construite socialement. Cela a déjà été mentionné à plusieurs reprises dans ce dossier : la proximité est relative et dépend d'un point de vue. À partir de quand ou quoi quelque chose est-il qualifié de proche ? La Lune est près de la Terre, mais éloignée de mon balcon.

Dans les années 1970, l'anthropologue américain Edward T. Hall avait créé un champ de recherche appelé « proxémie ». Il avait analysé les distances physiques en fonction du type de rapport qui liait les individus au centimètre près : intime (entre 15 et 40 cm), conversation particulière (entre 45 et 125 cm), avec des amis ou des collègues (entre 1,20 m et 3,60 m) ou public (supérieur à 3,60 m). Il en avait conclu que les bulles spatiales variaient en fonction des cultures. D'autres études avaient montré par la suite que les espaces interactionnels étaient bien plus flexibles, qu'ils étaient souvent renégociés en fonction des circonstances et qu'ils dépendaient de multiples facteurs comme le genre ou la classe sociale.

P O S T F A C E

Ma proximité n'est pas la vôtre

Geneviève Ruiz, responsable éditoriale d'*Hémisphères*

L'appartenance à une classe sociale ou à une communauté peut aussi induire des différences et des inégalités en termes de proximité géographique. Il y a les prix exorbitants de l'immobilier dans tous les centres-villes. Mais pas seulement : chaque année, des milliers de personnes réfugiées tentent de se rapprocher des pôles de richesse et de production que sont les métropoles européennes. La question de l'accès physique à certaines ressources reste donc centrale, en particulier pour les plus démunis, même à l'heure de la virtualisation massive de la société. Quant à la pandémie, elle a inversé ce rapport : il s'agissait plutôt d'éviter la contagion et la promiscuité. Là encore, celles et ceux qui ont été en mesure de télétravailler depuis leur résidence secondaire ont été sans aucun doute privilégiés par rapport aux personnes qui devaient se rendre quotidiennement à leur travail en transport public.

La proximité géographique, tout comme la capacité d'échapper aux contraintes spatiales ne sont pas équitablement distribuées. Quant aux prix du commerce basé sur les circuits courts, ils ne sont pas non plus abordables pour tous les budgets. On l'aura compris : l'accessibilité du proche n'est pas la même pour tous et il faut se garder des raccourcis, même séduisants, dans ce domaine. ◀

ARTS VISUELS

76 | La mode inclusive, une niche aussi vaste
que le monde

INGÉNIERIE

80 | La qualité de l'air intérieur est trop souvent négligée

MUSIQUE ET ARTS DE LA SCÈNE

82 | Quand les artistes vont à la rencontre
des groupes précarisés

F O C U S S U R S I X R E C H E R C H E S H E S - S O

TRAVAIL SOCIAL

84 | Certaines personnes ont plus de risques
d'être victimes de catastrophes naturelles

ÉCONOMIE ET SERVICES

88 | Des subventions pour régénérer les forêts

SANTÉ

90 | En Suisse, croquer dans un ver de farine n'entre
pas dans le domaine de l'acceptable

Texte Nic Ulmi

La «mode inclusive», une niche aussi vaste que le monde

Revendiquée et coconstruite par des personnes en situation de handicap, l'inclusivité dans l'industrie vestimentaire propose de nouvelles manières d'allier confort et style.

«**L**e diktat de la mode». Cette formule, devenue cliché, épingle la puissance d'injonction d'une industrie face à laquelle il ne semblait longtemps n'y avoir que deux choix : s'adapter pour lui correspondre, ou s'y soustraire en assumant à jamais d'être démodé. Une communauté littéralement hors norme s'emploie aujourd'hui à retourner la situation, enjoignant à la mode de changer. Son objectif est l'avènement d'une «mode inclusive» qui, sans cesser d'être *fashionable*, s'adapterait au vaste éventail de la diversité humaine, et aux situations de handicap en particulier.

«Une des raisons pour lesquelles ce questionnement prend de l'ampleur est le fait que la parole des activistes, notamment à travers les réseaux sociaux, trouve un écho qu'auparavant les médias ne lui accordaient pas», relève Teresa Maranzano de l'association ASA-Handicap mental, responsable du programme Mir'arts de promotion des artistes en situation de handicap et co-rédactrice de *Tu es canon*, blog suisse de référence pour la mode inclusive. L'enjeu ? «La mode possède ce pouvoir immense de donner aux personnes qu'elle représente dignité, beauté et visibilité. Il s'agit donc d'un outil précieux pour faire glisser vers le devant

de la scène des personnes qui ont été marginalisées en raison de leur différence, et pour leur donner une place dans la société.»

Entre deux colloques à Genève sur la question, en septembre 2020 et mai 2021, l'association a été mandatée par la Haute école d'art et de design – HEAD – Genève – HES-SO, pour mener un workshop destiné à toutes les filières de l'école. «En présentant la problématique au groupe participant, j'ai souligné la différence entre intégrer et inclure», note Natalia Solomatine, professeure de design mode à la HEAD – Genève.

TOMMY HILFIGER

La marque américaine Tommy Hilfiger a lancé en 2016 la gamme Tommy Adaptative pour répondre aux besoins des personnes en situation de handicap. Trois solutions principales sont intégrées : les fermetures à aimant ou velcro, les élastiques pour adapter manches et pantalons, ainsi que la possibilité d'enfiler les habits de différentes manières.



Sinéad Burke est une blogueuse, influenceuse et militante irlandaise. Atteinte d'achondroplasie, cause la plus fréquente des nanismes d'origine génétique, elle est très active dans le monde de la mode et du design depuis une quinzaine d'années.

DUKAS/EYEVIN/SARAH DOYLE

La danseuse et psychologue Maud Leibundgut a été invitée par les organisateurs du workshop « Mode inclusive entre design et mouvement ». Elle raconte être confrontée depuis son enfance à des difficultés pour s'habiller et se déshabiller et avoir renoncé à chercher des vêtements qui lui plaisaient. Les possibilités de la mode inclusive lui ont permis de réfléchir à l'expression de sa féminité.



NIKE

Les Go FlyEase, modèle de baskets sans lacets de Nike, sont un exemple du *Design for All*, phénomène selon lequel de nombreuses innovations techniques conçues au départ pour répondre à des besoins spécifiques ont ensuite été intégrées par le plus grand nombre.



HEAD/MICHEL GIESBRECHT





HEAD/MICHEL GIESBRECHT

Citant l'anthropologue français Charles Gardou, auteur en 2012 de l'ouvrage *La société inclusive, parlons-en !*, l'enseignante oppose l'intégration, où les « éléments extérieurs » doivent s'adapter pour s'intégrer, à l'inclusivité, qui implique que la mode dans son ensemble modifie son fonctionnement et se flexibilise pour s'adapter à des besoins et identités qui ne collent pas au cadre étroit de ses standards.

Pousser les grandes marques vers l'inclusivité

La différence est de taille. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle niche pour un public « spécial », mais de mettre en question les

pratiques d'un secteur économique dominé jusqu'ici, rappelle Natalia Solomatine, « par la globalisation et la *fast fashion* ». Avant cette standardisation, la mode était en effet plus inclusive, du moins en termes de tailles, plus adaptée aux différentes morphologies. Plus en amont dans son histoire, une rupture s'était produite entre style et confort. « Le type de coupe qui s'est imposé dans la *fast fashion* a pour base le corsage, introduit au XVIII^e siècle, qui tranchait avec l'habillement traditionnel. Auparavant, les chemises paysannes étaient coupées avec un gousset sous la manche, une pièce de tissu insérée dans la couture qui donnait de l'aisance au vêtement », détaille la professeure. Le retour de cette aisance est au cœur de l'argumentaire de Teresa Maranzano : « Tout design conçu pour faciliter la vie quotidienne des personnes qui ont différents types de besoins ou de handicaps représente un design utile pour tout le monde. » Le défi pour les designers porte dès lors sur la manière de

réussir le grand écart entre créer pour tout le monde et créer pour des besoins individuels ciblés, car, note Natalia Solomatine, « le handicap de chaque personne est particulier ».



Cet artiste fait partie de la compagnie « Drag Syndrome », première troupe de drags réunissant des personnes trisomiques. Elle a été créée en 2018 par le chorégraphe britannique Daniel Vais, pour qui ses membres sont des artistes accomplis, qui ne se définissent ni par le handicap, ni par la déficience intellectuelle.

Comment fait-on pour créer de la mode inclusive ? « L'aspect central consiste à travailler de concert avec les personnes auxquelles on s'adresse, précise Teresa Maranzano. On se trouve là dans un processus de coconception et de cocréation. C'est également le cas dans les expériences de design inclusif qu'on voit apparaître, de plus en plus, dans les collections des grandes marques. » Qu'est-ce qui pousse les entreprises à cette ouverture ? « Les premières expériences pionnières ont eu lieu aux États-Unis en lien avec le nombre de soldats qui revenaient de guerre avec des handicaps lourds. Aujourd'hui, les personnes concernées font remonter leurs demandes à travers des blogs, des groupes de parole, des événements... Derrière les innovations portées par les grandes marques, on trouve aussi souvent des fondations qui apportent des moyens financiers pour la recherche et le développement technologique. »

Parfois, c'est une confrontation personnelle qui est à l'origine d'une telle vocation, comme pour le Londonien Craig Crawford, stratège dans

l'industrie de la mode qui s'est retrouvé en situation de handicap après avoir contracté le Covid-19. Il développe aujourd'hui un projet inclusif avec la designer zurichoise Verena Ziegler. Parmi les facteurs qui peuvent motiver l'industrie à prendre le tournant inclusif, on citera enfin un marché potentiellement massif. En Suisse, les chiffres officiels dénombrent 1'700'000 personnes en situation de handicap, soit un cinquième de la population. Un tel chiffre confère une ampleur supplémentaire à l'idée que la mode inclusive représente à la fois le bien pour une minorité et pour tout le monde. « L'inclusion ne constitue jamais une contrainte pour la société, mais une ouverture », conclut Teresa Maranzano,

Du design thinking aux chaises pour EMS

Au-delà de la mode, le design en général est engagé dans l'exploration de l'inclusivité. « L'effervescence actuelle est liée à celle du *design thinking*, une méthodologie dont la première étape vise à comprendre les besoins des utilisateurs en créant de l'empathie, explique Luc Bergeron, professeur de design à l'ECAL/Ecole cantonale d'art de Lausanne – HES-SO. Il s'agit ensuite de tester rapidement des prototypes et d'ajuster le résultat à travers une série d'itérations réalisées avec les utilisateurs. » Cette approche permet d'inclure dès le départ des destinataires aux besoins particuliers, liés à l'âge ou à un handicap : « En suivant des méthodes plus traditionnelles, on développait d'abord le produit et on le modifiait éventuellement après-coup pour répondre à ces demandes. »

À partir d'un usage ciblé, le design inclusif vise idéalement à s'adresser à tout le monde. « Si on crée des produits trop spécifiques, le risque est que les destinataires se sentent stigmatisés, indique le designer. D'autre part, ce qu'on développe pour et avec ces utilisateurs particuliers fonctionne en général avantageusement pour le plus grand nombre. » Bonne nouvelle, les jeunes designers révèlent une sensibilité croissante à ces questions. « L'année dernière, une étudiante a par exemple proposé un projet de chaise pour les maisons de repos, qui s'est révélé aussi intéressant esthétiquement que sur le plan fonctionnel, raconte Luc Bergeron. Celle-ci aurait sa place dans votre salon. » ►

Texte Clément Etter

« La qualité de l'air intérieur est trop souvent négligée »

L'air intérieur est cinq à dix fois plus pollué que l'air extérieur. En cause, des colles de matériaux de construction, la fumée de cigarette, des virus, des moisissures, des allergènes d'animaux ou encore des particules fines.

Les membres d'un foyer peuvent modifier leur comportement pour réduire sa pollution. Mais la question de la qualité de l'air intérieur devrait être davantage prise en compte lors de la conception, puis de la construction des édifices. Pour Joëlle Goyette Pernot, professeure à la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg – HEIA-FR – HES-SO, la santé globale passe aussi par des bâtiments adaptés.

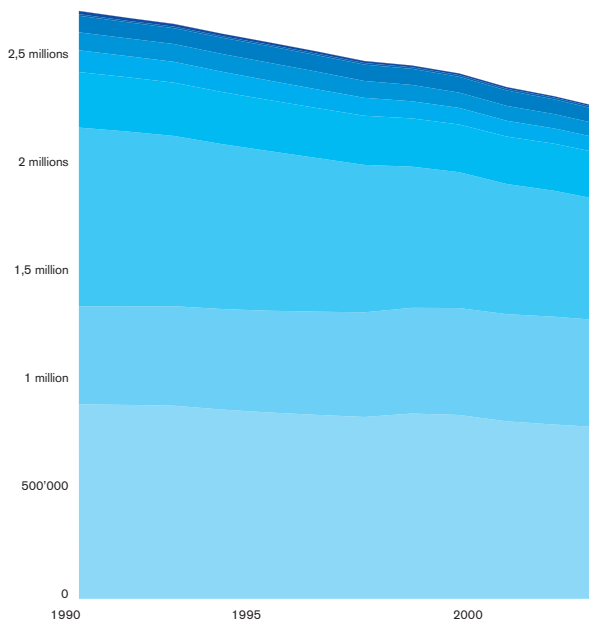
Quels sont les polluants que l'on retrouve le plus dans l'air intérieur ?

Ils sont très variés. On trouve des polluants chimiques, comme les composés organiques volatiles (COV). Ils sont associés à certains parfums, aux hydrocarbures et aux aldéhydes, dont le formaldéhyde. Ce dernier se dégage des colles et résines des matériaux de construction, ainsi que de la fumée de cigarette ou d'encens. Il existe aussi des polluants d'origine biologique, comme les bactéries, les virus, les champignons (moisissures), et des allergènes d'animaux

Décès dus à la pollution atmosphérique des ménages, par région, de 1990 à 2017

Nombre annuel de décès prématurés dans le monde, attribués à la pollution atmosphérique des ménages. Elle est principalement due à l'utilisation de combustibles solides pour la cuisine et le chauffage.

- Amérique du Nord
- Europe de l'Ouest
- Océanie
- Afrique du Nord et Moyen-Orient
- Reste de l'Europe
- Amérique latine
- Asie du Sud-Est
- Extrême-Orient
- Afrique subsaharienne
- Asie du Sud



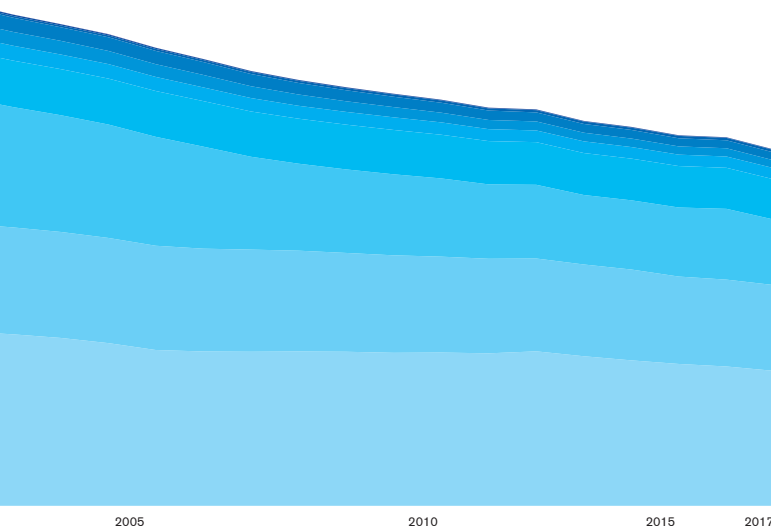
domestiques. Finalement, on trouve des polluants d'origine physique, dont les particules fines, les fibres comme l'amiante, et le radon, un gaz radioactif naturel.

D'où viennent-ils ?

Les sources sont nombreuses. Elles peuvent être liées à l'environnement extérieur dans lequel se situe le bâtiment. Selon qu'on se trouve en ville, à proximité d'un milieu industriel ou rural, on détectera à l'intérieur une signature des polluants de l'extérieur. Le radon, lui, est présent dans le sol et s'infiltre dans les bâtiments peu étanches, en contact avec le terrain. Une autre source importante de pollution peut provenir du bâtiment lui-même. En cause, les matériaux de construction et d'aménagement intérieur, les installations techniques et les éventuels défauts de conception et de maintenance. Les habitantes et les habitants sont aussi responsables de la présence des polluants, par leur manière de vivre et les produits qu'ils consomment, par exemple pour le nettoyage, le bricolage ou comme cosmétiques.

Quels sont les impacts de la pollution de l'air intérieur sur la santé ?

Cela dépend des types de polluants présents, de leur concentration et de la durée d'exposition. Certains peuvent induire des irritations



2005

2010

2015

2017



GUILLAUME PERRET | LUNDI 13

des voies respiratoires et des yeux, des troubles cardiaques, des céphalées, une perte de tonus musculaire ou des maux de tête. D'autres sont neurotoxiques, perturbateurs endocriniens, ou encore cancérigènes, comme le radon ou le benzène. À part pour le radon, il n'existe pas de réglementation sur la qualité de l'air intérieur dans l'habitat en Suisse.

Seules deux recommandations de l'Office fédéral de la santé publique fixent des valeurs à ne pas dépasser pour le formaldéhyde et les COV totaux. La valeur de l'ensemble des COV ne donne toutefois pas d'informations sur la toxicité de l'air, mais seulement une indication de la charge en polluants.

Pourquoi la pollution est-elle plus concentrée dans les foyers ?

Cela vient du fait que les bâtiments ont tendance à être de plus en plus isolés, pour des questions d'économie d'énergie. Il y a donc un grand risque que les polluants s'accumulent, surtout si un renouvellement de l'air indépendant de l'occupant n'a pas été pris en compte. Nous constatons d'ailleurs une dégradation de la qualité de l'air des bâtiments rénovés sur le plan énergétique, en comparaison avec des bâtiments plus récents équipés de systèmes de ventilation.

Peut-on repérer les polluants ?

Des symptômes de mal-être dans un en-

vironnement intérieur peuvent alerter sur une éventuelle exposition à des polluants, surtout si ces symptômes disparaissent une fois qu'on a quitté les lieux. Une analyse de l'air intérieur permettra d'identifier dans une certaine mesure les molécules présentes. Mais il sera difficile de remonter précisément jusqu'à la source du polluant original, car certains composés peuvent se combiner dans l'air pour former de nouveaux polluants. Concernant le radon, la seule manière de le détecter est d'effectuer des mesures, car il est imperceptible et les symptômes n'apparaissent qu'après quinze à vingt ans d'exposition.

Comment purifier l'air intérieur ?

L'habitant peut prendre certaines mesures. Par exemple, remplacer les produits d'entretien parfumés par des produits naturels comme le vinaigre ou le savon noir, et limiter l'usage d'encens et de bougies parfumées. La recommandation d'ouvrir les fenêtres en grand 3 ou 4 fois par jour pendant dix minutes pour aérer est aussi utile, mais ce n'est pas suffisant. Sur le long terme, il est indispensable d'intégrer de manière systématique un concept de renouvellement de l'air qui soit adapté au bâtiment pour qu'il ne dépende pas uniquement de l'habitant. La sensibilisation aux bonnes pratiques et la formation sont aussi très importantes, tant pour les habitants que pour les professionnel·les du bâtiment. ■

Joëlle Goyette Pernod explique que la recommandation d'ouvrir les fenêtres 3 ou 4 fois par jour pendant dix minutes pour aérer est utile, mais n'est pas suffisante.

Texte Katja Remane

Quand les artistes vont à la rencontre des groupes précarisés

Pendant longtemps, la démocratisation culturelle consistait à abaisser les tarifs et décentraliser les institutions. Mais cela ne suffit pas à rendre la culture accessible à des personnes de milieux défavorisés. C'est pourquoi des artistes cocréent désormais des œuvres avec elles.

Thierry Weber est responsable du projet «Création partagée», dont l'objectif est une production commune avec des personnes illettrées.

L'art collaboratif, dont les origines remontent aux années 1960, est un vaste domaine qui englobe les cocréations entre plusieurs artistes ou avec d'autres personnes. L'idée est d'instaurer un dialogue entre les artistes et leur public. Cette création participative veut aussi démocratiser la culture financée par l'argent public. Des médiatrices et des médiateurs culturels accompagnent alors des personnes de groupes sociaux qui n'ont pas ou peu d'accès à la culture. C'est dans cette perspective qu'est né le projet Création Partagée, dont l'objectif est une production commune avec des personnes illettrées. Née d'un partenariat entre l'HEMU – Haute École de musique Vaud Valais Fribourg – HES-SO, La Manufacture – Haute école des arts de la scène à Lausanne et l'association La Marmite, cette recherche analyse un parcours culturel conçu pour les membres de l'association Lire et Écrire. Au départ, cinq sorties culturelles et 14 rencontres avec des artistes et chercheurs étaient prévues sur une année. Les personnes d'un groupe travaillant sur la thématique de la forêt allaient par exemple

visiter des bois à l'Arboretum d'Aubonne, voir une pièce au Théâtre de Vidy et rencontrer un anthropologue spécialiste du rapport entre biologie et savoirs traditionnels, le tout étant encadrés par une médiatrice culturelle, un chef d'orchestre et un metteur en scène. Mais la crise sanitaire a obligé les actrices et acteurs du projet à s'adapter : «Nous recomposons le projet de semaine en semaine», précise la psychologue et musicienne Angelika Güsewell, directrice de la recherche à l'HEMU. Cette flexibilité et cette capacité à se réinventer sont par ailleurs intégrées dans la formation des artistes, car les métiers de la musique sont en constante mutation.» Les activités ont donc commencé «par des balades dans la nature, avec deux groupes de trois



FRANÇOISE WAVRE | LUNDI 13



Le projet «Création partagée» analyse un parcours culturel conçu pour les membres de l'association Lire et Écrire : des balades dans la nature et diverses sorties, dont le but est d'alimenter une banque de données sonores.

personnes munies d'un casque audio pour leur faire découvrir la musique classique», détaille Thierry Weber, responsable du projet, chef d'orchestre et professeur de médiation de la musique à l'HEMU. Le but était d'enregistrer des sons, que nous allons travailler via une application numérique. Des sorties culturelles permettront ensuite d'alimenter une banque de données sonores.» Ces sons serviront à la création d'un scénario réalisé avec le metteur en scène Jean-Daniel Piguet, formé à La Manufacture.

Les artistes impliqués dans le projet Création partagée possèdent un large éventail de compétences, qui vont de l'interprétation à la recherche, de la pédagogie à la médiation. «Pour être un bon médiateur culturel, il faut beaucoup de souplesse et de sensibilité intellectuelle, afin de toucher un public qui n'a pas l'habitude d'aller au théâtre ou de se confronter à la danse et à la musique classique», constate Mathieu Menghini, professeur à la Haute école de travail social de Genève – HETS – HES-SO et fondateur de La Marmite. Son ambition consiste à démocratiser la culture financée par l'argent public, en offrant des parcours culturels à des personnes défavorisées : «Issues du quart-monde, toxicomanes, décrocheuses scolaires, elles nous retournent leur expérience existentielle, souvent infiniment riche. Les médiateurs recueillent ces trésors dans

des carnets de bord. L'idée est de cristalliser la créativité et les représentations populaires grâce à une collaboration avec des artistes professionnels.» L'échange va donc dans les deux sens. Tous les parcours culturels sont planifiés sur une année, car seule la durée permet de créer du lien avec ces groupes précarisés. La Marmite fait notamment appel à des professeur-es des hautes écoles en tant que modérateurs ou intellectuels, ainsi qu'à des médiateurs culturels et sociaux. «Pendant des décennies, la démocratisation culturelle s'est appuyée sur deux grandes actions, abaisser les tarifs et décentraliser les institutions, explique Mathieu Menghini. Or on s'aperçoit à travers les statistiques que ça n'a pas fait bouger beaucoup les pratiques culturelles des classes les plus populaires. Ce sont des conditions nécessaires, mais non suffisantes. La médiation culturelle est une démocratisation culturelle améliorée, qui prend en compte les obstacles qu'on a sous-estimés jusque-là.» À titre d'exemple, il cite le sentiment d'indignité face à la culture et celui d'inaptitude, face à une création qu'on ne comprend pas. ▀

TROIS QUESTIONS À

Stéphane Kropf

Pour cet artiste, responsable du Bachelor arts visuels à l'ÉCAL/Ecole cantonale d'art de Lausanne – HES-SO, l'art se doit d'être bienveillant avec son public.

Que vous évoque la médiation culturelle ?

L'idée de base de la médiation culturelle est bonne. Je pense que s'il y a besoin d'un médiateur entre l'œuvre et le public, c'est soit l'artiste qui a mal fait son travail, soit le public, mais je caricature un peu. En tant qu'artiste, on doit être bienveillant avec son public, on doit le prendre par la main, parce que personne ne va voir de l'art pour être maltraité.

Quelle est la place de l'art collaboratif dans les arts visuels ?

L'art est collaboratif au départ c'est une collaboration entre les artistes et le public. La création partagée est très présente dans les arts visuels, presque trop. Il faut aussi faire la différence entre les collectifs d'artistes et les groupes informels. Mais en même temps, toutes les formes de collaboration qui peuvent renverser les organisations pyramidales et cherchent d'autres formes de pouvoir, dans l'art et ailleurs, sont essentielles.

Qu'entendez-vous par collaboration artistique «informelle» ?

L'art est perpétuellement en mouvement. Les groupes se créent, se font et se défont selon les opportunités. Certaines collaborations s'établissent pour des projets spécifiques, à plus ou moins long terme. Mais ce n'est pas inscrit.

Texte Martine Brocard

Certaines personnes ont plus de risques d'être victimes de catastrophes naturelles

Les individus en situation de précarité sont particulièrement vulnérables face au changement climatique et risquent de subir des inégalités supplémentaires. Les travailleuses et travailleurs sociaux entament une réflexion pour faire face à ces défis.

Tristan Loloum souhaite intégrer les thématiques du changement climatique, de l'environnement et de la transition énergétique au sein du travail social. Selon ce professeur à la HES-SO Valais-Wallis – Haute Ecole de Travail Social – HETS, son domaine a un rôle à jouer pour plaider la cause de la justice climatique.

Quel lien peut-on faire entre travail social et changement climatique ?

Le changement climatique constitue une menace pour la cohésion sociale. Les personnes les plus précaires socialement sont souvent les plus vulnérables face au changement climatique, dont les effets peuvent en retour accroître la pauvreté et les inégalités. C'est donc assez logique que les travailleurs sociaux se sentent concernés pour aider les populations plus fragiles et accompagner des changements collectifs indispensables.

Deux femmes se frayent un chemin dans une rue pleine de débris, le 26 mars 2021, après le passage d'une tornade dans le comté de Coweta, en Géorgie (États-Unis).

Un feu de forêt produit un gigantesque nuage de fumée à Loèche (VS) le 14 août 2003. Les feux de forêts ont été nombreux cet été-là, causés principalement par la sécheresse, la négligence humaine et la foudre.

Depuis quand ce cercle vicieux est-il plus clairement apparu ?

Le changement climatique est relativement récent comme question sociale, mais l'environnement est présent depuis longtemps en filigrane de l'intervention sociale, par exemple à travers la notion de « personne dans l'environnement », qui remonte au début du XX^e siècle. Depuis une vingtaine d'années, l'idée d'un « travail social environnemental » tend à s'imposer comme un nouveau paradigme, en particulier aux États-Unis. En Europe, cette thématique est plutôt abordée sous l'angle du territoire, de « développement local ».

Le changement climatique crée donc des inégalités sociales...

Oui, à la fois parce que les populations sont diversement touchées en fonction de leur localisation, mais aussi parce qu'elles n'ont pas le même niveau de protection, ni les mêmes capacités à faire face.

Quels exemples peut-on citer ?

En France, la canicule de 2003 a surtout fait des victimes au sein des personnes âgées, en particulier des femmes âgées. Outre-Atlantique, l'ouragan *Katrina* est souvent cité en exemple par les travailleurs sociaux, car il a majoritairement touché les populations afro-américaines qui vivaient dans des zones inondables mal protégées, difficiles d'accès, où les secours ont tardé à arriver. En Suisse, on peut citer l'éboulement de Bondo qui, en 2017, a bouleversé les vies de toute une vallée des Grisons. Au niveau des populations, il y a par exemple les gens du voyage qui sont plus exposés aux températures extrêmes, du fait de leur habitat. Ou encore les agricultrices et agriculteurs qui se trouvent en première ligne.

Y a-t-il un profil type de personnes vulnérables en matière de changement climatique ?

Les femmes, les classes populaires et les minorités ethniques sont les groupes les plus vulnérables de par leurs conditions économiques, de logement, leur position sociale. Ces catégories ont statistiquement plus de risques d'être victimes de catastrophes naturelles que les autres, car elles disposent généralement de moins de ressources pour



JOHN SPINK/ATLANTA JOURNAL-CONSTITUTION VIA AP



KEYSTONE/FABRICE COFFRINI





L'ouragan *Katrina*, qui a atteint les côtes à proximité de La Nouvelle-Orléans le 29 août 2005, est considéré comme l'un des plus puissants et les plus meurtriers de l'histoire des États-Unis. Il est souvent cité en exemple par les travailleurs sociaux car il a impacté la population de façon très inégale.

SHUTTERSTOCK/STRATOS BRILAKIS



Le 25 août 2017, une coulée de boue a provoqué d'importants dégâts dans le village grison de Bondo, en le déconnectant du monde. Huit personnes seront portées disparues.

KEYSTONE/GIAN EHRENZELLER

s'adapter, de moins de résilience. Elles sont souvent moins mobiles et moins représentées dans les instances décisionnelles.

Au-delà des catégories sociales, il y a aussi des territoires qui sont particulièrement à risque : certains quartiers en proie aux inondations ou aux îlots de chaleur, certaines communautés de montagne, etc.

Cela s'applique-t-il aussi à la Suisse ?

Il s'agit d'une norme générale, mais il est vrai que les pays sont diversement armés. Maintenant, comme nous vivons tous sur la même planète, les problèmes des uns se répercutent chez les autres, notamment à travers les migrations et les crises économiques. La Suisse étant un État social, le rôle des travailleurs sociaux est précisément d'éviter ces inégalités.

Quels ajustements la question climatique va-t-elle imposer au travail social ?

Du point de vue des compétences nécessaires pour la pratique, il va nous falloir des outils pour aborder les situations de vulnérabilité socio-environnementale. Nous devons aussi réfléchir à la façon d'adapter la formation, à savoir si l'on intègre partout les enjeux de la durabilité, ou si l'on crée des cours spécifiques consacrés à cette problématique.

Avez-vous des idées en tête ?

Pour la formation, il faut encourager les collaborations et l'interdisciplinarité. La complexité des phénomènes climatiques nous y oblige. On peut aussi imaginer de personnaliser la formation, en abordant des sujets qui touchent directement les étudiant·es. De ce point de vue, le Valais offre un terrain de première main pour tirer des enseignements des catastrophes naturelles.

Sur le terrain, la nature du travail va-t-elle évoluer ?

À l'heure actuelle, le travail social concerne surtout les populations vulnérables, mais on pourrait très bien imaginer mener un travail social auprès des plus aisés, dont le mode de vie produit souvent d'importantes émissions de CO₂ (voir encadré). Les travailleurs sociaux ont sans doute un rôle

à jouer dans l'*advocacy*, pour plaider la cause d'une justice climatique, ou plus localement, pour faire porter la voix des minorités dans les processus de planification territoriale et énergétique...

Comment cela ?

Pour s'assurer que l'efficacité énergétique est synonyme d'inclusion sociale. Prenons par exemple les mesures de rénovation énergétique des bâtiments. En Suisse, environ 57% des gens sont locataires (selon des chiffres 2019 de l'Office fédéral de la statistique), et n'ont donc pas la main sur ces décisions. Or comme c'est le locataire qui paie les charges, les propriétaires ne sont pas incités à se tourner vers des équipements efficaces. Les travailleurs sociaux pourraient avoir un rôle à jouer pour mieux intégrer les locataires dans ces processus de transition énergétique.

Des projets concrets ont-ils déjà été mis sur pied au sein de votre établissement ?

Quelques-uns, par exemple à travers la Plateforme de développement urbain, ou des projets étudiants dans le cadre de U-Change, des jardins communautaires, des initiatives en lien avec la formation. Ce sont en réalité des projets transversaux, qui dépassent le cadre des filières. Les dynamiques émergent un peu partout, car il y a une prise de conscience générale, mais cela reste trop timoré au regard des enjeux. Les défis à relever sont colossaux pour décarboner nos modes de vie, changer nos habitudes de mobilité, de chauffage, de consommation, et en même temps pour se préparer aux impacts du changement climatique. Mon poste vient d'être créé, mais nous avons des projets en préparation en lien avec la qualité de l'air, qui est un problème mal connu dans les régions de montagne, et la transition énergétique, qui reste un front d'action et de recherche très important. ►



BERTRAND REY

Tristan Loloum estime que les travailleurs sociaux ont un rôle à jouer pour plaider la cause d'une justice climatique, notamment pour faire entendre la voix des minorités dans les processus de planification territoriale et énergétique.

Vers plus de justice climatique

Si le changement climatique affecte inégalement les êtres humains, ceux-ci sont aussi inégaux en matière de production du CO₂, l'un des principaux gaz à effet de serre. Problème : ceux qui en produisent le plus sont ceux qui en souffrent le moins et inversement, ceux qui en produisent le moins sont ceux qui en souffrent le plus.

C'est ce que dénonce – parmi d'autres – un rapport de l'organisation Oxfam et du Stockholm Environment Institute paru en septembre 2020. Ses autrices et auteurs s'alarment du fait que les 10% les plus riches de la population mondiale, soit environ 630 millions de personnes, étaient responsables de 52% des émissions de CO₂ cumulées ces vingt-cinq dernières années. À l'inverse, les 50% les plus pauvres, soit quelque 3,1 milliards d'individus, étaient responsables de seulement 7% des émissions cumulées. Le rapport déplore que les deux groupes qui contribuent le moins à ces émissions, à savoir les plus pauvres et les générations futures, sont ceux qui ressentent ou ressentiront le plus les effets de la crise climatique.

Pour mettre fin à ces « inégalités extrêmes », les auteurs du rapport recommandent la taxation ou l'interdiction « d'articles de luxe à forte empreinte carbone comme les SUV (4X4, ndlr) et les voitures de sport haut de gamme, ou les vols fréquents en classe affaires ou en jet privé ». À l'inverse, en matière d'efficacité énergétique notamment concernant le chauffage résidentiel, le rapport mise sur l'investissement public, afin « d'éviter de pénaliser les foyers à revenus faibles ».

Texte Zélie Schaller

Des subventions pour régénérer les forêts

Les forêts suisses souffrent des étés chauds et secs, devenus plus fréquents à cause du réchauffement climatique. Des économistes prônent une nouvelle manière de les gérer, notamment au moyen de rémunérations pour les propriétaires.

Le réchauffement climatique bouleverse les forêts helvétiques, avec des épisodes de chaleur et de sécheresse qui se multiplient. Conséquences : les sapins meurent de soif, les hêtres brunissent précocement et les chênes voient leurs branches sommitales s'assécher. Une situation qui favorise la propagation d'insectes parasites tels que le bostryche. Des mesures d'adaptation s'imposent pour préserver ces vastes étendues boisées, patrimoine naturel sans lequel le défi du réchauffement climatique ne peut être relevé, car les arbres stockent le CO₂.

Pour renforcer sa résilience, la forêt doit se diversifier. Si les scientifiques testent différentes espèces et espacent les plantations pour diminuer la pression exercée par le peuplement sur les ressources en eau, les économistes préconisent, de leur côté, une nouvelle façon de les gérer. Objectif de cette méthode, appelée « gestion globale » : favoriser la multifonctionnalité de la forêt. Car si son rôle de protection contre les dangers naturels est reconnu, ses fonctions

économique (production de bois) et sociale (espace de nature et de ressourcement plébiscité par le public) demeurent peu valorisées.

L'exploitation du bois suisse pourrait doubler

« Grâce à l'exploitation du bois, la Suisse économise actuellement 2,2 millions de tonnes de CO₂ par an. Une utilisation accrue permettrait d'augmenter ce volume d'un tiers », précise Milad Zarin-Nejadan. Ce professeur d'économie politique à l'Université de Neuchâtel est corequérant, avec Andrea Baranzini, professeur et directeur de la Haute école de gestion de Genève – HEG – HES-SO, d'un projet financé par le Programme national de recherche (PNR 66) « Ressource bois ». « Les étages ajoutés

VALENTIN QUELOZ, WSL

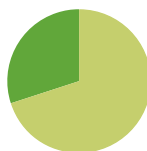




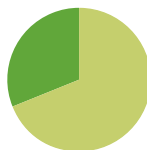
Après plusieurs années de sécheresse, dont un épisode particulièrement intense en 2018, les hêtraies d'Ajoie (JU) subissent d'importants dégâts : certains arbres meurent, pendant que d'autres sèchent par la couronne et perdent leurs branches.

aux immeubles pour densifier les villes, par exemple, pourraient être entièrement construits en bois, illustre l'expert. Le volume de la forêt ne diminuerait pas, car il s'agit d'exploiter les stocks excédentaires. »

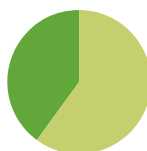
Construire uniquement à partir de bois indigène n'est évidemment pas possible. « Celui-ci ne peut remplacer complètement le béton ou l'acier aujourd'hui, indique Nicolas Borzykowski, docteur en économie et enseignant à la HEG, qui a participé au PNR 66. Les technologies actuelles ne permettent pas de se passer de ces deux matériaux et l'accroissement naturel de la forêt aux endroits accessibles ne suffit pas. » Pour se chauffer, il en va de même : on ne peut se contenter de bois indigène. Une marge de progression importante existe



En Suisse en 2019, 1,27 million d'hectares, soit 31% du territoire est recouvert de forêts.



29% des 250'000 propriétaires de forêts sont des propriétaires privés.



250'000 espèces, soit 40% de la biodiversité, dépend des forêts.

cependant. « En 2019, l'accroissement du volume de bois sur pied dans les forêts suisses culminait à 10 millions de mètres cubes, tandis que l'exploitation atteignait quelque 5 millions de mètres cubes, précise Nicolas Borzykowski. On peut donc théoriquement doubler cette dernière sans diminuer le volume de bois sur pied. »

Des subventions pour la sylviculture

Il importe, en outre, de renouveler et de rajeunir les forêts via les coupes de bois. Or, pour l'heure, les propriétaires préfèrent laisser croître les arbres plutôt que les abattre. En cause : le fréquent manque de rentabilité de la sylviculture, qui s'explique par une concurrence étrangère tirant les prix vers le bas, des coûts de production élevés, une topographie accidentée et des dispositions légales restrictives.

Face à ces difficultés, Milad Zarin-Nejadan souligne l'importance d'améliorer l'efficacité générale des exploitations forestières, qui doivent se regrouper pour réaliser des économies d'échelle. Le professeur prône la promotion de labels de qualité

attestant une production durable. Ces derniers, en stimulant la demande, pourraient avoir des retombées positives sur les prix. Surtout, les économistes interrogés revendiquent des subventions à l'intention des propriétaires. Car ceux-ci ne peuvent pas assumer seuls un mode de gestion durable, alors que leur parcelle n'est valorisée que partiellement : « Les services écosystémiques forestiers, tels que les activités récréatives ou la biodiversité, n'ont, par définition, pas de prix, relève Andrea Baranzini. Pourtant, ils contribuent au bien-être de la population. » Les spécialistes estiment que ces multiples fonctions doivent être rémunérées par l'État, au même titre que les prestations d'intérêt public fournies par le secteur agricole. ▀

Texte Virginie Jobé-Truffer

« En Suisse, croquer dans un ver de farine n'entre pas dans le domaine de l'acceptable »

Le changement climatique, tout comme la surexploitation des richesses naturelles, obligent à repenser les stratégies alimentaires. Mais lorsqu'on propose un nouvel aliment, il faut qu'il soit culturellement accepté.

Acheter des produits locaux ou consommer des insectes : à quoi ressemblera notre alimentation du futur ? Sidonie Fabbi, maître d'enseignement à la filière Nutrition et diététique de la Haute école de santé de Genève – HedS – HES-SO, esquisse quelques pistes dans ce domaine qui ne permet pas de réponses simples.

Notre alimentation doit s'adapter au changement climatique. L'une des injonctions courantes consiste à manger « local ». Qu'entend-on exactement avec cela ?

Il existe plusieurs acceptions. Communément, on s'attache à la distance et à la distribution. Il s'agit de choisir des aliments cultivés près du lieu où ils sont consommés.

Au niveau mondial, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture a réalisé un dossier en 2018 qui réfléchit aussi en termes de consommation. Que trouve-t-on près de chez soi pour se nourrir ?



THIERRY PAREL

Pour Sidonie Fabbi, l'aliment n'est pas qu'une source de nutriment pour l'être humain. Il est chargé de sens symbolique et culturel.

Les différences entre les populations sont flagrantes. Il y a un réel fossé entre les régions du monde où on souffre de la faim et celles où on souffre de la malbouffe. Dans les deux cas, on se retrouve face à des déserts alimentaires.

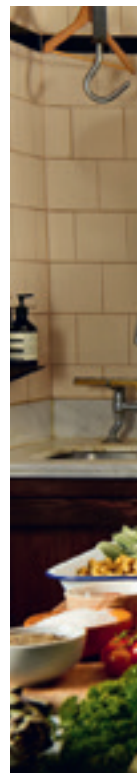
De quoi s'agit-il ?

Ce sont des lieux où la population est précarisée et n'a pas accès à une nourriture à la fois saine et abordable. Dans certaines villes américaines, quand on fait un diagnostic de ce qui peut s'acheter à moins d'1 km du domicile, on ne trouve que des fast-foods à bas prix. Des fruits et des légumes sont proposés dans les quartiers défavorisés, mais cela ne fonctionne pas, car ils coûtent plus cher que les plats tout prêts à haute densité énergétique et faible valeur nutritionnelle. Des études sont aussi effectuées en Suisse pour réfléchir à la densité énergétique de ce qui est proposé dans certaines zones.

Il existe aussi des réflexions sur de nouvelles formes d'alimentation, à base d'insectes par exemple.

Qu'en penser ?

En Suisse, le droit alimentaire a autorisé la vente et la commercialisation de trois insectes différents en 2017. Des fermes à insectes sont apparues, mais cela n'a pas du tout marché. Parce que dans notre alimentation helvétique, croquer dans un ver de farine n'est pas dans le domaine de l'acceptable. L'aliment n'est pas qu'une source de nutriments pour l'être humain. Il est chargé de sens symbolique et culturel. Depuis l'enfance, on établit un répertoire de





THE VEGETARIAN BUTCHER

nourritures consommables et on construit ce que l'on nomme l'ordre du mangeable. Lorsqu'on propose un aliment, il faut qu'il soit culturellement accepté. C'est pourquoi les industriels font ressembler les viandes synthétiques ou les produits végétaux reconstitués à un produit animal.

Qu'imaginer pour le futur ?

L'un des plus grands défis actuels consiste à se mettre d'accord sur ce que sera l'alimentation de demain et pour qui. Nous devons trouver des solutions locales à des problèmes mondiaux et les politiques doivent

imposer des règles claires aux institutions. Si les crèches, restaurants scolaires, hôpitaux, etc. reçoivent des consignes strictes en matière d'achats alimentaires, cela aura un impact sur la durabilité. Par contre, si l'on compte sur la volonté individuelle pour faire changer les bilans climatiques de l'alimentation, c'est voué à l'échec. ▀

Le Néerlandais Jaap Korteweg était éleveur de vaches et de cochons avant de lancer sa boucherie végétarienne en 2010. Il connaît le succès en se mettant en scène avec son tablier maculé de jus de carotte. Sa société sera rachetée par la multinationale Unilever en 2018.

Un potager sur les toits et une épicerie gratuite

Situé sur une toiture en terrasse, le BioDiPotager («Bio» de biologique et «Di» de diversité) offre depuis 2016 une petite production aux étudiantes et au personnel d'HEPIA – Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève – HES-SO. Les chercheuses y cultivent herbes aromatiques, fleurs comestibles et sauvages (pour les pollinisateurs), petits fruits et légumes d'hier et d'aujourd'hui. Cette agriculture urbaine utilise de nouvelles techniques de production, comme des pots de jardinage en géotextile. « Nous avons une grande diversité de cultures afin de générer des données qui seront utiles à d'autres projets similaires, commente Isaline Bise, assistante en filière agronomie à HEPIA, qui chapeaute le projet. Pour chaque légume, nous avons deux à quatre variétés différentes, allant par exemple de la tomate greffée hybride F1 à la tomate ancienne. Nous souhaitons comparer leurs performances. »

Un autre projet étudiant a vu le jour en 2020 : La Farce, une épicerie gratuite. Loin d'être une plaisanterie, cette association propose une fois par semaine des colis de denrées alimentaires gratuits aux étudiantes de la HES-SO et de l'Université de Genève qui en ont besoin. Créée par deux étudiantes de la Haute école de travail social de Genève – HETS – HES-SO Orianne Greder et Mélanie Chabert, elle a pour objectif de lutter contre la précarité et le gaspillage alimentaire, tout en créant du lien social. Des partenaires locaux divers (maraîchers ou vendeurs de produits menstruels écologiques) collaborent avec des bénévoles qui viennent chercher leurs produits avec un vélo-cargo, avant de les installer et d'accueillir les étudiantes.

Nominations



Luciana Vaccaro, Rectrice de la HES-SO, présidera la Chambre des hautes écoles spécialisées de swissuniversities dès le 1^{er} août 2021. C'est la première fois que la présidence

de cette Chambre revient à une femme et à une personnalité romande depuis la fondation de swissuniversities en 2015. Luciana Vaccaro succède à Crispino Bergamaschi, recteur de la FHNW – Haute école spécialisée de la Suisse du Nord-Ouest. Elle entend poursuivre le travail de promotion des hautes écoles spécialisées mené jusqu'à présent par la Chambre, ainsi que la collaboration et le dialogue entre les différentes hautes écoles.

www.hes-so.ch



Carole Wyser a été nommée directrice de HESAV – Haute École de Santé Vaud. Elle est l'actuelle directrice administrative de HESAV et prendra ses nouvelles fonctions le

1^{er} juillet 2021. Docteure de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), elle a développé lors de son parcours une importante expertise du management public accompagnée d'un souci constant de tisser des liens entre le domaine académique, la formation et les milieux professionnels. Elle aura notamment pour tâche de suivre la réalisation du futur Campus Santé. Carole Wyser succède à Inka Moritz, qui s'est beaucoup engagée dans le développement de ce projet.

www.hesav.ch



Ancien professeur HES ordinaire, **Andrea Baranzini** a été nommé à la tête de la Haute école de gestion de Genève – HEG – Genève à partir du 1^{er} janvier 2021.

Au bénéfice d'une solide expérience d'enseignement, de recherche et de management, il succède à Claire Baribaud, à qui la direction générale de la HES-SO Genève adresse ses plus vifs remerciements. Cette dernière a repris les rênes d'HEPIA en mars 2021 (voir *Hémisphères* n° 20, page 92). La HEG – Genève est la plus grande école du domaine Économie et Services de la HES-SO. Elle accueille plus de 1'540 étudiant-es et offre des formations en Économie d'entreprise, International Business Management, Information documentaire et Informatique de gestion.

www.hesge.ch



Patrick Favre-Perrod a été nommé Directeur-adjoint chargé de la Direction Recherche appliquée & développement de la Haute école d'ingénierie et d'architecture de

Fribourg – HEIA-FR. Actuellement professeur HES ordinaire auprès de la filière de génie électrique, il entrera en fonction le 1^{er} septembre 2021. Patrick Favre-Perrod succède à Jacques Bersier, dont l'engagement sans faille a contribué à développer la force d'innovation du canton de Fribourg.

www.heia-fr.ch



Dès la rentrée académique 2021-2022, la Haute École de Musique – HEMU Valais-Wallis pourra profiter des compétences et de la riche expérience de **Sylvain Jaccard**, nommé en

tant que directeur de site. Titulaire d'un doctorat en musique, d'un Master en management culturel, d'une licence en pédagogie musicale et musicologie, ainsi que de diplômes en chant et en piano, Sylvain Jaccard est passionné d'enseignement et de pédagogie. Son vaste bagage professionnel pourra être mis au profit de l'ensemble de l'institution, notamment pour des projets de développement transversaux.

www.hemu.ch

COOPÉRATION

La HES-SO poursuit son action au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Dans le but de développer la coopération scientifique avec des pays extra-européens, le Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation avait créé les premières « Leading Houses » en 2008. Il avait ainsi mandaté des universités et des écoles polytechniques pour encourager la collaboration avec six pays à haut potentiel grâce à des instruments de financement. Ce modèle des Leading Houses s'est ensuite développé pour s'étendre à des régions entières. Des hautes écoles spécialisées se sont vus attribuer des mandats pour la première fois en 2017, dont la HES-SO pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Pour la période 2021-2024, les cinq Leading Houses sont les suivantes :

ETH Zürich pour l'Extrême-Orient et l'Asie du Sud-Est

Haute École de Zurich ZHAW pour l'Asie du Sud et l'Iran

Université de Saint-Gall pour l'Amérique latine

HES-SO pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

Swiss Tropical Institute TPH en collaboration avec l'**Université de Bâle**, pour l'Afrique subsaharienne

Pour la HES-SO, ce mandat renouvelé représente l'occasion de poursuivre un travail entamé en 2017, concentré sur sept pays prioritaires : le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Palestine, le Liban, le Qatar et les Émirats arabes unis. L'objectif de la période 2021-2024 consiste à élargir les activités à tous les pays de la région grâce à des instruments plus flexibles. Le programme des appels à projets sera publié d'ici à l'été 2021 et un événement de lancement sera organisé en octobre.

www.hes-so.ch

CONVENTION



Changins, l'EHL et La Manufacture renouvellent leur convention d'association

Changins – Haute école de viticulture et œnologie, l'École hôtelière de Lausanne (EHL) et La Manufacture – Haute école des arts de la scène ont renouvelé leur association avec la HES-SO en avril dernier pour la période 2021-2024. Ces hautes écoles de la HES-SO ne sont pas rattachées à l'un des cantons partenaires de la HES-SO mais sont liées par une convention qui leur permet d'appliquer les règles communes aux hautes écoles de la HES-SO. Cela leur permet notamment de délivrer des titres de Bachelor et Master HES. Avec le renouvellement de ces conventions, Changins, l'EHL et La Manufacture confirment leur attachement au système des HES et à la communauté HES-SO. Les trois hautes écoles, situées dans le canton de Vaud, enrichissent l'offre de formation de la HES-SO et élargissent les opportunités de recherche et développement interdisciplinaires avec les domaines Ingénierie et Architecture, Économie et Services, ainsi que Musique et Arts de la scène.

www.hes-so.ch

RECHERCHE



HES - SO

Trois chercheur-es aux parcours atypiques

Patrick Ischer, Sylvia Garcia Delahaye et Claudia Huber, chercheur-es à la HES-SO, ont décroché un subside « Practice-to-Science » du FNS, qui permet de concrétiser des projets représentatifs de la diversité de la HES-SO et des parcours atypiques de ses chercheur-es.

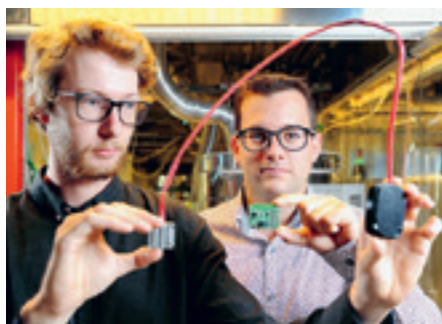
Le projet de Patrick Ischer, sociologue à l'Institut du management des villes et du territoire (IMVT) de la HEG-Arc et ancien chauffeur de poids lourds, est une étude sociologique qui vise à comprendre comment les transporteurs suisses composent avec la mauvaise image de leur mode de transport et des routiers dans le public.

La recherche de Sylvia Garcia Delahaye, travailleuse sociale, docteure en études du développement et professeure assistante à la Haute école de travail social de Genève – HETS – Genève, s'intéresse aux possibilités et limites de la participation sociale et politique des enfants et jeunes touchés par la pauvreté infantile en Suisse.

Le projet de Claudia Huber, infirmière clinicienne en diabétologie et docteure en sciences infirmières à la Haute école de santé Fribourg – HEdS-FR, cherche à comprendre comment l'éducation et l'autogestion peuvent aider les personnes atteintes de diabète à mieux vivre avec la maladie.

www.hes-so.ch

INGÉNIERIE



Première start-up issue de la collaboration HES – EPFL Valais Wallis

Lors de son travail de Bachelor à la HES-SO Valais Wallis – Haute École d'Ingénierie – HEI, Edouard Baer a collaboré avec l'EPFL Valais Wallis et Steve Joris, chercheur en énergie des matériaux. De leur association est née la start-up DynaBlue, qui se développe actuellement au sein de la Fondation The Ark, dont l'objectif est de soutenir l'innovation valaisanne. Les deux ingénieurs ont développé des capteurs mesurant la quantité d'énergie qui traverse une surface afin de déterminer la perte de chaleur. Leur procédé est plus fiable et plus précis que ce qui existe sur les marchés actuels. La technologie de DynaBlue permettrait de faire des économies d'énergie, d'argent, ainsi que d'améliorer les procédés des industries travaillant avec de très hautes chaleurs. Des entreprises comme Lonza, Constellium ou la Satom s'intéressent de près à la start-up.

www.theark.ch


Katja Remane

Katja Remane est rédactrice indépendante et consultante en communication multilingue. Elle écrit notamment pour des ONG et des hautes écoles. D'abord journaliste à l'Agence télégraphique suisse, elle a ensuite été active dans la communication interculturelle en Afrique. Elle a partagé sa vie quotidienne avec les gens du Mali. Son article de la partie Focus illustre comment des artistes vont à la rencontre de personnes d'ici et d'ailleurs, issues de milieux défavorisés, pour créer ensemble des œuvres d'art.

P. 82

Alexandre Pointet

Alexandre Pointet aime observer les visages, les expressions des proches ou des inconnus. Le portrait dessiné permet d'explorer, d'amplifier, de poétiser et parfois... d'arranger le portrait! Une forme d'intimité se crée entre la personne dessinée, le dessinateur et le spectateur. Formé à l'École des Arts décoratifs de Genève, ce graphiste indépendant a fondé l'atelier Shaolin Design en 1996. Il collabore régulièrement avec diverses institutions nationales ou internationales. Pour ce numéro, il a réalisé le portrait de l'urbaniste Carlos Moreno.

P. 14

Patricia Michaud

Patricia Michaud est une journaliste indépendante basée à Berne. Depuis une dizaine d'années, elle fait le grand écart entre les sujets politiques, économiques, scientifiques, de société et *outdoor*. Et savoure chaque instant passé à se plonger dans des thématiques aussi diverses que complexes. S'ennuyer au travail? Elle le fera dans une prochaine vie! Pour ce numéro d'*Hémisphères*, elle s'est intéressée à la sexualité 2.0 chez les jeunes et à ses conséquences sur la notion de proximité. L'occasion pour elle de réaliser que si la manière de créer du lien se renouvelle, le besoin d'être ensemble reste inchangé.

P. 38

Cris Toala Olivares

Lauréat de nombreux prix, dont le Magnum Photography Award en 2016, le photographe Cris Toala Olivares est né en Équateur d'une mère chilienne et d'un père appartenant à une communauté indigène. Basé en Hollande depuis plusieurs années, il raconte que ses images s'intéressent souvent aux personnes marginalisées, car il a lui aussi été livré à lui-même dès l'âge de 11 ans. La proximité qui le fascine, c'est celle que les êtres humains développent avec les éléments naturels. Ses images de personnes qui vivent près de volcans autour du globe cherchent à l'illustrer.

P. 18
CONTRIBUTIONS
S'ABONNER À
H É M I S P H È R E S

Hémisphères explore deux fois par année une thématique actuelle.

La revue est en vente dans les kiosques de Suisse romande au prix de CHF 9.–

Vous pouvez recevoir les six prochaines éditions à domicile au prix de CHF 45.–

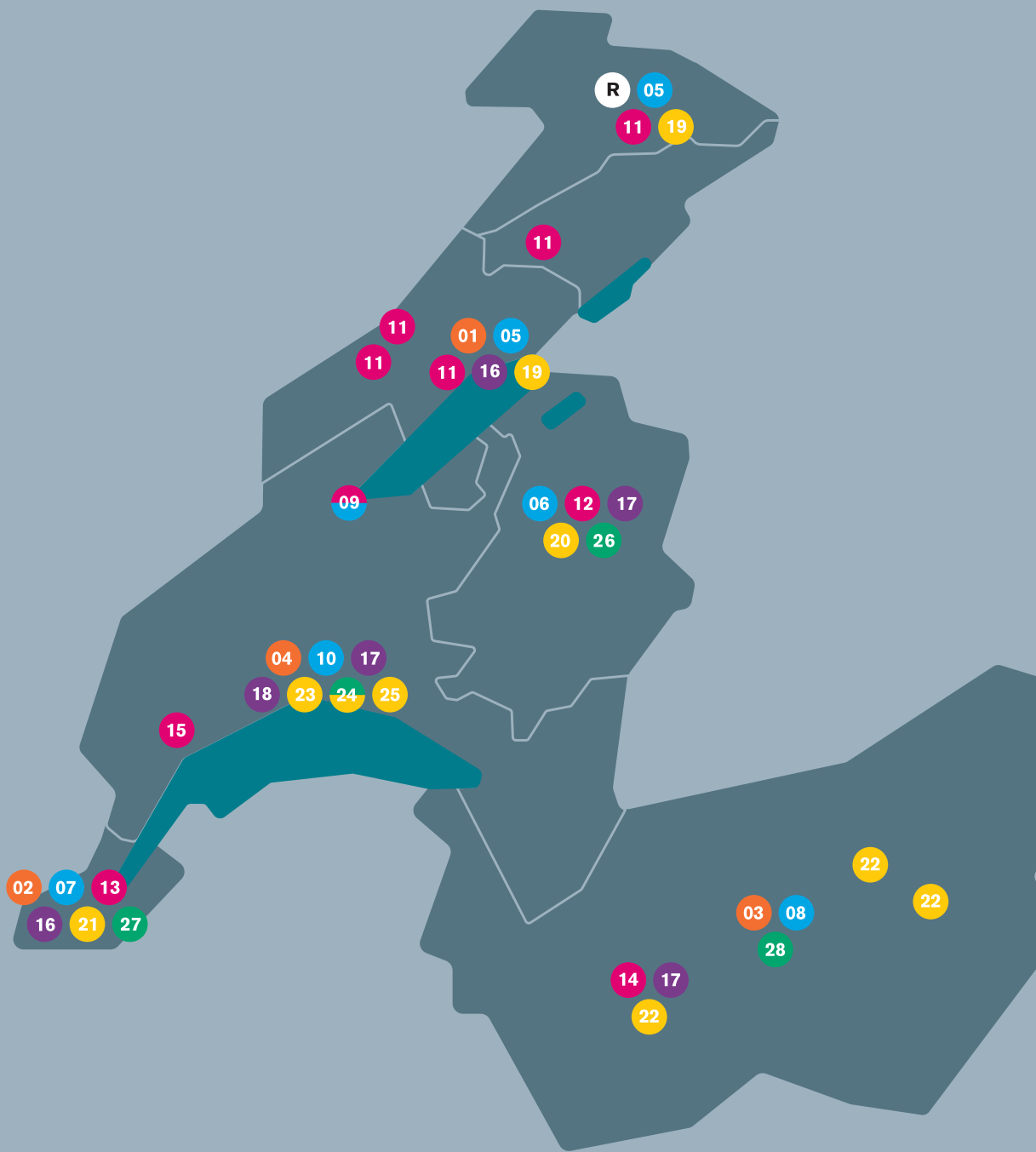
Abonnez-vous sur internet à l'adresse revuehemispheres.ch

ou par e-mail abo@revuehemispheres.ch

L'abonnement est gratuit pour les étudiant-es ainsi que le personnel de la HES-SO. Pour s'abonner, merci d'envoyer un e-mail à communication@hes-so.ch en indiquant votre titre, filière, année d'études, ainsi que votre adresse privée.

Les anciens numéros d'*Hémisphères* peuvent être commandés sur revuehemispheres.ch







Rectorat HES-SO



Design et Arts visuels

- 01 HE-Arc Conservation-restauration
- 02 Haute école d'art et de design – Genève (HEAD – Genève)
- 03 HES-SO Valais-Wallis - Ecole de design et haute école d'art – EDHEA
- 04 ECAL/Ecole cantonale d'art de Lausanne



Économie et Services

- 05 HE-Arc Gestion (HEG Arc)
- 06 Haute école de gestion Fribourg – HEG-FR
Hochschule für Wirtschaft Freiburg – HSW-FR
- 07 Haute école de gestion de Genève (HEG-Genève)
- 08 HES-SO Valais-Wallis - Haute Ecole de Gestion – HEG
- 09 Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud – HEIG-VD
- 10 Ecole hôtelière de Lausanne – EHL



Ingénierie et Architecture

- 09 Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud – HEIG-VD
- 11 HE-Arc Ingénierie
- 12 Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg – HEIA-FR
Hochschule für Technik und Architektur Freiburg – HTA-FR
- 13 HEPIA – Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève
- 14 HES-SO Valais-Wallis - Haute Ecole d'Ingénierie – HEI
- 15 Changins – Haute école de viticulture et œnologie



Musique et Arts de la scène

- 16 Haute école de musique de Genève – HEM – avec site décentralisé à Neuchâtel
- 17 HEMU – Haute École de Musique avec sites décentralisés à Fribourg et à Sion
- 18 La Manufacture – Haute école des arts de la scène



Santé

- 19 HE-Arc Santé
- 20 Haute école de santé Fribourg – Hochschule für Gesundheit Freiburg – HEdS-FR
- 21 Haute école de santé de Genève (HEdS-Genève)
- 22 HES-SO Valais-Wallis - Haute Ecole de Santé – HEdS
- 23 HESAV – Haute Ecole de Santé Vaud
- 24 Haute école de travail social et de la santé Lausanne – HETSL
- 25 Institut et Haute Ecole de la Santé La Source



Travail social

- 26 Haute école de travail social Fribourg – HETS-FR
Hochschule für Soziale Arbeit Freiburg – HSA-FR
- 27 Haute école de travail social de Genève (HETS-Genève)
- 28 HES-SO Valais-Wallis - Haute Ecole de Travail Social – HETS
- 24 Haute école de travail social et de la santé Lausanne – HETSL

Hes-so

Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale

Fachhochschule Westschweiz

University of Applied Sciences and Arts
Western Switzerland

LES PROXIMITÉS

Dictionnaire des mondialisations, Ghorra-Gobin C. (dir.), Armand Colin, 2006

La civilisation du cocon, Cocquebert V., Arkhé, 2021

La proximité en politique : usages, rhétoriques et pratiques, Le Bart C. & Lefebvre R. (dir.), Presses universitaires de Rennes, 2005

GRAND ENTRETIEN

Droit de cité : De la « ville-monde » à la « ville du quart d'heure », Moreno C., L'Observatoire, 2020

www.moreno-web.net

PORTFOLIO

www.toalaolivares.com

MONNAIES LOCALES

Les monnaies locales : vers un développement responsable. La transition écologique et solidaire des territoires, Cauvet M. & Perrissin Fabert B., Rue d'Ulm, 2018

The Eusko's trajectory. Understanding the success of the complementary local currency of the Northern Basque Country, Edme-Sanjurjo D. & al., International Journal of Community Currency Research, 24(2), 2020

PROCHES AIDANTS

Identification of new demands regarding prehospital care based on 35,188 missions in 2018, Vuilleumier S., Fiorentino A., Dénéreaz S. & Spichiger T., BMC Emergency Medicine, 2021, Accepté

Le programme Ensemble : soutenir les proches, Rexhaj S., Santé mentale, 30-35, 2019

Les savoirs expérientiels des pairs-aidants en santé mentale. Une perspective sociologique, Linder A., Pair-aidance en santé mentale : une entraide professionnalisée, Franck N. & Cellard C. (dir.), Elsevier-Masson, 2020

Optimism and the psychological recovery process among informal caregivers of inpatients suffering from depressive disorder : a descriptive exploratory study, Coloni-Terrapon C., Favrod J., Clément-Perritaz A., Gothuey I. & Rexhaj, S., Frontiers in Psychiatry, 10, 2020

Proches aidant·e·s. Des alliés indispensables aux professionnels de la santé, Oulevey Bachmann A., Ludwig C. & Tétreault S. (dir.), Georg, 2021 (aussi publié en open access)

ARTS

¿Creative Villages? : Conclusions d'un projet pilote d'art contemporain en région péri-phérique, Antille B., Journal Creative Villages, 4, 2018

Parcs à sculptures en Valais : vers une critique de l'économie de projet, Antille B., Revue de géographie alpine, 105-2, 2017

GESTION DES TERRITOIRES

www.arcjurassien.ch

www.reropa.ch

SEXUALITÉ

Comment parler de sexualité avec les jeunes?, Carbajal M. & Colombo A., REISO, 2020

Des corps et des affects : entre liberté et contraintes, Sarah D. & Palazzo-Crettol C., 2013. REISO, 2013

THÉÂTRE

Ceci n'est pas une actrice, Zlatoff N. & al., Journal de la Recherche, 2, 2021

La Pensée-paysage, Collot M., Actes Sud, 2011

Le Manifeste du Tiers paysage, Clément G., www.gillesclement.com, 2004

Par-delà nature et culture, Descola P., Gallimard, 2005

INNOVATION

The Difficult Balance between Ensuring the Right of Nursing Home Residents to Communication and Their Safety, Bolcato M. & al., International Journal of Environmental Research and Public Health, 18, 2021

Senior Lab : les seniors au cœur de l'innovation, Roulet Schwab D. & Campisi D., Sécurité sociale, 1, 2019

The benefits and challenges of co-creation with seniors : An interdisciplinary social innovation project designed to improved quality of life, Campisi D., Nyffeler N., Roulet Schwab D., Le Fort

V. & Bergeron L., Research and innovation conference proceedings: open living lab days, Berlin, 2018

www.senior-lab.ch

MICROTECHNIQUE

www.microleanlab.ch

TRAVAIL SOCIAL DE RUE

Intervention socio-éducative hors murs. Contribution à une modélisation dans le canton de Fribourg, Fridez E., Centre universitaire de pédagogie curative, Université de Fribourg, 16, 2014

Intervention socio-éducative hors murs: ... des origines... aux premières tentatives de formalisation, Fridez E., Revue Dépendances, 57, 2016

Le « corps empêché » de l'usager (mutisme, fébrilité, épuisement). Aux limites d'une politique du consentement informé dans le travail social, Breviglieri M., La voix des acteurs faibles. De l'indignité à la reconnaissance, Payet J.-P., Giuliani F. & Laforgue D. (dir.), PUR, 2008

Bienfaits et méfaits de la proximité dans le travail social, Breviglieri M., Le travail social en débat(s), Ion J. (dir.), La Découverte, 2005

L'insupportable. L'excès de proximité, l'atteinte à l'autonomie et le sentiment de violation du privé, Breviglieri M., Compétences critiques et sens de justice, Lafaye C. & Trom D. (dir.), Economica, 2009

Référentiel du travail social hors murs: dire les pratiques pour mettre en lumière collectivement un savoir-faire professionnel, Wicht L. & al., Slatkine, 2017

PANDÉMIE

Dialogue entre Bourdieu et l'épidémiologie sociale, Longchamp P., REISO, 2020

Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous, Wilkinson R. & Pickett K., Les petits matins, 2013

Social Inequality, Chronic Disease and COVID-19: County-Level Analysis in the United States, Nazrul I. & al., J Epidemiol Community Health, 2020

MODE INCLUSIVE

La société inclusive, parlons-en !, Gardou C., Erès, 2012

www.tu-es-canon.ch

QUALITÉ DE L'AIR

Differences in molds contamination between naturally and mechanically ventilated energy efficient buildings, Niculita-Hirzel H., Yang S., Perret V., Hager-Jörin C., Licina D. & Goyette Pernot J., International Journal of Environmental Research and Public Health, 17, 2020

Une boîte à outils numérique pour conjuguer rénovation énergétique et qualité de l'air intérieur, Goyette Pernot J., Tracés, 12-13, 2019

ART COLLABORATIF

Art et formation en travail social, Menghini M., Construire le rapport théorie-pratique. Expériences de formatrices et formateurs dans une haute école de travail social, Mezzena S. & Kramer N. (dir.), IES, 2019

Capital, territoire et participation. Pour une culture vectrice de citoyenneté, Menghini M., Participation culturelle. Un manuel publié par le dialogue culturel national, Koslowski S. (dir.), Seismo, 2019

www.lamarmite.org

CLIMAT

Anthropologie de l'énergie, Ortat N. & Loloum T., Lectures anthropologiques, 5, 2019

Ethnographies of Power: a political anthropology of energy, Loloum T., Abram S. & Ortat N., Berghahn, 2021

SYLVICULTURE

A supply-demand modeling of the Swiss roundwood market: Actors responsiveness and CO2 implications, Borzykowski N., Forest Policy and Economics, 102, 2019

ALIMENTATION

Dictionnaire des cultures alimentaires, Poulain J.-P. (dir.), Puf, 2018

HÉMISPHERES

La revue suisse de la recherche
et de ses applications
www.revuehemispheres.ch

Édition

HES-SO Rectorat
Route de Moutier 14
2800 Delémont
Suisse
T. +41 58 900 00 00
hemispheres@hes-so.ch

Comité éditorial

Luc Bergeron, Philippe Bonhôte,
Élodie Brunner, Remy Campos,
Yvane Chapuis, Annamaria Colombo
Wiget, Sabine Emad,
Claude-Alexandre Fournier,
Angelika Güsewell, Pascal Maeder,
Anthony Masure, Max Monti,
Vincent Moser, Marianne Tellenbach,
Jean-Philippe Trubichet,
Séverine Vuilleumier

Réalisation éditoriale et direction de projet

Geneviève Ruiz
www.genevieve.ruiz.com

Direction artistique

Bogsch & Bacco
www.bogsch-bacco.ch

Rédaction

Martine Brocard, Marco Danesi,
Andrée-Marie Dussault, Clément Etter,
Stéphany Gardier, Virginie Jobé-Truffer,
Patricia Michaud, Sabine Pirolt,
Lionel Pousaz, Katja Remane,
Geneviève Ruiz, Zélie Schaller,
Muriel Sudano, Nic Ulmi

Maquette & mise en page

Bogsch & Bacco

Couverture

European Southern Observatory
(ESO) / Babak Tafreshi

Rabats

Part of "Hello World!", Kasseler
Kunstverein, 2013 – Aram Bartholl
NASA/JPL-Caltech/MSSS/TAMU

Relecture

Melinda Marchese

Corrections

Samira Payot
www.lepetitcorrecteur.com

Impression

PCL Presses Centrales SA
Renens, Suisse
6'800 exemplaires

Juin 2021

N° ISSN 2235-0330

Zoom lointain

Cette image annotée montre la Terre vue à une distance de 160 millions de kilomètres depuis la planète Mars. Elle a été prise par le rover Curiosity de la NASA, le 31 janvier 2014, environ 80 minutes après le coucher de soleil local. Un être humain doté d'une vue normale peut très bien observer la Terre et la Lune dans le ciel martien, qui y apparaissent comme deux étoiles.



Vous
êtes
ici

Mot-valise ayant colonisé notre vocabulaire, la proximité rencontre un succès généralisé. Les mondes politiques, citadins, agricoles ou de la police l'ont intégré dans leur quotidien. Comment comprendre l'engouement pour ce terme, qui ne se réfère à rien d'autre qu'à la qualification d'un système d'écarts d'ordre spatial, temporel ou relationnel ? De l'encensement d'un imaginaire villageois aux difficultés croissantes de créer des liens dans une société virtualisée, le numéro 21 d'*Hémisphères* esquisse des réponses à cette interrogation.

Pour saisir le proche, les articles multiplient les points de vue : des urbanistes, des artistes, des ingénieurs, une forgeronne, une proche aidante ou encore un travailleur social de rue s'expriment sur les enjeux que représentent pour eux l'ancrage dans un territoire, le localisme ou la distance physique, intime. Promiscuité en temps de pandémie, pratiques sexuelles en ligne, relocalisations de productions industrielles en Suisse sont autant de thèmes explorés dans ce dossier, magnifiquement illustré par les images du photographe Cris Toala Olivares, qui saisissent des communautés vivant en symbiose avec des volcans.

CHF 9.- €9.-

N°ISSN 2235-0330



9 772235 33924 21